

L'Annuel de l'OCDE

# 2014

DES POLITIQUES MEILLEURES  
POUR UNE VIE MEILLEURE

UNE ÉCONOMIE  
**RÉSILIENTE**

UNE SOCIÉTÉ  
**INCLUSIVE**

# L'Annuel de l'OCDE 2014

UNE ÉCONOMIE RÉSILIENTE  
UNE SOCIÉTÉ INCLUSIVE

---

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Périodique : L'Observateur de l'OCDE

ISSN 0304-3398 (imprimé)

ISSN 1561-5510 (pdf)

**Responsables éditoriaux** : Rory Clarke, Sandra Wilson

**Responsable version française** : Loïc Verdier

**Rédactrice version française** : Ileana Epsztajn

**Rédacteurs** : Brian Keeley, Patrick Love, Ricardo Tejada

**Secrétaire de rédaction** : Diana Klein

**Assistants éditoriaux** : Leslie Diamond, Impreet Natt, Jean de la Rochebrochard

**Correctrices** : Emmanuelle Arnould, Erin Crum, Catherine Rowles-Holm

**Production** : Marion Desmartin, Sandrine Levain

**Conception graphique et mise en page** : Design Factory, Pykha

**Données** : Eileen Capponi, Margaret Simmons

**Illustrations** : Charlotte Moreau, André Faber, David Rooney

**Publicité** : François Barnaud, Alexandra Sawicka, LD Media Development

La date limite des informations publiées dans *L'Annuel de l'OCDE 2014* est le 15 avril 2014. Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : [www.oecd.org/editions/corrigenda](http://www.oecd.org/editions/corrigenda).

© OCDE 2014

---

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).

---

# SOMMAIRE

## ÉDITORIAL

---

### 6 Croissance inclusive, emploi et confiance

Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE

### 8 Le renouveau économique du Japon

Shinzo Abe, Premier ministre du Japon

## CROISSANCE INCLUSIVE

---

### 13 Introduction

### 15 La croissance inclusive par et pour les citoyens

Yves Leterme, Secrétaire général adjoint de l'OCDE

### 16 Faire de la croissance inclusive une réalité

Gabriela Ramos, Directrice de Cabinet de l'OCDE et Sherpa au G20

### 18 Lorsque la croissance ne profite qu'à une minorité

David Pilling, Rédacteur en chef Asie, Financial Times

### 19 Banque de données : Les PME à la peine

### 20 Heurs et malheurs du PIB

Diane Coyle, Professeur d'économie, Université de Manchester

### 21 Vidéo : Le sens de la vie

### 22 Une main-d'œuvre âgée est une chance

Debra B. Whitman, Vice-présidente exécutive, Politique, Stratégie et Affaires internationales, American Association for Retired Persons (AARP)

### 23 Champions picards

### 24 Une société intelligente est une société inclusive

Rob van Gijssel, Maire d'Eindhoven, Pays-Bas

### 25 Croissance inclusive : optimisme naïf ou appel à la révolution ?

Chandran Nair, PDG et fondateur, Global Institute For Tomorrow

### 27 Les promesses de l'âge

Karl Erjavec, Ministre des Affaires étrangères de la République de Slovénie, et Mateja Kožuh Novak, Présidente de la Fédération slovène des organisations de retraités (ZDUS)

### 28 Croissance et inégalités : une relation étroite

Orsetta Causa, Alain de Serres et Nicolas Ruiz, Département des affaires économiques de l'OCDE

### 30 Vers une société altruiste

Tania Singer, Directrice, Neurosciences sociales, Institut Max Planck de neurologie et de sciences cognitives, et Dennis J. Snower, Président, Institut d'économie mondiale de Kiel

### 31 Une plateforme avec l'Asie du Sud-Est

### 32 Fabrique à idées : Croissance inclusive

### 34 Podium : SICPA

## FLASH-BACK

---

### 37 Croissance, confiance, durabilité

Forum de l'OCDE, 28-29 mai 2013

## EMPLOI

---

### 41 Introduction

### 43 L'emploi, enjeu capital d'une croissance inclusive

Stefano Scarpetta, Directeur, Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE

### 45 Un plan pour l'éducation

Andreas Schleicher, Conseiller spécial du Secrétaire général chargé de la politique de l'éducation et Directeur par intérim, Direction de l'éducation et des compétences de l'OCDE

### 47 Jouer pour travailler

Randa Grob-Zakhary, Directrice exécutive, Fondation LEGO, et Andrew Bollington, Vice-président de la recherche et de l'apprentissage, Fondation LEGO

### 48 Banque de données : Qui a le sourire ?

### 49 Répondre au défi du « supervieillessement »

Katsutoshi Saito, Président de Dai-ichi Life Insurance Company, Ltd ; Vice-président du Keidanren et Vice-président du Bureau exécutif du BIAC

### 50 Vers une « société sûre fondée sur le travail »

Nobuaki Koga, Président, Confédération des syndicats japonais (RENGO)

### 52 Bienvenue aux candidats seniors

Dianne Jeffrey, Présidente d'Age UK

- 
- 53 **Banque de données** : Patient mais pas trop
- 54 **Podium** : Randstad
- 55 **Recherche plan d'investissement massif**  
Thiébaut Weber, Secrétaire confédéral, Confédération française démocratique du travail (CFDT)
- 56 **Réduire le chômage des jeunes à l'ère du numérique**  
Willi M. Scholz, Membre du Conseil exécutif, et Kathrin Kupke, Responsable de projet, Global Economic Symposium (GES)
- 57 **Vidéo** : Stratégie sur les compétences
- 58 **Podium** : Samsung
- 60 **Fabrique à idées** : Vieillessement
- 62 **Podium** : Université de Genève
- 75 **La confiance, nerf de l'économie**  
Philip Coggan, Chroniqueur Buttonwood, The Economist
- 76 **Vidéo** : Repenser l'aide au développement
- 77 **Immigration** : balayer une idée reçue
- 78 **Réforme financière** : des progrès, vraiment ?  
Salil Shetty, Secrétaire général, Amnesty International
- 80 **La fiscalité s'impose**  
Winnie Byanyima, Directrice générale, Oxfam International
- 81 **Podium** : Vale
- 82 **Santé, innovation et cellules iPS** : une coopération essentielle  
Shinya Yamanaka, Directeur, Centre de recherche et d'application pour les cellules iPS, Université de Kyoto
- 86 **Fabrique à idées** : Résilience

## CONFIANCE

---

- 65 **Introduction**
- 67 **Renforcer la confiance**  
Rolf Alter, Directeur, Direction de la gouvernance publique et du développement territorial de l'OCDE
- 68 **La confiance, fondement de la fiscalité**  
Pascal Saint-Amans, Directeur, Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE
- 69 **Banque de données** : Écofiscalité
- 70 **Confiance et richesse des nations**  
Carolyn Ervin, Directrice, Direction des affaires financières et des entreprises de l'OCDE
- 72 **Miser sur la fiscalité, pas sur son évitement**  
Margaret Hodge, Présidente, Comité des comptes publics, Chambre des Communes britannique, Parlement du Royaume-Uni
- 73 **Combattre la corruption pour rétablir la confiance**  
Drago Kos, Président, Groupe de travail de l'OCDE contre la corruption



10-31-1993

/ Certifié PEFC / [pefc-france.org](http://pefc-france.org)



## TOYOTA DREAM CAR ART CONTEST

**Traveling into tomorrow with a new generation of dreamers**

The Toyota Dream Car art contest  
invites children from all corners of the globe to share  
their dream of the perfect car with us.

Children are our future; we at Toyota believe in  
nurturing the creativity of the next generation  
of great inventors, thinkers and dreamers.

Every great idea was born in the glimmer of a dream...

# TOYOTA

[http://www.toyota-global.com/events/dream\\_car\\_art\\_contest/](http://www.toyota-global.com/events/dream_car_art_contest/)



# Croissance inclusive, emploi et confiance



OCDE

Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE

**La reprise économique pourrait se confirmer dans la zone euro, mais l'économie mondiale tourne toujours au ralenti. Le fort chômage et le sous-emploi freinent la demande, l'investissement et les échanges internationaux manquent de dynamisme, et le crédit au secteur privé reste tendu dans plusieurs pays. Si, en Chine, la croissance résiste, elle est inférieure à la tendance dans de grandes économies émergentes comme le Brésil ou l'Inde.**

En résumé, la plus longue crise de notre époque n'est pas encore achevée. Il faut savoir tirer parti des crises, et depuis maintenant plus de six ans, l'OCDE travaille aux côtés de ses pays membres et partenaires, d'organisations internationales, du G20 et du public afin de dégager des enseignements et de concevoir des politiques pour un monde plus inclusif et plus résilient.

Dans cette quatrième édition de *L'Annuel de l'OCDE*, des experts de l'OCDE et des personnalités éminentes étudient les leçons à tirer sous trois angles : croissance inclusive, emploi et confiance.

D'abord, la croissance inclusive. La crise a montré combien les inégalités sèment l'exclusion, affaiblissent nos structures et nuisent à l'activité économique. Ces inégalités s'étaient d'ailleurs déjà aggravées avant la crise.

Dans les pays de l'OCDE, le revenu moyen du décile le plus riche est aujourd'hui plus de neuf fois et demie supérieur à celui du décile le plus pauvre, alors que le rapport était de 1 à 7 il y a 25 ans. Même dans les pays nordiques, traditionnellement égaux, l'écart de revenus s'est creusé.

Mais les inégalités vont au-delà du seul revenu. Elles compromettent les opportunités et la mobilité sociale, et sont discriminantes en termes de santé et d'éducation. En outre, elles sapent la confiance des citoyens dans les institutions et la démocratie.

Les pays de l'OCDE doivent non seulement rechercher la croissance, mais une croissance « inclusive » qui puisse transformer ce cercle vicieux en cercle vertueux. L'Initiative de l'OCDE pour une croissance inclusive trace une voie pour l'avenir. Elle reflète notre conception des politiques gagnantes pour tous, alliant une forte croissance économique à une amélioration du bien-être et de la santé, des emplois et des compétences, et à un environnement sain. Initiative multidimensionnelle, elle débouche sur des actions concrètes et implique tous les pays, régions et citoyens, unissant leurs efforts pour obtenir de meilleurs résultats.

La croissance inclusive, c'est être utile à la société et en partager les bienfaits. Être sans emploi, c'est se voir refuser cette possibilité, c'est pourquoi il est crucial de réduire le chômage. Cet *Annuel* examine la dimension de la reprise relative à l'emploi, soulignant la nécessité de créer davantage d'emplois, et de meilleure qualité.

Le chômage dans la zone OCDE devrait légèrement fléchir cette année, mais il y a 13 millions de chômeurs de plus que fin 2007. C'est une tragédie sociale, qui touche particulièrement les jeunes : le chômage des moins de 25 ans est d'une ampleur inacceptable, à plus de 16 % au sein de la zone OCDE, et à plus de 55 % en Grèce et en Espagne. Il est donc essentiel d'apporter un soutien, une formation et des opportunités aux jeunes.

Il ne faut pas oublier les travailleurs âgés : le taux d'emploi des 55-64 ans dans la zone OCDE s'établissait à 56,5 % au troisième trimestre 2013, contre 76 % pour la tranche des 25-54 ans. Ces travailleurs ont également souffert de la crise, et nombre d'entre eux ont quitté le marché du travail, poussés (souvent contre leur gré) vers une retraite précoce.

La société ne peut se permettre pareil gaspillage de capital humain et d'expérience, sans parler du coût supplémentaire des retraites. *L'Annuel* montre que de plus en plus de personnes âgées sont en bonne santé, et désireuses et capables d'apporter leur contribution à la société par leur travail. Pour ce faire, il faut introduire de la flexibilité dans le travail et les systèmes salariaux, assouplir (ou

supprimer) l'âge légal de la retraite, et modifier les comportements et la culture. Intégrer les seniors dans nos stratégies rendra nos économies plus productives et plus intelligentes, et accroîtra également le bien-être.

Les politiques de croissance inclusive peuvent aider à restaurer la confiance mise à mal par la crise. C'est le troisième point évoqué dans *L'Annuel de l'OCDE*. Selon le rapport de l'OCDE *Comment va la vie ?*, seulement 40 % des citoyens de la zone OCDE font confiance à leurs gouvernements, le chiffre le plus bas depuis 2006 : banques, entreprises, parlements et organisations internationales souffrent de la défiance du public. Et les citoyens eux-mêmes ne se font plus confiance entre eux.

Il est nécessaire de rétablir la confiance pour assurer la croissance à long terme et la résilience. Rien ne détruit plus la confiance que la corruption, qui porte atteinte aux services publics, sape l'investissement et installe l'inégalité. L'OCDE a développé un arsenal d'instruments à l'intention des gouvernements, comme les Principes de l'OCDE pour renforcer l'intégrité dans les marchés publics. Nous contribuons aussi à réduire les risques de noyautage politique par des groupes d'intérêt en examinant des règles de financement des campagnes politiques plus strictes et plus transparentes. Notre initiative CleanGovBiz rassemble les outils anti-corruption de l'OCDE, renforce leur mise en œuvre et en suit les progrès. Elle inclut notamment la Convention anti-corruption de l'OCDE, décrite par Transparency International comme « l'étalon or » de la lutte contre la corruption.

La confiance se construit aussi grâce à une fiscalité juste et à la lutte contre la fraude fiscale. L'initiative de l'OCDE sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS), ainsi que l'Échange automatique de renseignements, aident les pouvoirs publics et les entreprises à travailler ensemble dans un cadre plus sain et plus transparent.

Enfin, il faut aussi des politiques environnementales efficaces pour bâtir un avenir plus inclusif et résilient. Pour progresser vers l'inclusivité, créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité, et rétablir la confiance, nous devons pouvoir compter sur un environnement sain et sans danger. Le changement climatique affecte tous les pays, riches ou pauvres, mais les populations des pays pauvres paient le plus lourd tribut. Au début de la crise économique, les pouvoirs publics ont apporté un soutien de façade à la croissance verte au service d'un monde plus propre et de nouvelles sources de croissance. Nous pouvons et devons aller plus loin sur ce plan. Le coût de l'inaction ne cesse d'augmenter : les pertes économiques dues à des événements météorologiques extrêmes sont estimées à 43 milliards de dollars pour la seule année 2013.

L'OCDE appelle à ramener à zéro les émissions nettes durant la deuxième moitié du siècle, afin de pouvoir limiter à 2°C l'élévation de la température mondiale due à l'activité humaine. Il ne sera pas facile de combattre le changement climatique, mais comme l'a rappelé en avril le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat des Nations Unies, cela peut être fait sans sacrifier le niveau de vie. Les gouvernements savent ce qu'ils doivent faire pour éviter la catastrophe : supprimer les subventions aux combustibles fossiles et s'assurer que des signaux-prix encouragent les entreprises, partout où elles opèrent, à « investir vert ».

La crise a constitué un signal d'alarme, nous rappelant à tous que les enjeux du développement sont aujourd'hui mondiaux. L'OCDE a repensé ses grilles d'analyse et ses hypothèses de travail. La réflexion en cours, incarnée par l'initiative NAEC (Nouvelles approches face aux défis économiques), pose les jalons d'un avenir plus résilient. Avec l'Indicateur du vivre mieux, l'Organisation cherche à aller au-delà de la croissance pour aider les décideurs et l'opinion à mieux cerner les composantes du bien-être.

Cette année, nous célébrons le cinquantenaire de l'adhésion du Japon à l'OCDE. Le cheminement du Japon, devenu l'une des premières économies mondiales, est riche d'enseignements qui nourriront le débat lors de la Semaine de l'OCDE, du 5 au 7 mai. Celle-ci débute avec le Forum de l'OCDE et se poursuit avec la Réunion annuelle du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres. Je suis heureux que le Japon préside cette réunion ministérielle en 2014, ajoutant ainsi un nouveau chapitre à notre longue histoire commune.

Nous sommes à un tournant sur la voie de la reprise. Les défis qui nous attendent sont clairs, tout comme certaines des solutions. Une coopération sera nécessaire, mais pas seulement au niveau des décideurs. L'édification d'un monde inclusif et résilient dépend avant tout de la participation des citoyens.

[www.oecd.org/fr/apropos/secretairegeneral](http://www.oecd.org/fr/apropos/secretairegeneral)





**Shinzo Abe**  
Premier ministre du Japon

# Le renouveau économique du Japon

L'année 1964, il y a exactement 50 ans, a été marquée par deux événements symbolisant l'achèvement de la période de redressement du Japon après la Seconde Guerre mondiale. L'un était – pour la première fois en Asie – la tenue des Jeux olympiques et paralympiques à Tokyo, l'autre l'adhésion à l'OCDE du Japon, premier pays d'Asie à en devenir membre. Le titre d'un quotidien, « Le Japon entre enfin dans la cour des grands », montrait à quel point l'adhésion à l'OCDE était emblématique de l'accession du Japon au statut de pays développé.

Pendant une vingtaine d'années, le Japon a souffert de la déflation. Les « trois flèches » que j'ai lancées – politique monétaire agressive, politique budgétaire souple et stratégie de croissance favorable à l'investissement privé – ont toutefois permis de redresser l'économie.

La croissance annuelle du PIB au quatrième trimestre 2013 était de 2,6 %. Le ratio offres d'emploi/demandeurs d'emploi, qui avait chuté à 0,42, est remonté à 1,05 en février, soit le plus haut niveau atteint en six ans et demi. Les salaires ont également atteint leur plus haut niveau en dix ans. Le Japon est en train de surmonter la déflation.

L'élément clé de la revitalisation de l'économie japonaise est, comme l'OCDE l'a signalé, le troisième volet : la stratégie de croissance.

Je souhaite créer une société permettant aux femmes de briller. Sous mon administration, la participation active des femmes, plus encore que la politique sociale, est au cœur de la stratégie de croissance.

À cet égard, nous avons décidé que l'année prochaine, au moins 30 % des fonctionnaires de l'administration nationale seront des femmes. J'ai également exhorté les sociétés cotées à faire siéger au moins une femme de plus à leur conseil d'administration. Encourager l'ascension des femmes dans la société nous permettra d'augmenter notre taux de croissance et de promouvoir une « womenomics ».

Dans de multiples domaines, la créativité, stimulée par un marché libéralisé, suscitera une innovation dynamique. Dans chaque région, une grande entreprise monopolise l'ensemble du processus de production, de transport et de vente de l'électricité. Nous transformerons ce système en marché pleinement concurrentiel dès

2020. Les services médicaux évolueront également. J'ai déjà mis en œuvre une réforme réglementaire dans le domaine de la médecine régénérative pour tirer parti du dynamisme du secteur privé.

Le gouvernement mènera de profondes réformes de la réglementation, notamment dans les grandes villes présentes sur le marché mondial, et d'autres villes suivront. À cette fin, des Zones stratégiques de croissance économique seront bientôt pleinement opérationnelles.

En avril, le taux de l'impôt sur les sociétés a été réduit de 2,4 points de pourcentage. Je poursuivrai la réforme de la fiscalité des entreprises pour l'adapter à une ère où ces entreprises mènent des activités à l'échelle mondiale.

Je m'appliquerai sans relâche à réformer. L'accélération des négociations sur les accords de partenariat économique (APE) est un élément clé de ma politique de réforme. Le Japon a récemment conclu un accord de fond pour un APE avec l'Australie. La négociation relative au Partenariat transpacifique (TPP), qui instaurera une zone économique unique en Asie-Pacifique, est entrée dans sa phase finale. Nous accélérerons également les négociations sur les APE avec nos partenaires partout dans le monde, comme l'APE Japon-UE, ainsi que l'intégration économique avec les pays d'Asie, à un rythme bien plus rapide que par le passé, via un Partenariat économique régional global (RCEP).

Favoriser une participation active des femmes, réformer nos régimes réglementaires et promouvoir le libre-échange sont des questions qui seront débattues à la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des ministres en mai, sous le thème général « Des économies résilientes et des sociétés inclusives ». Le Japon, qui préside la réunion cette année, attend avec intérêt d'examiner avec les autres pays les moyens d'utiliser au mieux notre stratégie de croissance pour apporter notre contribution à l'économie mondiale, et les mesures nécessaires pour faire des « économies résilientes et des sociétés inclusives » une réalité.

Le Programme régional de l'OCDE pour l'Asie du Sud-Est sera également lancé lors de cette réunion ministérielle. Je suis heureux que l'OCDE s'attache à se défaire de l'image de « club des pays riches » qui lui était parfois accolée, en prenant des mesures pour approfondir son engagement avec des pays du Sud-Est asiatique, qui sont au centre de la croissance mondiale. À l'avenir, le Japon jouera un rôle de passerelle entre les pays d'Asie du Sud-Est et l'OCDE, afin de forger une relation permettant aux deux parties d'apprendre l'une de l'autre.

Je suis convaincu qu'à travers cette initiative du Secrétaire général, M. Angel Gurría, l'OCDE conservera son rôle de premier plan au sein de la communauté internationale en tant que « laboratoire d'actions ».

Voir <http://japan.kantei.go.jp/>



Development matters.

**Asian Development Bank Institute**

Fresh thinking on growth and development  
in Asia and the Pacific

[adbi.org](http://adbi.org)



# Votre indicateur du vivre mieux

Votre vie ne se résume pas aux froids chiffres du PIB et autres statistiques économiques. Votre indicateur du vivre mieux vous permet de comparer le bien-être dans différents pays, sur la base de 11 thèmes considérés comme essentiels. Chaque pays est représenté par une fleur dont les 11 pétales correspondent à chacun des thèmes. La longueur de chaque pétale indique la performance du pays pour le thème correspondant. La hauteur des fleurs permet d'évaluer les performances globales des pays.

Votre indicateur du vivre mieux vous permet de classer les pays en fonction de l'importance que vous accordez aux 11 différents critères du bien-être. Il vous permet aussi de comparer vos priorités avec celles des autres utilisateurs en fonction de critères géographique, d'âge et de genre, et de partager vos résultats.

Créez votre indicateur du vivre mieux sur :

[www.oecdbetterlifeindex.org/fr](http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr)





Comparez votre qualité de vie avec d'autres pays



Pour en savoir plus sur la qualité de vie des différents pays de l'OCDE, commandez *Comment va la vie ? Mesurer le bien-être*. Disponible sur la librairie en ligne de l'OCDE : [www.oecd.org/librairie](http://www.oecd.org/librairie)



# Croissance inclusive

La croissance inclusive, c'est améliorer le niveau de vie et le bien-être – une bonne santé, de l'emploi, des compétences, un monde sûr et sain, et plus encore. C'est aussi promouvoir l'utilisation la plus optimale des ressources – capital naturel et matériel, pays, régions, citoyens – et en faire profiter tout le monde. C'est partager des idées et des innovations pour résoudre des problèmes comme la maladie ou le changement climatique. Avec la croissance inclusive, les objectifs de la productivité deviennent des moyens de parvenir à une fin.

Les auteurs de ce chapitre décryptent la croissance inclusive et les façons de la réaliser. Pour Yves Leterme, la crise a exposé les limites de nos modèles économiques : la croissance inclusive doit se faire par et pour les populations. La croissance inclusive inspire déjà de nouvelles approches face aux problèmes économiques, nous explique Gabriela Ramos, tandis que David Pilling s'intéresse au sens donné à la croissance inclusive à travers le temps dans différents pays. Diane Coyle se demande si les mesures conventionnelles du PIB sont adaptées. Orsetta Causa, Alain de Serres et Nicolas Ruiz analysent de nouvelles données sur les liens entre croissance du PIB et inégalités. Debra Whitman préconise une nouvelle approche pour exploiter le potentiel des seniors, sur le marché du travail et au sein de la collectivité. Citant l'exemple de la Slovénie, Karl Erjavec et Mateja Kožuh Novak la rejoignent sur ce point. Rob van Gijzel, maire d'Eindhoven, explique comment les politiques inclusives ont rendu sa ville plus « intelligente » et résiliente. Pour Chandran Nair, sans un changement radical, la croissance inclusive restera lettre morte. Enfin, Tania Singer et Dennis Snower plaident pour une société plus solidaire, qui peut être développée par la formation.



A new day, a new journey.



A STAR ALLIANCE MEMBER 

[www.anaskyweb.com](http://www.anaskyweb.com)

# La croissance inclusive par et pour les citoyens



**Yves Leterme**  
Secrétaire général adjoint de l'OCDE

OCDE

**Six ans après le déclenchement de l'une des plus graves crises financières, économiques et sociales des temps modernes, l'économie mondiale est encore sur la voie de la reprise. Les signes de croissance sont toutefois encore inégaux et fragiles, ce qui n'est guère étonnant au vu de l'intensité et de l'ampleur des chocs auxquels ont été soumis nos systèmes financiers, nos travailleurs, nos sociétés et nos citoyens.**

En 2008, la réaction des dirigeants politiques et des décideurs a été de se concentrer sur les besoins les plus urgents. Des mesures ont été prises d'emblée pour éviter l'effondrement total du système bancaire. Heureusement, ces décisions se sont révélées avisées même si les gouvernements n'avaient pas de feuille de route toute prête pour faire face à cette crise sans précédent. Après tout, le cœur même du système financier était en danger, alors que la vie de millions de personnes dans le monde était affectée par les problèmes économiques.

Enfin, la confiance des citoyens dans leurs économies et leurs institutions s'est érodée. Essentielle dans les interactions économiques et sociales, la confiance doit être restaurée pour que la reprise puisse véritablement s'ancre.

Mais pourquoi la situation s'est-elle autant dégradée ? Quels enseignements avons-nous tirés pour éviter qu'une telle crise ne se reproduise ? Des institutions comme l'OCDE, qui admettent avoir échoué à anticiper la crise, revoient aujourd'hui leurs hypothèses sur le fonctionnement de l'économie. Elles revisitent les concepts anciens, développent de nouvelles idées et conçoivent

des approches inédites pour proposer des politiques meilleures pour une vie meilleure. L'un des objectifs primordiaux pour permettre une prospérité à long terme est de rendre la croissance plus inclusive. Il s'agit d'allier une forte croissance économique à une amélioration du niveau de vie et du bien-être. La croissance inclusive offre à tous des chances égales et de meilleures perspectives. Au XXI<sup>e</sup> siècle, à l'heure où les compétences sont devenues une ressource incontournable, cette approche encourage chacun à donner libre cours à son talent et à sa volonté de travailler, de créer, d'innover et de réussir sa vie tout en apportant un soutien à ceux qui traversent des difficultés ou sont incapables de participer pleinement à l'activité économique et sociale. Une stratégie d'amélioration des compétences et de l'éducation adaptée est donc essentielle, tout comme des politiques pour mettre en place un marché du travail équilibré, fondé sur des principes de parité, d'équité et de cohésion sociale. Solidarité et réactivité doivent être les maîtres-mots. La crise a montré l'échec de nos anciens modèles économiques et a souligné la nécessité d'encourager la croissance d'une manière plus inclusive.

## Les institutions qui ont échoué à anticiper la crise revoient leurs hypothèses

Alors que des signes d'accélération de la croissance commencent à poindre, il n'a jamais été aussi urgent d'agir. La reprise hésitante et la crise sociale persistante exigent une action décisive pour garantir des chances égales, une répartition plus juste des fruits de la croissance et des perspectives pour chacun. Pour l'avenir, une telle démarche est surtout un impératif économique. Pour prospérer, nos économies ont besoin de s'appuyer sur tous les talents. Adopter des politiques qui ne laissent personne à la traîne est aussi un impératif social. Enfin, rétablir la confiance dans nos institutions et nos sociétés est un impératif politique. La croissance ne sera durable dans le long terme que si elle est inclusive. La croissance doit se faire par et pour les citoyens. C'est là tout l'enjeu de la croissance inclusive.

Voir [www.yvesleterme.be](http://www.yvesleterme.be)



# Faire de la croissance inclusive une réalité



**Gabriela Ramos**  
Directrice de Cabinet de l'OCDE  
et Sherpa au G20

OCDE

**Les inégalités se sont creusées, nuisant aux économies et aux sociétés. Une croissance inclusive peut-elle fonctionner ? Oui, mais nous devons pour cela renouveler notre réflexion et nos approches : de ce constat sont nées d'importantes initiatives de l'OCDE.**

Les bienfaits de la croissance économique ne ruissellent pas automatiquement. Cette assertion contredit peut-être l'orthodoxie économique, mais elle a été confirmée par la crise. La longue période de croissance qui a précédé la crise financière s'est caractérisée par une montée des inégalités de revenus, mais aussi des chances. Nos systèmes économiques, malgré leurs atouts, ont généré et perpétué des décennies durant des disparités sociales qui ont empiré depuis 2008. Nous devons inverser cette tendance et faire en sorte que la prochaine phase d'expansion économique profite au plus grand nombre. Nous avons appris de la crise et, maintenant que la reprise s'installe, nous avons l'opportunité d'instaurer une croissance plus inclusive. L'OCDE est prête à apporter sa contribution à la réalisation de cet objectif.

Les inégalités ont atteint des proportions inacceptables dans de nombreux pays. En 2010, dans les pays de l'OCDE, le revenu moyen du décile le plus riche était de 9,5 fois supérieur à celui du décile le plus pauvre, soit l'écart le plus marqué des 30 dernières années. Dans d'autres parties du monde, notamment en Afrique du Sud, en Inde ou en Indonésie, les inégalités se sont aussi sensiblement creusées. Elles n'ont régressé que dans de rares pays, d'Amérique latine notamment, qui partaient d'un niveau d'inégalité très élevé. Ainsi au Brésil, l'écart entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres s'est rétréci, pour s'établir néanmoins à 50 pour 1. Dans de nombreux pays, les travailleurs peu rémunérés travaillent de plus en plus dur, sans pour autant progresser dans l'échelle sociale. Aux États-Unis, tandis que le nombre moyen d'heures travaillées pour les bas salaires avait

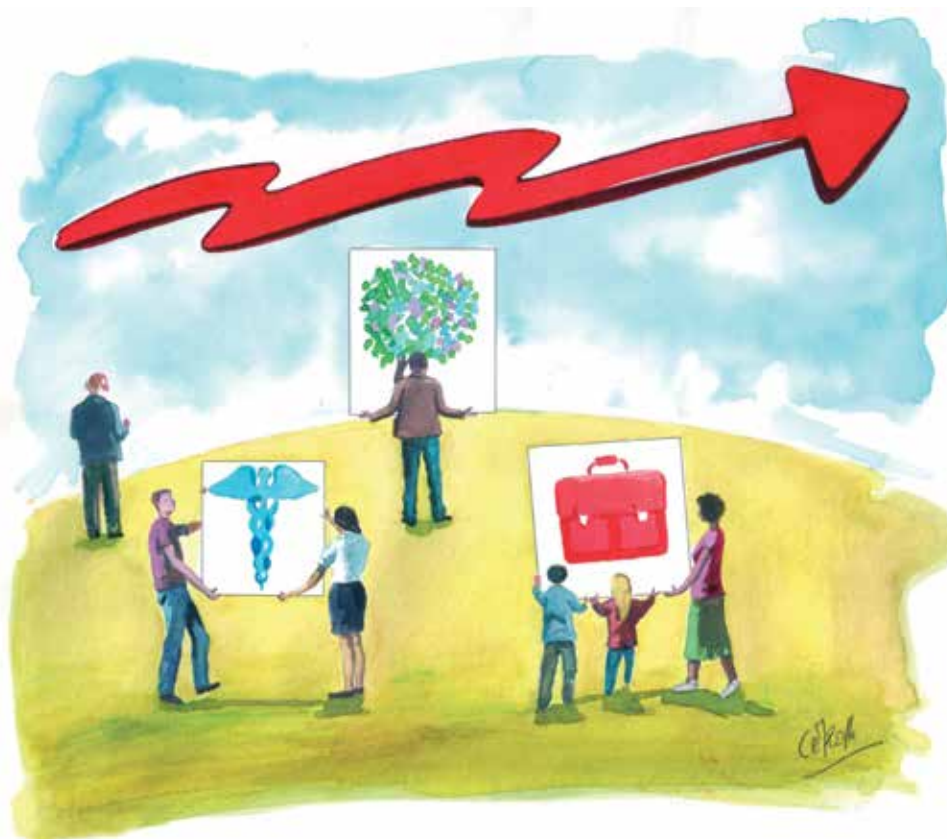
davantage augmenté que dans d'autres pays de l'OCDE avant la crise, le revenu des ménages au bas de l'échelle a en fait diminué. Les conséquences pernicieuses du creusement des inégalités, toutefois, vont au-delà du seul revenu : l'accès à l'emploi, à la santé et à l'éducation est conditionné par le statut socio-économique.

La crise a amplifié le phénomène. Dans la moitié au moins des pays de l'OCDE, les inégalités de revenus se sont davantage creusées au cours des trois premières années de la crise (2007-2010) que dans les 12 années précédentes. Les retombées de la crise ont été inégalement réparties. Les groupes vulnérables ont payé l'ajustement au prix fort. Ainsi, le taux de chômage des jeunes pour l'ensemble de la zone OCDE était de 16 % en 2013, soit le double du taux global. Et les perspectives d'emploi demeurent décourageantes dans bien des pays : l'accès équitable à un emploi de qualité est aujourd'hui plus difficile à atteindre, les contrats atypiques représentant désormais 40 % de l'emploi total. Parallèlement, le phénomène des travailleurs pauvres s'accroît pour toucher maintenant 8 % de la population totale. En Espagne, aux États-Unis, en Grèce, en Israël et au Japon, le taux de travailleurs pauvres peut atteindre jusqu'à 12 %. Ce taux est bien supérieur dans les pays émergents et en développement, du fait de la taille du secteur informel.

## L'OCDE est en première ligne pour combattre les inégalités de revenus

Les inégalités visibles sur le marché du travail s'enracinent souvent dès la période scolaire, qui désavantage sérieusement les plus défavorisés. Les étudiants pauvres ont du mal à concurrencer leurs condisciples plus fortunés et leur niveau d'études, leur salaire, et même leur longévité sont plus faibles. Les données recueillies auprès de 15 pays de l'OCDE montrent qu'à l'âge de 30 ans, les plus diplômés peuvent espérer vivre en moyenne six ans de plus que leurs pairs moins instruits.

Les effets préjudiciables des inégalités se traduisent par une désaffection vis-à-vis de la politique et un rejet du marché. Les citoyens estiment qu'ils sont perdants et qu'une élite s'approprie tous les gains issus d'une prospérité grandissante. Des millions de personnes se déclarent peu satisfaits de leur vie et perdent confiance dans l'aptitude des responsables de l'action publique à répondre à leurs attentes. Dans la zone OCDE, la confiance accordée aux gouvernements, qui s'établit à 40 %, est au plus bas.



À l'OCDE, nous prenons ces problèmes au sérieux. Nous savons qu'il n'est pas viable de continuer d'appliquer les politiques qui ont suscité de telles disparités ou échoué à les résorber. Nous sommes conscients de la nécessité de revoir les idées, les théories et les concepts utilisés jusqu'ici pour mesurer, apprécier et formuler nos politiques. C'est pourquoi nous avons lancé l'initiative relative aux Nouvelles approches faces aux défis économiques (NAEC), qui vise à aider les gouvernements à surmonter la crise en adoptant des politiques intégrant la complexité et l'économie comportementale, et à étudier de nouvelles mesures du progrès. Le but ultime est de susciter une forme de croissance plus durable et inclusive. Notre priorité porte sur la croissance économique non comme une fin en soi, mais comme un moyen d'améliorer le bien-être, et place l'individu au cœur du débat.

L'OCDE est en première ligne pour combattre les inégalités de revenus en élaborant des outils de mesure, en analysant les faits et en développant des instruments d'action. Nous avons été les premiers à lancer des travaux sur la construction d'indicateurs du bien-être et des outils de mesure qui dépassent le PIB et la productivité pour prendre en considération ce qui compte le plus pour nos concitoyens. Vouloir une croissance inclusive, c'est s'intéresser à l'humain, et l'initiative NAEC recherche des moyens inédits de concilier une croissance vigoureuse et une meilleure distribution des revenus, et d'autres avancées telles que l'accès aux opportunités, à l'éducation ou à un

environnement sain. Ces travaux permettront aux décideurs de mieux comprendre les effets néfastes du creusement des inégalités sur la croissance, l'objectif suprême étant de faire de l'inclusivité le moteur d'une solide performance économique.

Notre approche multidimensionnelle, en phase avec la réalité de l'action publique et débouchant sur des actions concrètes, permet aux décideurs d'identifier, d'analyser et d'exploiter les synergies entre des leviers d'action qui se renforcent mutuellement, et de faire ainsi des choix éclairés.

À l'heure où les budgets publics sont encore malmenés et où la reprise reste fragile, il importe plus que jamais d'enclencher un cercle vertueux de croissance et d'inclusivité. Notre prospérité et notre bien-être futurs en dépendent. Nous sommes déterminés, à l'OCDE, à aider nos membres et nos partenaires à concevoir, promouvoir et mettre en œuvre des politiques meilleures pour une vie meilleure. En favorisant une croissance inclusive, nous pouvons apporter à la vie de chacun une amélioration sensible et mesurable.

#### Références

OCDE (2011), *Toujours plus d'inégalité : pourquoi les écarts de revenus se creusent*, Éditions OCDE.

OCDE (2013), « Crisis squeezes income and puts pressure on inequality and poverty », Paris.

Voir [www.oecd.org/els/soc/OECD2013-Inequality-and-Poverty-8p.pdf](http://www.oecd.org/els/soc/OECD2013-Inequality-and-Poverty-8p.pdf)

# Lorsque la croissance ne profite qu'à une minorité



**David Pilling**

Rédacteur en chef Asie  
*Financial Times\**

Droits réservés

**La « croissance inclusive » compte parmi ces concepts auxquels il est évidemment difficile de s'opposer. Comme le « développement durable », c'est une de ces idées non controversées, à laquelle même le public le plus nanti des ventes de charité pourrait lever son verre de champagne. Mais que signifie-t-elle au juste ?**

C'est Deng Xiaoping, un homme qui, incontestablement, fit plus que tout autre pour lutter contre la pauvreté au XX<sup>e</sup> siècle, qui proposa de permettre à quelques Chinois de s'enrichir. L'économie communiste désastreuse s'en trouva libérée et certains – que ce soient les plus sensés, les plus impitoyables ou simplement ceux qui avaient un réseau – sont sortis du lot. La fracture économique en fut sévèrement creusée. La Chine actuelle est terriblement inégalitaire, mais des centaines de millions de Chinois ont échappé à la pauvreté.

En Inde, les mérites de la « croissance inclusive » sont l'enjeu d'une querelle féroce qui voit s'affronter deux des plus éminents économistes du pays, Amartya Sen et Jagdish Bhagwati. Le premier, lauréat du Prix Nobel, s'interroge sur le résultat de deux décennies de croissance. Les indicateurs sociaux du pays, de la mortalité infantile à la malnutrition et à l'éducation des filles, sont faibles, même par rapport au Bangladesh, pourtant beaucoup plus pauvre. M. Sen considère qu'un niveau basique en matière de santé et d'autonomisation n'est pas seulement un impératif moral, mais une condition préalable à un développement soutenu. À l'inverse, M. Bhagwati, défenseur du libre-échange et de la libéralisation, voit dans la croissance un préalable à la lutte contre la pauvreté. Co-auteur de l'ouvrage *Why Growth Matters*, il soutient que la redistribution ne remplace pas la création de richesse.

L'idéal est de générer de la croissance et de l'utiliser pour instaurer l'égalité des chances, sinon des résultats. Le Japon, le Taipei chinois et la Corée ont tous développé des modèles économiques qui, loin d'être des paradis socialistes, ont privilégié l'égalité. Mais avec l'intensification de la concurrence mondiale, même leur modèle est mis à rude épreuve. Hong Kong (Chine) est un cas bien plus extrême. Avec un revenu par habitant de plus de 30 000 USD, la région a tout d'une économie avancée. Mais son offre sociale est si indigente, et l'accès à la richesse si dépendant de la propriété foncière, que les inégalités, mesurées par le coefficient de Gini, y sont même pires qu'en Inde.

En Thaïlande, les inégalités ont engendré des troubles sociaux. Le conflit entre « chemises rouges » et « chemises jaunes » tourne surtout autour du partage des gains de la croissance. Dans les zones rurales, bon nombre des partisans de Thaksin Shinawatra, ancien Premier ministre qui s'est lui-même exilé, se sentent exclus des privilèges dont bénéficient les populations urbaines. Toutefois, les tentatives d'institutionnaliser la croissance inclusive, comme la discrimination positive en faveur des *Bumiputera* en Malaisie, peuvent également poser des problèmes. Elles ont nourri le ressentiment de la population chinoise de Malaisie, et ont certainement aussi engendré des distorsions qui ont entamé la vigueur de l'économie.

**L'idéal est de générer de la croissance et de l'utiliser pour instaurer l'égalité des chances**

Pour Hans Rosling, professeur de santé internationale à l'institut suédois Karolinska, il ne s'agit là que d'une crise de croissance vers un monde globalement plus équitable. Les pays pauvres, soutient-il, rattrapent rapidement leur retard sur les pays riches en maîtrisant les maladies évitables ainsi que leur natalité. Même dans les pays les plus pauvres, les populations sont plus nombreuses à accéder au minimum requis pour le décollage économique. Rosling cite des statistiques : 84% des enfants dans le monde reçoivent les vaccins essentiels, 84% des adultes savent lire et écrire, et la pauvreté extrême a diminué de moitié en 30 ans. Des centaines de millions d'individus évoluent dans un monde que Rosling décrit comme situé « quelque part entre l'ampoule électrique et le lave-linge ».



Nicolas Asfour/AFP

Les « chemises rouges » réclament leur juste part.

Une certaine croissance des inégalités semble inévitable à mesure que les pays passent de l'extrême pauvreté à un revenu moyen. Tout le monde ne peut pas quitter en même temps sa campagne pour la ville. Il est rare que des pays extrêmement pauvres puissent assurer d'emblée des services universels d'éducation ou de santé. L'astuce consiste à utiliser aussi vite que possible la croissance au profit du plus grand nombre. Ce qui signifie : un système fiscal approprié ; des infrastructures sociales et physiques solides ; probablement aussi une redistribution ciblée (plutôt qu'un gaspillage d'aides généralisées) ; un capitalisme sans népotisme, qui donne aux pauvres une chance d'échapper à la pauvreté même sans réseau relationnel ; voire enfin des mesures plus radicales,

comme une réforme agraire, s'il s'agit d'abolir de vieux privilèges. Il semble finalement que le concept de croissance inclusive soit loin d'être consensuel.

\*David Pilling est l'auteur de *Bending Adversity: Japan and the Art of Survival*, édité par Penguin Books en 2014.

**Références**

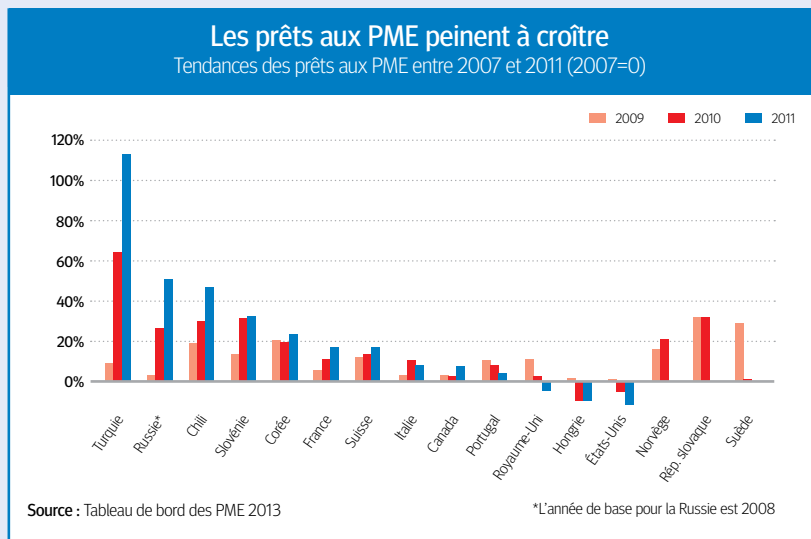
Bhagwati, Jagdish (2005), « Aide au développement : Quand trop... n'est pas assez », *L'Observateur de l'OCDE* n° 249, mai.

Rosling, Hans, « Hans Rosling's 200 countries, 200 years, 4 minutes », BBC, [www.youtube.com/watch?v=jbKSRLYSojo](http://www.youtube.com/watch?v=jbKSRLYSojo)

Voir [www.ft.com](http://www.ft.com)

## Les PME à la peine

Les petites et moyennes entreprises comptent au maximum 250 salariés, mais représentent quelque 90 % de l'emploi dans la zone OCDE. Pour relancer l'économie, il faudrait donc privilégier ces moteurs de l'activité. Le financement doit évoluer. Contrairement aux multinationales qui continuent d'emprunter à de faibles taux, voire émettent des obligations, les PME y accèdent toujours difficilement. Selon *Le financement des PME et des entrepreneurs 2013 : Tableau de bord de l'OCDE*, elles ont généralement dû emprunter à des taux plus élevés en 2011 qu'en 2009-2010. Et l'écart de taux d'intérêt entre les PME et les grandes entreprises s'est également creusé dans beaucoup de pays. Selon une analyse de l'évolution des indicateurs financiers de 25 pays entre 2007 et 2011, les prêts aux PME n'ont que modérément augmenté dans beaucoup de pays développés, mais le financement des petites entreprises a progressé plus nettement dans les économies émergentes. D'après le rapport précité, la crise de la dette souveraine a



probablement réduit encore les activités de prêt des banques en 2012-2013. Une amorce de reprise de l'investissement en capital-risque et capital de croissance a été observée, mais globalement, le niveau des prêts est resté inférieur à celui de 2007, avant la crise.

*Le financement des PME et des entrepreneurs 2013 : Tableau de bord de l'OCDE* présente une description détaillée des conditions financières proposées aux PME dans 25 pays.

Voir [www.oecd.org/fr/industrie/pme](http://www.oecd.org/fr/industrie/pme)

# Heurs et malheurs du PIB

Diane Coyle



**Diane Coyle**  
Professeur d'économie  
Université de Manchester\*

**Une politique économique ne peut être opérante que si ses concepteurs – et les électeurs auxquels ils sont redevables – savent comment va l'économie. Pour appréhender l'économie dans sa globalité, on se base sur les statistiques disponibles. Les statistiques économiques déterminent donc les politiques publiques et les événements, et la mesure la plus observée est la croissance du produit intérieur brut (PIB).**

Dans beaucoup d'économies développées, la croissance du PIB réel est l'un des principaux déterminants du vote populaire. Il est donc légitime que les responsables politiques s'y intéressent : après tout, le chômage et les revenus des ménages en dépendent.

Cependant, les médias et le débat public se focalisent trop sur la publication des estimations de PIB. La croissance inclusive comporte de multiples facettes qui ne sont pas reflétées dans ces statistiques trimestrielles.

Mesurer la croissance n'équivaut pas à estimer l'altitude d'une montagne ; le PIB n'est pas un objet naturel mais une

construction artificielle. L'établissement des statistiques des comptes nationaux intègre beaucoup d'inconnues, il y a des ajustements à opérer, et la marge d'incertitude est telle que la différence entre une évolution de croissance trimestrielle de 0,2 % ou de 0,4 % ne signifie pas grand-chose.

Les critiques du PIB ne manquent pas. Il y a les partisans de la croissance zéro – préférence qui, de toute évidence, n'est pas partagée par une majorité d'électeurs. Certains observateurs pensent que l'on devrait retenir des mesures autres que le PIB, intégrant les effets secondaires négatifs de la croissance – pollution et autres dommages environnementaux, criminalité, inégalités. Cette approche a le défaut d'ignorer certaines externalités positives non prises en compte dans les statistiques, notamment les bienfaits de l'innovation. Si l'on peut essayer d'intégrer certaines améliorations qualitatives, par exemple dans l'électronique grand public, les statistiques sont incapables de rendre compte de tous les bénéfices apportés par des biens et services nouveaux.

Le débat sur les alternatives au PIB est brouillé par la confusion entre activité économique et bien-être social. Le PIB est une mesure de l'activité économique, il évalue la dépense ou la production. Lors de son introduction en pleine Seconde Guerre mondiale, certains économistes, parmi lesquels Simon Kuznets, auraient préféré une mesure du bien-être, mais les exigences productivistes de l'économie de guerre l'ont emporté. Aujourd'hui aussi, certains critiques du PIB appellent à mesurer le bien-être plutôt que la production.

Leur argument est parfaitement recevable : les politiques doivent chercher à agir sur les facteurs contribuant au bien-être, pas seulement à la croissance économique. Pourtant, chercher à



combiner tous ces facteurs en un seul indicateur qui remplacerait le PIB serait une erreur. Ce serait occulter les arbitrages entre différents aspects du bien-être, et poser une hypothèse implicite sur l'importance que nous attachons à tel ou tel aspect. Un système de « tableau de bord » tel que l'Indicateur du vivre mieux de l'OCDE permet de rendre explicites les composantes et leurs pondérations, et apporte un éclairage constructif au débat public.

### Mesurer la croissance n'équivaut pas à estimer l'altitude d'une montagne

Les tableaux de bord sont relativement nouveaux, et celui-ci, comme les autres, est perfectible. Selon les pays, les électeurs souhaiteront y inclure des composantes différentes répondant à leurs critères du bien-être et y affecter différentes pondérations. Il importe également de présenter l'évolution du tableau de bord au fil du temps de manière intuitive, car c'est de l'évolution de la situation que les responsables publics doivent rendre compte. Les outils de visualisation des données, comme ceux, interactifs et partageables, que l'on trouve sur le site de l'OCDE, peuvent être très utiles. Comme ils sont interactifs, les réactions des utilisateurs peuvent à leur tour influencer sur leur développement.

L'autre problème important est la mesure de la soutenabilité, ou l'arbitrage à opérer entre aujourd'hui et demain. L'existence d'indicateurs environnementaux qualitatifs dans un tableau de bord n'est qu'un premier pas. La soutenabilité comporte plusieurs dimensions, notamment financière, sociale et

environnementale. Idéalement, il faudrait que certaines d'entre elles figurent dans un tableau de bord de performance.

La soutenabilité consiste à savoir si la qualité de vie qui prévaut aujourd'hui existera demain. Sommes-nous en train de dévorer notre capital, compromettons-nous les ressources dont nous aurons besoin demain ? Aucun tableau de bord ne peut entièrement répondre à cette question – il faudrait pour cela poser des hypothèses sur la croissance, le progrès technique et les comportements. Au moins pouvons-nous déjà observer le niveau d'épargne ou de désépargne nette de différents actifs : actifs financiers et physiques de l'économie, mais aussi capital humain et capital naturel.

Collecter et présenter ces statistiques est une entreprise ambitieuse. Il est pourtant indispensable de mesurer l'économie d'une manière qui oriente les politiques à rechercher le bien-être des sociétés, et non plus seulement la croissance économique. Nous avons au moins pris un bon départ.

\*Diane Coyle est l'auteur de *GDP: A Brief But Affectionate History*, 2014, Princeton University Press.

#### Références

Coyle, Diane (2011), *The Economics of Enough: How to Run the Economy as if the Future Matters*, Princeton University Press

Duch, Raymond M. et Randolph T. Stevenson (2008), *The Economic Vote: How Political and Economic Institutions Condition Election Results*, Cambridge University Press

Jackson, Tim (2009), *Prosperity Without Growth: Economics for a Finite Planet*, Earthscan, New York

## Le sens de la vie

Tout le monde aspire à une vie meilleure. Mais qu'entend-on exactement par « vivre bien » (ou « vivre mieux ») ? Les économistes et les gouvernements répondent en termes de richesse et de croissance, ce qui ne correspond pas toujours à l'expérience quotidienne. Les mesures économiques du progrès, comme la croissance (ou l'absence de croissance) du PIB, renseignent peu sur les niveaux globaux de satisfaction à l'égard de la vie. Certaines activités qui accroissent le PIB influent négativement sur le bien-être individuel (comme l'élévation des coûts des transports en raison de la congestion et de la durée élevée des trajets quotidiens). D'autres, comme la garde d'enfants ou l'aide des voisins, contribuent au bien-être sans être prises en compte dans le PIB.

La deuxième édition de *Comment va la vie ?* brosse un tableau exhaustif du bien-être dans les pays de l'OCDE et d'autres grandes économies, en examinant les conditions de vie matérielles et la qualité de vie des individus. Elle contient des études approfondies



Godong/BSIPA/FP

de quatre grands thèmes transversaux qui influent sur le bien-être : crise économique et financière, égalité hommes-femmes, problématiques relatives au lieu de travail, et durabilité.

La perte de confiance dans les institutions et les nouvelles formes de solidarité dans les communautés locales, comme le soutien du cercle familial élargi et le bénévolat, sont également examinées.

*Comment va la vie ?* fait partie de l'Initiative du vivre mieux de l'OCDE et mesure chaque semestre le bien-être individuel dans les pays de l'OCDE et certains marchés émergents.

Voir [www.oecd.org/fr/statistiques/commentvalavie.htm](http://www.oecd.org/fr/statistiques/commentvalavie.htm)

# Une main-d'œuvre âgée est une chance

Droits réservés



**Debra B. Whitman**

Vice-Présidente exécutive, Politique, Stratégie et Affaires internationales, American Association for Retired Persons (AARP)

**Le vieillissement est souvent vu comme un poids pour les économies. S'il est vrai que le changement démographique est un défi, il représente également une chance.**

Les travailleurs seniors peuvent apporter beaucoup à la productivité et à la croissance pour peu que les employeurs reconnaissent leur valeur, adoptent les bonnes stratégies et instaurent un climat de solidarité dans l'organisation. Dans une telle économie, la croissance sera durable, globalement inclusive, les individus les plus âgés et leur famille à charge bénéficieront d'une plus grande sécurité financière. Les entreprises seront plus fortes grâce à la maturité, à la stabilité, aux compétences et à la connaissance institutionnelle de leurs salariés les plus anciens. Nous aurons tous à y gagner.

Les inquiétudes de certains de mes collègues économistes face au vieillissement de la main-d'œuvre sont légitimes. Les plus de 65 ans représentent aujourd'hui 8 % de la population mondiale, ils seront un peu plus du double (17 %) vers le milieu du siècle.

Le ratio entre actifs et retraités évolue notablement dans de nombreux pays, mettant à mal les régimes de retraite nationaux. En outre, des millions de travailleurs adultes – majoritairement des femmes – se débattent entre leurs obligations professionnelles et familiales pour s'occuper de leurs parents âgés. Ces mêmes travailleurs font très souvent partie de cette « génération sandwich » qui s'occupe encore de ses enfants à charge (dont certains dans leur vingtaine, mais au chômage).

Et pourtant, il est faux de croire que le vieillissement hypothèque la croissance future. Il y a beaucoup à faire pour optimiser le potentiel d'une main-d'œuvre plus âgée. Trois domaines d'action sont possibles pour guider l'économie dans le changement démographique qui se dessine.

Il faut d'abord aider les aidants familiaux actifs. Des millions de travailleurs jonglent entre obligations de soins à leurs proches et travail. Le temps nécessaire aux obligations familiales peut être incompatible avec les exigences d'un emploi. Il compromet aussi la sécurité financière de l'individu (une étude montre que les aidants familiaux quittant leur emploi après 50 ans perdent, en moyenne, plus de 300 000 dollars en revenu et prestations). La prise en charge de leurs proches est l'une des raisons du départ anticipé à la retraite de certains travailleurs. Des règlements d'entreprise qui prévoient la possibilité de cette prise en charge, y compris des congés spéciaux, peuvent les aider à rester actifs et à contribuer à l'économie.

On peut ensuite agir sur la flexibilité des politiques d'entreprise. Les travailleurs seniors peuvent être soumis à diverses pressions, dont des problèmes de santé personnels, qui jouent sur leur aptitude et leur souhait de rester actifs. Horaires flexibles, télétravail, retraite progressive, programmes de mise en condition physique, congé familial, congés maladie payés, permettent de gagner des années de vie au travail. Les entreprises sont gagnantes : moins de rotation d'effectifs, moins d'absentéisme et maintien du savoir-faire que détiennent souvent les collaborateurs expérimentés.

## La prise en charge des proches est l'une des raisons des retraites anticipées

La formation et l'éducation représentent le troisième domaine d'action. Les entreprises ont légitimement besoin que leurs salariés soient à jour des technologies et des meilleures pratiques. Le salarié doit veiller à actualiser ses compétences et admettre que, même s'il est parfois difficile, le changement est inévitable. Toutefois, la majorité des entreprises peuvent faire encore plus, en proposant des possibilités de formation et de perfectionnement à leurs salariés de tous âges.

Malheureusement, ces mesures ne seront pas appliquées à l'échelle requise tant que les entreprises et l'opinion publique n'auront pas reconnu la valeur d'une main-d'œuvre âgée. La discrimination par l'âge, un phénomène préjudiciable et généralisé, doit être combattue avec plus de fermeté. La stricte application de règles de recrutement équitables est essentielle, mais il faut aussi changer l'état d'esprit dans les entreprises.

Il faut éduquer et sensibiliser pour dissiper les inquiétudes injustifiées et les stéréotypes sur nos aînés, et instaurer un climat favorisant l'épanouissement des travailleurs de tous âges. L'AARP joue un rôle majeur à cet égard, aux États-Unis mais aussi ailleurs.

Nous parrainons notamment un programme qui récompense les « Meilleurs employeurs de travailleurs de plus de 50 ans » et distingue des entreprises du monde entier. Ces employeurs reconnaissent la valeur des travailleurs plus âgés et s'efforcent de les retenir, de les former et de les recruter. Un constructeur automobile allemand, un distributeur britannique, un fabricant d'équipements industriels japonais, une société de produits de consommation malaisienne et une banque australienne figurent parmi les lauréats.

L'AARP diffuse également une charte par laquelle les entreprises s'engagent à un traitement équitable des travailleurs et demandeurs d'emploi plus âgés. Le projet regroupe à ce jour 260 signataires et continue de se développer. Cette charte s'inscrit dans un projet plus global, Life Reimagined for Work, qui aide les demandeurs d'emploi âgés par une orientation, des conseils, des contacts et des outils pour aller de l'avant.

L'esprit d'entreprise de ses citoyens est l'une des voies par laquelle une économie peut prospérer, et c'est un autre domaine

où les seniors ont beaucoup à offrir. Les 55-64 ans ont été à l'origine de plus d'un quart des créations d'entreprises en 2011 aux États-Unis. L'ARRP travaille avec le service public des petites entreprises pour proposer une orientation, un tutorat et d'autres ressources auprès d'entrepreneurs âgés, une action qui a bénéficié à plus de 119 000 personnes.

Si des sociétés différentes peuvent nécessiter des stratégies différentes, tous les pays dont la population vieillit ont intérêt à investir dans des actions qui permettent aux travailleurs âgés de demeurer productifs. Il est vital que les pays se saisissent de cette chance. Plus les individus sont à même de demeurer en activité et de contribuer à l'économie, plus grand est le bénéfice pour chacun.

#### Références

MetLife Mature Market Institute (2011), *The MetLife Study of Caregiving Costs to Working Caregivers*, MetLife, Westport, CT.

Voir [www.aarp.org](http://www.aarp.org)

## Champions picards

Les Français se distinguent par leur qualité de vie ainsi que par leur longévité relativement élevée. C'est ce que l'on appelle le « paradoxe français ». Le Sud-Ouest, en particulier, est la région réputée compter le plus de centenaires. Si certains de ses habitants attribuent cette longévité à leur cuisine à l'huile d'olive plutôt qu'au beurre, d'autres expliquent leur bonne santé cardiovasculaire par la consommation modérée des vins locaux très tanniques, aux concentrations élevées en procyanidines.

Mais au nord du pays, loin des oliviers et des vignes, se trouve la Picardie, une région historique connue pour ses betteraves et son cidre, et aujourd'hui renommée pour ses champions sportifs plutôt âgés. Prenons l'exemple de Jean Leemput, ancien maître-nageur des sapeurs-pompiers âgé de 99 ans. Le 16 février 2014, à Nogent-sur-Oise, M. Leemput a battu le record du monde du 50 mètres dos crawlé, dans la catégorie des 100-104 ans – il fêtera ses 100 ans en juin. Autre exemple tout aussi exceptionnel : celui de Robert Marchand, 102 ans, qui a battu quelques semaines auparavant, le 31 janvier 2014, son propre record de l'heure en cyclisme sur piste au vélodrome national de Saint-Quentin-en-Yvelines.



Robert Marchand

M. Marchand a parcouru 26,9 km en une heure, pulvérisant son propre record de 24,25 km/h dans la catégorie des plus de 100 ans, créée spécialement par l'Union cycliste internationale (UCI) pour ce champion originaire d'Amiens. Le record mondial de cette discipline toutes catégories confondues est de 49,7 km/h. Il est

détenu par le Tchèque Ondrej Sosenka depuis juillet 2005. M. Sosenka n'avait que 29 ans à l'époque.

Le Parisien (2014), « 26,925 km : à 102 ans, il bat son record de l'heure », 1<sup>er</sup> février 2014, [www.leparisien.fr](http://www.leparisien.fr)  
Voir [www.uci.ch](http://www.uci.ch) et [www.picardie.fr](http://www.picardie.fr)



# Une société intelligente est une société inclusive



**Rob van Gijzel**  
Maire d'Eindhoven,  
Pays-Bas

Eindhoven.nl

**La fin des années 1980 fut une période triomphante pour la ville néerlandaise d'Eindhoven. En 1988, le PSV (Philips Sports Association) Eindhoven a remporté la Coupe des clubs champions européens ; la même année, les Pays-Bas gagnaient la Coupe de l'UEFA en Allemagne. Ces victoires ont uni le pays dans la fête. Pourtant, de sombres nuages voilaient l'horizon européen. Dans un contexte d'économie mondiale en berne, les capacités de production qui avaient largement structuré la région se voyaient délocalisés vers des pays à bas salaires. Dans les années 1990, les deux plus grandes entreprises de la ville, Philips et DAF Trucks, se sont trouvées en difficulté. Des dizaines de milliers d'emplois furent supprimés, tandis que l'âge d'or de la ville semblait terminé. C'est alors que survint « le miracle d'Eindhoven ».**

Au milieu des années 1990, le maire de l'époque, Rein Welschen, joignant ses efforts à ceux du président de la chambre de commerce régionale, Theo Hurks, et du président de l'université, Henk de Wilt, créa un fonds d'aide à l'économie locale. L'initiative se développa, devenant ce qu'on a surnommé par la suite la « Triple hélice » : les pouvoirs publics, les instituts de recherche et les entreprises ont travaillé ensemble pour rétablir la prospérité d'Eindhoven et de ses environs. La région est rapidement devenue un centre mondial des hautes technologies, de l'innovation et de l'ingénierie, surnommé « Brainport ».

Le monde est aujourd'hui en proie à une nouvelle crise économique. Jusqu'à présent, Eindhoven a été épargnée. Elle le doit à l'esprit de coopération et aux énergies réunies au sein de la Triple hélice. Mais cette mentalité va au-delà de la Triple hélice : Eindhoven est aussi la ville des Pays-Bas qui compte proportionnellement le plus de bénévoles. De même que les liens qui se forment au sein de la matière la rendent plus solide, ceux qui se forment au sein d'une société la rendent plus résiliente. L'intégration vaut mieux que l'exclusion, la collaboration que le protectionnisme.

La crise actuelle est celle du système mondial. Le changement est partout : télécommunications, progrès technique, changement climatique, démographie exponentielle, émergence d'une nouvelle classe moyenne mondiale. Les systèmes qui ont

fonctionné jusqu'à présent sont en bout de course. Albert Einstein disait : « On ne résout pas un problème avec les modes de pensée qui l'ont engendré. » Notre avenir passera par l'intégration.

L'intégration, c'est comprendre que la construction d'une société est un droit et un devoir pour chacun, pas seulement pour les décideurs publics. Aujourd'hui, notre région s'attèle à développer une « Quadruple hélice », impliquant des acteurs jusqu'ici exclus des décisions politiques. D'ailleurs, la nouvelle législation stipule que toute nouvelle initiative publique doit être discutée avec l'ensemble des parties concernées.

Ainsi, dans le quartier Doornakkers, au sein d'un petit « laboratoire de vie », des personnes âgées immigrées, associées à des organismes publics et des instituts scientifiques, participent à un projet expérimental de santé. L'initiative s'est étendue à des acteurs de l'assurance, dans le cadre de « Smart Living 2020 ».

D'autres innovations ont vu le jour, qui doivent tout à cet esprit de coopération. En 2016, tous les foyers d'Eindhoven seront raccordés à Internet par fibre optique. Des entreprises lancent des expérimentations d'éclairage urbain intelligent en collaboration avec les riverains, pour donner à ceux-ci un sentiment de sécurité. Des constructeurs automobiles et des instituts de recherche travaillent sur la mobilité intelligente, afin de mieux utiliser les infrastructures et de réduire l'empreinte environnementale des transports. Des chercheurs et des botanistes inventent des moyens de produire davantage de denrées alimentaires avec moins de ressources. Des bars et des magasins réfléchissent avec les clients et avec des entreprises pour aider les consommateurs à mieux profiter de leur temps libre. Bref, Eindhoven est un laboratoire de vie à ciel ouvert, où chacun peut se faire explorateur de l'avenir.

Eindhoven, c'est la société en action. Notre expérience montre que les solutions doivent venir de la population et non d'une élite. Les personnes concernées doivent participer à leur élaboration. Notre expérience peut être appliquée dans d'autres pays et villes, grâce à des organisations internationales comme l'OCDE, et en utilisant les nouvelles technologies pour construire des réseaux internationaux unis par des spécialités et des intérêts communs.

Nous ne sommes pas engagés dans une course, mais nous sommes en mission. Chacun peut contribuer et nul ne doit se sentir exclu. C'est, selon nous, le seul moyen de transformer les problèmes en opportunités, et les défis en solutions. Cette mission vers le futur commence aujourd'hui, et chacun est invité à participer.

[www.eindhoven.nl](http://www.eindhoven.nl)

# Croissance inclusive : optimisme naïf ou appel à la révolution ?



Hong Kong Tatley/Kalun

**Chandran Nair**  
PDG et fondateur  
Global Institute For Tomorrow\*

**De défi mondial urgent, la « croissance inclusive » s'est transformée en cause sociale que tous reprennent à l'envi, des agences multilatérales aux entreprises, des politiques aux diplomates, en passant par les ONG.**

Comme la « croissance verte », la « neutralité carbone », les « valeurs partagées » et la « fin de la pauvreté », la croissance inclusive est un slogan bien intentionné dont l'attrait tient au fait que chacun y voit ce qui lui plaît. Les organisations multilatérales, les entreprises et les pays développés y voient un moyen de soulager leur conscience et d'assurer à leurs classes moyennes sous pression que la crise économique actuelle n'est que passagère, tout en leur rappelant que la situation est pire en Asie et en Afrique.

Le caractère réellement insidieux de la croissance inclusive et des mensonges qui y sont associés tient à ce qu'il s'agit d'un vocabulaire de soumission dans la bouche des plus puissants de la planète. Comme avec toute autre forme de propagande, les expressions bien intentionnées et les analyses peu rigoureuses sont venues remplacer la recherche de solutions et les décisions difficiles nécessaires à leur mise en œuvre. N'oublions pas que l'OCDE est l'une des organisations les plus influentes et les plus respectées au monde et, par là même, tout à fait en mesure d'insuffler un réel changement. Elle peut ouvrir la voie en faisant de slogans accrocheurs une feuille de route pour le XXI<sup>e</sup> siècle, mais il lui faudra repenser radicalement le statu quo.

En effet, telle qu'elle est définie à l'heure actuelle, la « croissance inclusive » est vouée à l'échec par manque de radicalité, d'idées audacieuses dans la culture dominante et par incapacité à s'attaquer aux racines réelles d'une croissance actuellement « excluante ». Si l'on y regarde de plus près, il est évident que le modèle occidental actuel de croissance économique, adopté

dans le monde entier, repose en grande partie sur l'exclusion de la majorité afin de créer de la richesse pour une minorité. Il en va d'ailleurs ainsi depuis l'époque coloniale : le procédé d'exclusion pratiqué par Wall Street est le même que celui de la Compagnie britannique des Indes orientales, et ses excès sont acceptés par trop de pays comme inhérents au système. Les hommes politiques du monde développé ne sont pour leur part que trop empressés d'« inclure » le reste de la population dans l'économie mondiale, en lui sous-traitant des emplois ingrats et peu rémunérés ou des industries polluantes.

Cette exclusion s'étend également aux médias et aux narrations culturelles. Quelle que soit la question, il semble que les seules personnes qui détiennent des réponses soient des célébrités éduquées en Occident et « cosmopolites » ; elles semblent toutes s'intéresser au sujet et ont accès aux médias internationaux. Elles jouent le rôle de porte-paroles et ne sont remises en question que par des membres de leur propre club. La croissance inclusive ne va jamais jusqu'à donner aux groupes censés en bénéficier accès aux forums prestigieux dans lesquels les puissants de ce monde chantent ses louanges.

## Il est grand temps de repenser radicalement notre façon de gouverner nos économies

Il est impossible de réunir tout le monde dans un système économique conçu pour évincer la majorité des individus, tout comme il sera impossible d'éradiquer la pauvreté, de « réparer » le climat et de guérir la planète de notre vivant. En effet, le système peine déjà à subvenir aux besoins de la majorité en Occident, dont les revenus stagnent tandis que les inégalités atteignent des niveaux sans précédent depuis un siècle. Il est grand temps de mettre fin à ce double discours et de repenser radicalement notre façon de gouverner nos économies. Osons parler de révolution.

Les trois propositions suivantes donnent une idée de la forme que pourrait prendre cette révolution. Premièrement, il faut accepter que le modèle actuel des flux mondiaux de capitaux constitue un obstacle majeur au développement durable, et a conduit des économies prometteuses au bord du précipice à maintes reprises. Les banques centrales des pays en développement peuvent et doivent lutter contre la croyance en un effet de « ruissellement », par lequel la circulation d'un volume suffisant de capitaux provenant des pays riches entraînerait, d'une manière ou d'une autre, le développement des pays pauvres.



« Le commerce des armes est hors de contrôle. »

Charger les institutions financières d'allouer davantage de fonds aux petites et moyennes entreprises (PME), actuellement sous-financées, serait un excellent remède. Selon IFC dans un rapport cité par la BAD, le déficit de crédit des PME représente la somme astronomique de 2100 à 2500 milliards de dollars, rien que dans les pays asiatiques hors OCDE. Seules 20 % des PME chinoises ont un accès correct au crédit, contre 90 % des grandes entreprises. En Inde, 13 % seulement des 1,3 million de PME y ont accès. Pourtant, elles jouent un rôle essentiel dans l'économie asiatique, représentant 60 % du PIB et 40 % de la main-d'œuvre en Chine, 40 % de la main-d'œuvre en Inde et 97 % en Indonésie. Un financement adapté obligatoire des PME contribuerait à éviter les bulles spéculatives et la fuite des capitaux, qui seraient orientés vers une croissance durable et bénéfique à la société.

Deuxièmement, il faut réformer le subventionnement inéquitable et contre-productif du monde riche au détriment des pauvres. Ainsi, la politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne protège 5 % de la population européenne qui travaille dans l'agriculture et produit 1,6 % du PIB de la région. Près de 80 milliards de dollars sont consacrés chaque année à ces quelques privilégiés, au détriment de 70 % de la population du monde en développement qui dépend directement ou indirectement de l'agriculture pour vivre. En comparaison, les subventions agricoles de 20 milliards de dollars aux États-Unis, dont la majeure partie atterrit dans les poches d'oligopoles extrêmement rentables, semblent anecdotiques.

Cet argent serait mieux utilisé s'il était investi dans les infrastructures rurales des pays développés et en développement. Les transports, l'irrigation, les communications et le stockage en zone rurale sont tout à fait inadéquats en Asie et en Afrique, et leur développement correct permettrait aux agriculteurs d'avoir accès à des marchés sur lesquels les consommateurs peuvent dépenser plus pour des denrées à valeur ajoutée, tout en réduisant le gaspillage. Il est également urgent de développer,

dans les zones rurales, l'approvisionnement en eau, en électricité et en services d'assainissement, dont l'absence favorise l'exode des populations et leur installation dans des bidonvilles où vivent déjà 800 millions de personnes.

Enfin, se pose la question du commerce mondial des armes. Certes, c'est une bonne chose que moins d'argent public soit consacré à alimenter la course à l'armement ou à préparer les pays à des conflits imaginaires ou autoréalisateurs. Cela étant, le commerce des armes représente un transfert annuel de 50 milliards de dollars des pays pauvres vers les pays riches. En 2010, les États-Unis assuraient à eux seuls 60 % des ventes d'armes, l'Europe occidentale ne représentant qu'à peine 8 % du reste. Parallèlement, l'ONU, censée empêcher les conflits et porter assistance à des millions de personnes par ses programmes de développement – donc promouvoir la « croissance inclusive » – ne perçoit que 7,5 % de ce que ses pays membres dépensent en armes. Toute réduction des dépenses d'armement passera nécessairement par la coopération internationale. Néanmoins, les nations développées pourraient déjà strictement limiter la valeur des armes qu'elles fournissent aux nations en développement, tout comme elles s'efforcent en permanence de peser sur ces dernières pour qu'elles cessent de les inonder de substances illicites. Compte tenu du poids politique et économique de l'armement dans de nombreuses économies développées, cela sera difficile à mettre en œuvre. Mais ceux qui doutent que de tels accords puissent être conclus, même avec le soutien de l'opinion publique, devraient examiner soigneusement le type de coopération exigé par la croissance inclusive. En effet, si elle ne bénéficie pas d'un engagement au moins similaire à celui que la lutte contre les armes nécessite, celle-ci est condamnée à n'être qu'une chimère.

Nous devons faire face à de nombreux autres problèmes, qui demandent tous de mettre fin à ce double discours qui déforme la réalité. Si nous y arrivons et que nous donnons aux « exclus » la voix qu'ils méritent, nous pourrions espérer atteindre un résultat inclusif en apportant aux milliards de laissés-pour-compte un niveau de vie convenable, et en les aidant à le conserver lorsque quatre autres milliards d'individus viendront s'ajouter à la population mondiale dans les 50 années à venir.

\*Chandran Nair est l'auteur de *Consumptionomics* et le créateur du projet de livres *The Other Hundred*. Un appel à contributions est ouvert jusqu'au 8 juin 2014 pour *The Other Hundred Photobook*. Voir [www.theotherhundred.com](http://www.theotherhundred.com)

#### Références

Shinozaki, Shigehiro (2012), « A New Regime of SME Finance in Emerging Asia: Empowering Growth-Oriented SMEs to Build Resilient National Economies », *ADB Working Paper Series on Regional Economic Integration*, n° 104, Banque asiatique de développement, Manille.

Yes Bank, [www.yesbank.in](http://www.yesbank.in)

# Les promesses de l'âge

Ministère des Affaires étrangères,  
République de Slovénie



**Karl Erjavec**  
Ministre des Affaires étrangères  
de la République de Slovénie

Droits réservés



**Mateja Kožuh Novak,**  
Présidente de la Fédération  
slovène des organisations  
de retraités (ZDUS)

## L'espérance de vie en bonne santé a fait un bond depuis 60 ans. C'est aujourd'hui aux dirigeants de faire profiter la société de cet exploit.

Viellir en restant actif et en bonne santé, voilà qui suscite un intérêt et des financements croissants dans certains des pays les plus développés. Le but est de mettre à profit l'expérience et les connaissances des seniors pour alléger le coût de l'assurance sociale et de l'assurance santé, et améliorer les conditions de vie. Souvent dénués de stratégies claires pour protéger les seniors, de nombreux pays se contentent de financer quelques programmes de prévention en faveur du bien vieillir. Cela ne suffit pas.

La situation des personnes âgées s'est dégradée depuis le début de la crise. Les pensions représentent une part notable du revenu de certaines familles, en particulier celles touchées par le chômage. Retraités et travailleurs âgés sont souvent assimilés, de manière irresponsable, à une charge pour la collectivité, ce qui menace sérieusement la solidarité intergénérationnelle pourtant essentielle au bon fonctionnement de toute société.

La Slovénie est à l'image de nombreux autres pays européens. La population âgée y augmente rapidement, et cette tendance devrait perdurer pendant les 15 prochaines années. Les travailleurs âgés, dont 20 % environ sont au chômage, comptent parmi les plus vulnérables, et leur sort est préoccupant.

En Slovénie, toutefois, 80 % des plus de 65 ans participent aux programmes d'ONG et d'organismes à but non lucratif, et s'investissent activement dans des organisations humanitaires.

Dans le cadre d'un projet dénommé « Les seniors au service des seniors », des bénévoles repèrent des personnes âgées dans le besoin et leur viennent en aide en coopération avec d'autres organismes. De plus, les ONG laissent un certain nombre de leurs programmes en faveur de l'activité des seniors aux mains de ces derniers. La fédération slovène des organisations de retraités compte ainsi 20000 bénévoles, qui s'occupent de 520 sociétés et clubs sportifs et culturels.

Dans de bonnes conditions, et avec un peu d'aide de l'État, les seniors ont de nombreux moyens d'améliorer leur qualité de vie. Ils sont actifs dans la société et peuvent lui apporter beaucoup grâce à la richesse de leur expérience et de leurs connaissances. Et leur volonté de participer ne fait aucun doute.

## Les seniors ont de nombreux moyens d'améliorer leur qualité de vie

Les seniors sont un corps social bien organisé en Slovénie, ce qui permet leur représentation et la protection de leurs droits. C'est la garantie que les décideurs politiques ne se désintéressent pas des questions qui les touchent. Certains seniors ont réussi à accéder aux responsables politiques par le passé mais, jugeant cet effort insuffisant, un certain nombre de cercles de retraités ont créé un parti politique (DeSUS : Parti démocratique des retraités de Slovénie) en 1990 pour protéger les droits des personnes âgées et favoriser la coopération intergénérationnelle. Le parti est représenté au Parlement et au gouvernement slovène depuis 1992.

En Slovénie, les seniors sont actifs dans la sphère politique et dans la société civile. Il reste toutefois de nombreux défis à relever, le premier étant de convaincre les responsables de l'action publique que ces citoyens peuvent largement contribuer au bon fonctionnement de la société.

### Références

Ministère des Affaires étrangères de Slovénie : [www.mzz.gov.si/en](http://www.mzz.gov.si/en)

Voir [www.oecd.org/fr/emploi/emp/vieillessementetpolitiquesdelemploi.htm](http://www.oecd.org/fr/emploi/emp/vieillessementetpolitiquesdelemploi.htm)

Voir [www.oecd.org/fr/slovenie](http://www.oecd.org/fr/slovenie)

# Croissance et inégalités : une relation étroite



**Orsetta Causa, Alain de Serres et Nicolas Ruiz**

Département des affaires économiques de l'OCDE

**Les inégalités se sont creusées dans la zone OCDE. Les politiques visant uniquement la croissance sont-elles à blâmer ? Et les inégalités peuvent-elles compromettre la croissance économique ? Cela pourrait être le cas, selon de nouvelles données.**

Les inégalités de revenus se sont creusées dans la plupart des pays de l'OCDE ces 20 ou 30 dernières années, comme le montrent de nombreuses études (voir références). Entre le milieu des années 1980 et la fin des années 2000, les inégalités de revenus mesurées selon le coefficient de Gini ont augmenté de 10 %, tandis que le ratio entre les déciles de revenus supérieur et inférieur a atteint son plus haut niveau depuis 30 ans.

Toutefois, l'évolution est variable selon les pays, certains ayant même enregistré un recul des inégalités. Entre le milieu des années 1990 et la fin des années 2000, la zone OCDE a enregistré un phénomène de « convergence des inégalités », celles-ci ayant augmenté dans plusieurs pays (Suède, Danemark ou Finlande), et reculé dans d'autres (Turquie, Mexique et Chili).

Sur le plan national, les indicateurs des inégalités comme le coefficient de Gini ne permettent pas d'identifier les bénéficiaires ou les perdants de ces tendances. Un examen plus approfondi de la situation des ménages montre que, dans de nombreux pays de l'OCDE, la progression du revenu disponible est inférieure à celle du PIB. C'est plus particulièrement le cas pour les ménages les plus démunis : dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles, la croissance du PIB a été largement supérieure à celle du revenu des ménages du quintile inférieur.

Les ménages au revenu moyen s'en sont généralement mieux tirés, même si leurs revenus ont progressé moins vite que le PIB dans un grand nombre de pays. L'écart entre revenus moyens et bas revenus s'accroît, notamment en Finlande, en Israël, en Suède, en Espagne et aux États-Unis. Plus généralement, la croissance des inégalités entre ménages à moyen et bas revenus (mesurée par le coefficient de Gini) se répand et s'accroît. Certains pays, notamment l'Espagne, ont été témoins de ce phénomène alors même que les inégalités dans leur ensemble y reculaient. Dans d'autres pays comme l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis, 1 % des ménages les plus riches ont bénéficié de 20 à 50 % de la progression totale des revenus, signe que les inégalités s'accroissent aussi dans la moitié supérieure de la distribution.

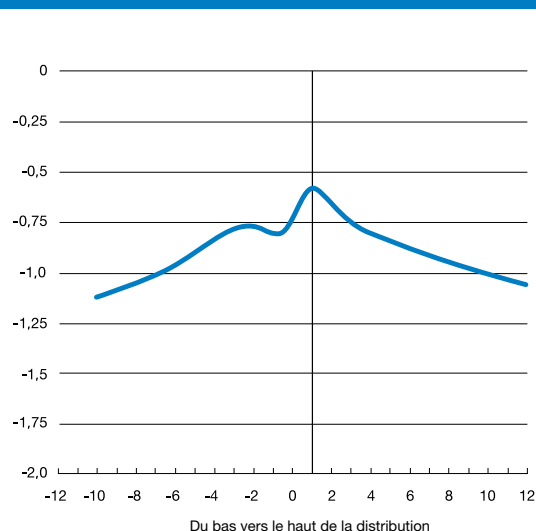
## De hauts niveaux d'inégalité peuvent faire baisser le PIB par habitant

Alors que les pays de l'OCDE essaient de stimuler la reprise, quels sont les effets des politiques de croissance sur les inégalités de revenus ? Les arbitrages entre croissance et inégalités sont difficiles à déterminer. Certes, dans la majorité des pays de l'OCDE, la croissance du PIB ces 20 ou 30 dernières années s'est accompagnée d'un accroissement des inégalités de revenus. Certains récents travaux de l'OCDE (OECD@100) montrent que cet accroissement est dû en grande partie à des changements technologiques favorisant les plus qualifiés. Néanmoins, les causes de l'évolution de la distribution des revenus, au niveau national et international, sont moins évidentes. Pour y voir plus clair, Causa et al. ont récemment étudié les conséquences à long terme des réformes structurelles sur le PIB par habitant et la répartition des revenus des ménages. Les réformes favorables à la croissance peuvent être classées selon qu'elles ont un impact défavorable, favorable ou neutre sur les inégalités en matière de revenu disponible. Cette étude révèle certaines tendances intéressantes. Plusieurs réformes en faveur de la croissance ont contribué à réduire les inégalités en assurant aux ménages modestes des gains de revenus supérieurs à ceux des ménages moyens. C'est par exemple le cas de la réduction des obstacles réglementaires à la concurrence intérieure, aux échanges et aux investissements directs en provenance de l'étranger, ou encore du renforcement de l'aide à la recherche d'emploi et des programmes d'activation.

Cependant, la baisse des allocations pour les chômeurs de longue durée a un effet positif sur le revenu des ménages moyens,

## Les inégalités de revenus réduisent le PIB par habitant

Élasticité du PIB aux inégalités le long de la distribution



### Notes

1. Élasticité provenant de l'estimation jointe du PIB par habitant et du revenu des ménages.
2. Pour une augmentation de 1 % de l'inégalité dans le milieu de la distribution, le PIB par habitant décroît de 0,75 % ; pour une augmentation de 1 % dans la partie haute de la distribution, le PIB par habitant décroît de 1 %.

mais réduit le revenu disponible dans la partie inférieure de la distribution, signe qu'elle pourrait accroître les inégalités.

Enfin, quelques réformes favorables à la progression du PIB par habitant ont un effet égal sur tous les ménages, quels que soient leurs revenus. Il s'agit notamment des mesures visant à promouvoir l'investissement dans les TIC et à améliorer le niveau d'études moyen de la population d'âge actif, ainsi que de la baisse des taux marginaux de l'impôt sur le revenu des salariés.

Tous ces éléments soulèvent une autre question, fort débattue à l'heure actuelle : le creusement des inégalités est-il défavorable à la croissance ?

Les inégalités de revenus et de patrimoines sont l'une des caractéristiques des économies de marché, fondées sur la confiance, la propriété, la libre entreprise et la primauté du droit. L'idée selon laquelle chacun peut bénéficier du fruit de ses efforts a toujours encouragé l'investissement dans le capital humain, les nouvelles idées et les nouveaux produits, ainsi que la prise de risque commercial. Mais au-delà d'un certain point, notamment pendant une crise économique, le creusement des inégalités peut ébranler les bases des économies de marché et

compromettre, à terme, l'égalité des chances. La mobilité sociale est alors étouffée, et les incitations à investir dans le savoir sont limitées. Les conséquences en sont une mauvaise affectation des compétences, voire un gâchis lié à l'augmentation du chômage, et enfin une baisse de l'efficacité et du potentiel de croissance.

Cela peut paraître parfaitement logique, mais il est plus difficile de trouver des données attestant d'une réelle corrélation entre croissance et inégalités. Il est notamment important de connaître le niveau initial des inégalités, ainsi que la répartition des revenus, et de savoir par exemple s'il existe une classe moyenne importante, ou si les inégalités sont plus influencées par l'évolution des revenus dans la partie inférieure ou supérieure de la distribution. En effet, les disparités de revenus en différents points de la distribution peuvent influencer différemment le PIB : dans les pays en développement, les inégalités dans la partie supérieure sont parfois associées à des effets positifs sur le PIB, tandis que les inégalités dans la partie inférieure peuvent produire des effets négatifs.

Pour approfondir l'analyse, notre étude ajoute aux moteurs traditionnels de la croissance, comme le capital physique et humain, une variable correspondant à l'évolution des inégalités de revenus. L'objectif est de déterminer si cette évolution a un impact significatif sur le PIB moyen par habitant dans les pays de l'OCDE, et si cette influence varie selon que les inégalités sont mesurées dans la partie inférieure ou supérieure de la distribution des revenus. Il en ressort que l'impact est toujours négatif et statistiquement significatif : toute progression de 1 % des inégalités induit une baisse de 0,6 à 1,1 % du PIB. Le creusement des inégalités peut donc réduire le PIB par habitant, du moins dans les pays de l'OCDE. En outre, l'ampleur de ces effets est comparable quelle que soit la partie de la distribution des revenus concernée par la hausse des inégalités.

### Références

- Causa, Orsetta, Alain de Serres et Nicolas Ruiz (2014), « Can growth-enhancing policies lift all boats? An analysis based on household disposable incomes », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE, à paraître.
- OCDE (2014), « OECD@100: Policies for a shifting world » (ECO/CPE(2014)11).
- OCDE (2013), « La crise resserre les revenus et met la pression sur l'inégalité et la pauvreté dans la zone OCDE », voir [www.oecd.org/fr/els/soc/OCDE2013-La-crise-amoin-drit-les-revenus-8p.pdf](http://www.oecd.org/fr/els/soc/OCDE2013-La-crise-amoin-drit-les-revenus-8p.pdf)
- OCDE (2011), *Toujours plus d'inégalité*, Éditions OCDE, voir [www.oecd.org/fr/social/inegalite.htm](http://www.oecd.org/fr/social/inegalite.htm)

# Vers une société altruiste



Droits réservés

**Tania Singer**

Directrice, Neurosciences sociales,  
Institut Max Planck de neurologie  
et de sciences cognitives



Droits réservés

**Dennis J. Snower**

Président, Institut d'économie  
mondiale de Kiel

**Les découvertes récentes des neurosciences sociales montrent non seulement que l'empathie, la compassion et le souci de l'autre sont des capacités humaines innées, mais aussi qu'elles peuvent être développées avec de l'entraînement. L'économie pourrait-elle aussi apprendre la solidarité ?**

L'humanité n'est pas à la hauteur des défis mondiaux auxquels elle est confrontée – du changement climatique à l'épuisement des ressources, des crises bancaires à celles des dettes souveraines, du manque d'instruction à la pauvreté au milieu de l'abondance, de la sécurité énergétique à la sécurité alimentaire, des États fragiles à la prolifération des armes. Nos économies n'ont pas réussi à vaincre le fléau de la pauvreté ni à garantir l'offre de biens collectifs (enseignement public, services environnementaux, stocks de poissons et forêts tropicales). Nos sociétés sont de plus en plus fragmentées, le sentiment de solitude et les effets pathologiques du stress augmentent, et nos structures de gouvernance sont inopérantes. Dans ces conditions, il est difficile pour beaucoup de s'adapter au progrès technologique rapide qui bouleverse les conditions de travail et les modes de vie.

Notre pensée politique et économique reste en grande partie fondée sur la conception de la nature humaine qu'incarne la notion d'*homo economicus* : un être purement rationnel, égocentrique, matérialiste et individualiste. Ces caractéristiques sont peut-être efficaces pour résoudre certains problèmes, mais pas ceux que nous affrontons aujourd'hui. Face aux défaillances du marché

(émissions de gaz à effet de serre, crises financières), l'économie libérale ne rétribue pas correctement les individus rationnels et égoïstes pour leur contribution à la société. Par les impôts, les subventions et les réglementations, les acteurs politiques peuvent assurer cette nécessaire compensation. Mais si ces acteurs politiques se comportent eux-mêmes en *homo economicus*, ils n'auront aucune raison de le faire puisqu'ils parviennent en général à dégager des majorités électorales grâce à des groupes d'intérêt restreints mais bien organisés, et sans tenir compte des intérêts des générations futures. Pour cette raison, de nombreux grands problèmes mondiaux resteront insolubles.

## ◀ Nos cerveaux sont câblés pour entrer en résonance affective les uns avec les autres

Il est temps de repenser notre vision de la nature humaine et de créer de nouveaux modèles pour fonder nos systèmes politiques et économiques. Pour cela, nous devons mieux comprendre la capacité d'altruisme et les motivations pro-sociales de l'être humain, et explorer les possibilités de coopération qui en résultent.

Pour mieux comprendre la nature humaine, le dialogue interdisciplinaire, au-delà des sciences économiques et sociales, est riche d'enseignements. Ces dernières années, de nouvelles disciplines comme la neuroéconomie et les neurosciences sociales, affectives et contemplatives, associées à la microéconomie expérimentale et à la psychologie, ont permis de construire un vaste corpus de données empiriques donnant une image de la nature humaine assez différente de celle habituellement véhiculée par la notion d'*homo economicus*. De nombreuses observations sur le terrain et en laboratoire montrent que les êtres humains sont en fait souvent motivés par des considérations pro-sociales comme l'équité ou le souci de l'autre, et qu'ils peuvent faire preuve d'altruisme à l'égard de personnes qu'ils ne connaissent même pas.

À l'opposé de l'individualisme survalorisé qui caractérise la société occidentale, les nouvelles recherches en neurosciences révèlent l'existence d'une forte interdépendance entre les êtres humains via leur capacité d'empathie, de compassion et de mise à distance de soi-même. De très nombreuses données montrent que nos cerveaux sont câblés pour entrer en résonance affective les uns avec les autres, et que nous nous représentons automatiquement l'état mental et émotionnel des autres dans notre propre esprit et notre corps.

Les études montrent aussi qu'il est possible de développer chez les adultes ces facultés cognitives et socio-affectives que sont l'attention, la compassion et les comportements pro-sociaux. Même avec un entraînement de courte durée, on peut cultiver l'altruisme et en recueillir les bienfaits en termes de bien-être subjectif et de santé.

Ces résultats prometteurs devraient nous conduire à élaborer de nouveaux modèles économiques et à faire des suggestions concrètes. Il y aurait lieu, par exemple, de commencer à entraîner nos facultés mentales très tôt à l'école, afin de forger l'éthique nécessaire à l'avènement d'une société plus solidaire. Étant donné que cet entraînement se révèle également efficace pour les adultes, des « gymnases de l'esprit » pourraient être introduits sur les lieux de travail, ainsi que dans les institutions politiques et de recherche. De plus, l'environnement

social pourrait être adapté afin de favoriser la coopération et les motivations altruistes, plutôt que la compétition et la performance, le pouvoir et la recherche d'un statut prestigieux. « L'économie altruiste » nous ouvre la voie d'un monde de bien-être inclusif et de confiance mutuelle.

#### Références

Pour en savoir plus sur cette question et sur le programme de recherche conjoint consacré à l'« Économie altruiste », voir [www.global-economic-symposium.org](http://www.global-economic-symposium.org)

Pour le livre électronique gratuit (en anglais) *Compassion. Bridging Practice and Science*, voir [www.compassion-training.org](http://www.compassion-training.org)

Voir également :

[www.caring-economics.org](http://www.caring-economics.org)

[www.resource-project.org](http://www.resource-project.org)

[www.cbs.mpg.de/~singer](http://www.cbs.mpg.de/~singer)

## Une plateforme avec l'Asie du Sud-Est

Avec près d'un demi-milliard d'habitants, l'Asie du Sud-Est affiche l'une des croissances les plus rapides du monde. Les niveaux de croissance et de prospérité y sont toutefois très inégaux. Le PIB par habitant culmine à 48 000 dollars à Singapour et s'élève à seulement 1 300 dollars au Myanmar. La pauvreté reste élevée dans certains pays. Des réformes régionales seront nécessaires pour pérenniser la croissance et la rendre plus inclusive, stimuler la productivité, réduire la pauvreté et éviter le « piège du revenu intermédiaire » en s'élevant dans la chaîne de valeur mondiale. Les politiques en faveur de l'intégration régionale seront essentielles.

Le Programme régional de l'OCDE pour l'Asie du Sud-Est sera lancé lors de la Réunion ministérielle de l'OCDE de 2014. Il s'appuiera sur 25 années de collaboration et offrira une plateforme solide pour favoriser l'échange des bonnes pratiques entre les responsables des pays d'Asie du Sud-Est et de l'OCDE. Il vise à informer et soutenir les réformes aux niveaux



Soe Than Win/AFP

Un camion circule dans une zone économique spéciale près de Yangon et passe derrière les drapeaux du Myanmar et du Japon, pays qui soutient activement le Programme de l'OCDE pour l'Asie du Sud-Est.

national et régional, dans des domaines de l'action publique comme l'investissement, l'éducation et les compétences, les PME, la fiscalité, la réforme de la réglementation et les partenariats public-privé ciblant les infrastructures. Des travaux seront également consacrés aux échanges, à l'innovation et la parité.

Le partage des perspectives constituera un atout indéniable du programme. De nombreux enjeux auxquels sont confrontés les pays d'Asie du Sud-Est représentent des défis mondiaux qui se posent aussi pour l'OCDE.

Voir [www.oecd.org/globalrelations/seaprogramme.htm](http://www.oecd.org/globalrelations/seaprogramme.htm)



**Croissance inclusive**

Si la croissance est essentielle à la reprise économique, nous devons également améliorer le niveau et la qualité de vie des individus – accès aux soins de santé et à des emplois de qualité, possibilité d'acquérir et d'améliorer ses compétences, environnement salubre. Il est par ailleurs essentiel de lutter contre les inégalités, déjà en hausse même avant la crise. Aujourd'hui, dans les pays de l'OCDE, le revenu moyen des 10 % les plus riches est environ neuf fois supérieur à celui des plus pauvres, contre sept fois il y a 25 ans. Si, dans certaines régions du monde, l'écart entre riches et pauvres s'est réduit au cours de la dernière décennie, la croissance rapide des économies émergentes, en particulier en Asie, n'a pas mis fin à la vulnérabilité et aux fortes inégalités.

Forum de l'OCDE 2014, [www.oecd.org/fr/forum](http://www.oecd.org/fr/forum)

Que la croissance inclusive tienne (ou non) ses promesses d'inclusion, elle se traduira certainement par un coût beaucoup trop élevé pour l'économie. Elle recouvre en effet les talents et les entreprises d'une chape de plomb susceptible de priver les individus d'opportunités et d'expériences qui pourraient changer leur vie.

Ranjan Sreedharan, *The fallacy of inclusive growth*, juin 2012

L'inclusion sociale est la manière selon laquelle les institutions comprennent et engagent leurs communautés, et explorent, envisagent et défient les obstacles, les valeurs et les comportements. L'inclusion sociale est également définie par la façon dont les institutions élaborent, mettent en œuvre et évaluent les politiques et procédures, offrent un accès équitable aux services et, en fin de compte, démontrent le niveau d'inclusion par le biais de résultats concrets.

Conseil des bibliothèques urbaines du Canada, *Qu'est-ce que l'inclusion sociale ?*, 2014

L'inclusivité – qui englobe l'équité, l'égalité des chances, et la protection en période de transition des marchés et lors d'un changement d'emploi – est un facteur de réussite essentiel à toute stratégie de croissance. Nous insistons sur le concept d'égalité des chances en termes d'accès aux marchés et d'accès aux ressources, et sur l'instauration d'un environnement réglementaire neutre à l'égard des entreprises et des individus [...]. La croissance inclusive adopte une perspective à long terme en misant sur l'emploi productif et non sur la redistribution directe des revenus, l'objectif étant d'augmenter les revenus des groupes souffrant d'exclusion

**Banque mondiale**, *What is inclusive growth?*, février 2009

La croissance inclusive est à la fois un résultat et un processus. Elle permet à chacun de participer au processus de croissance – tant à la prise de décision relative au déroulement de la croissance qu'à la croissance à proprement parler. Elle garantit un partage équitable des bénéfices. Elle passe par la participation et le partage des fruits de la croissance. Une participation sans partage entraîne une croissance injuste ; un partage sans participation réduit la croissance à une œuvre sociale.

**Centre international de politiques pour la croissance inclusive**, PNUD, *What is inclusive growth?*

La transformation des institutions politiques « extractives » en institutions inclusives est la solution à l'impasse économique et politique que nous traversons aujourd'hui. Le cercle vicieux [constitué par les interactions entre les intérêts économiques et politiques] rend cet objectif difficile, mais pas irréalisable. Il est en effet possible de secouer le joug de l'oligarchie et de briser ce cercle vicieux en s'appuyant sur les éléments d'inclusivité des institutions actuelles ou sur les vastes coalitions qui luttent contre le régime en place, ou simplement en s'en remettant à la nature contingente de l'histoire.

**Daron Acemoglu et James Robinson**, *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*, mars 2012

Certains défendent encore les théories de la « rechute favorable », qui supposent que chaque croissance économique, favorisée par le libre marché, réussit à produire en soi une plus grande équité et inclusion sociale dans le monde. Cette opinion, qui n'a jamais été confirmée par les faits, exprime une confiance grossière et naïve en la bonté de ceux qui détiennent le pouvoir économique et vis-à-vis des mécanismes sacralisés du système économique dominant. Pendant ce temps, les exclus continuent à attendre.

**Pape François**, *Evangelii gaudium*, novembre 2013

Venez débattre sur [www.oecd.org/fr/forum](http://www.oecd.org/fr/forum)

La crise mondiale a suscité un débat sur les coûts d'une croissance inégale. La montée des inégalités, en termes de revenu mais également dans d'autres aspects de la vie qui influent sur le bien-être, entrave les possibilités d'amélioration et tient les individus et les catégories sociales vulnérables à l'écart de l'économie. Cette situation asphyxie la croissance économique à long terme en empêchant les sociétés de tirer pleinement parti de leur capital humain. Cette montée des inégalités s'accompagne souvent d'une polarisation croissante qui nuit à la cohésion sociale, alimente le mécontentement et ébranle la confiance dans l'État et ses institutions. Des expériences contrastées montrent qu'il n'est peut-être pas obligatoire de choisir entre équité et croissance, et que des circonstances et des cadres d'action spécifiques permettent aux sociétés de partager les retombées d'une augmentation de la prospérité sans nuire aux performances économiques. Comprendre les coûts associés à la hausse des inégalités et les instruments d'action pouvant être utilisés pour les atténuer est essentiel à toute stratégie en faveur d'une croissance inclusive. Il est tout aussi important de se demander si une meilleure inclusivité peut être un moteur de croissance durable.

**OCDE**, *Pour un autre discours sur la croissance : vers l'inclusivité*, février 2014

## Établir la confiance dans les chaînes logistiques mondiales



**Philippe Amon**, président-directeur général de SICPA

La sécurité du commerce international est un élément essentiel à la croissance économique que recherchent les gouvernements, mais elle est soumise à la menace asymétrique constante de la fraude et des activités illicites. Ces crimes, qu'il s'agisse de la vente de produits de contrefaçon, de contrebande, d'évasion fiscale, d'absence de contrôle qualité ou de vol de propriété intellectuelle, déstabilisent les revenus des gouvernements, sapent les politiques et font courir un risque à la santé publique et au bien-être des citoyens.

Le travail des organisations internationales, comme l'OCDE, de promotion de la coopération et des meilleures pratiques entre gouvernements est essentiel pour répondre à ces questions. Il en est de même de l'action directe des gouvernements nationaux pour renforcer leurs capacités et mettre en place des systèmes robustes qui peuvent être reliés au-delà des frontières pour construire un réseau international interopérable.

SICPA figure au premier rang des entreprises privées qui développent des instruments modernes pour permettre aux gouvernements de répondre à ces défis maintenant et dans le futur. Notre plateforme SICPATRACE® est conçue pour héberger de nombreux produits, protéger les industries licites et aider à promouvoir les conditions adéquates pour le développement économique et l'investissement.

Notre approche est basée sur notre longue expérience en matière d'encres et d'équipements de sécurité pour protéger les billets de banque et travailler en partenariat avec les gouvernements. SICPA a développé une boîte à outils moderne qui peut être mise en œuvre de manière modulaire et adaptée en fonction des besoins nationaux. Au cœur de l'approche figure le **suivi et la traçabilité sécurisés** qui fournissent aux gouvernements la transparence et le contrôle tout au long des chaînes logistiques complexes que les criminels excellent à exploiter.

**La technologie numérique est essentielle mais a besoin d'être complétée par une sécurité basée sur le matériel.** Le suivi et la traçabilité sécurisés sont basés sur le marquage des produits légitimes de manière sûre afin d'en garantir l'authenticité, et donne à chaque produit une identité unique afin d'en permettre le suivi tout au long de son cycle de vie, du producteur au consommateur. La technologie numérique est essentielle pour garantir le suivi et l'exploitation complète des données, mais pour protéger contre la

vulnérabilité du cyberspace, le marquage sécurisé doit utiliser un matériel avec des caractéristiques telles que les encres de sécurité.

Pour répondre aux besoins du gouvernement, un système de suivi et de traçabilité sûr doit pouvoir être modulé et s'adapter à une vaste gamme de produits, qu'il s'agisse de produits soumis à accise, de médicaments ou d'équipements sensibles. À chaque étape, il y a des avantages. Au début de la chaîne logistique, le contrôle de la production vise le défaut de déclaration ou la sous-déclaration qui conduisent à des pertes fiscales. Il y a d'autres avantages fiscaux résultant de la prévention des fraudes, de la falsification et du reconditionnement illégitime. Au stade de l'inspection, des instruments combattent la corruption. L'information commerciale, le profilage des risques et les modules de *reporting* qui exploitent les « Big data » garantissent la meilleure utilisation des ressources d'application. L'information en temps réel de la preuve de qualité améliore les taux de réussite des autorités pour les saisies et les poursuites.

### **La mise en œuvre nécessite une approche holistique et une expertise.**

SICPA a appris de son expérience mondiale que, pour mettre en œuvre un système de suivi et de traçabilité efficace, une approche holistique et une expérience prouvée sont nécessaires. Il faut répondre aux besoins de toutes les parties concernées. Il est nécessaire que la législation l'autorisant soit en place. Un bon système ne doit pas être intrusif et a un impact minimum sur les processus de production – il fait face à des environnements industriels difficiles. L'intégrité des captures de données est essentielle – elle ne doit pas comporter d'erreurs et être acceptée par tous les acteurs de la chaîne logistique. Elle nécessite un système fiable et sécurisé d'agrégation, de sorte que par exemple un conditionnement en vrac n'ait pas besoin d'être reconditionné. Les contrôles de la part des autorités doivent être rapides et faciles, compatibles avec les programmes de facilitation du commerce basés sur le système OEA et équipés de systèmes de sauvegarde anti-corruption.

Le coût du commerce illicite est élevé. Le combattre présente des avantages significatifs. Il existe désormais une technologie capable de le faire avec succès. C'est, par excellence, un outil de bonne gouvernance. Nous sommes prêts à aider les gouvernements à la réaliser !

Sponsorisé par





# Spark change.

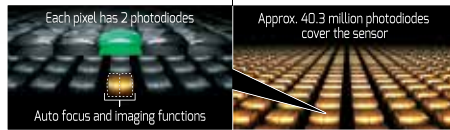
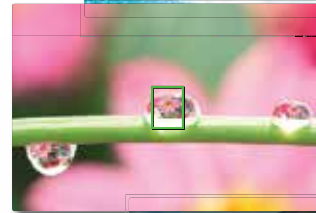
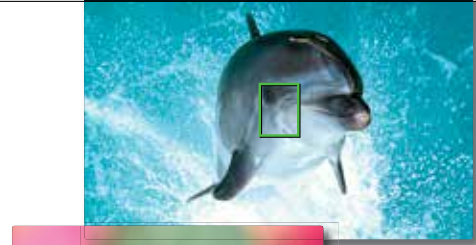
Empower youth to change their world.

We believe in the potential of young people to imagine and realize a better future. That's why we're working with governments and nonprofits around the globe to create opportunities for youth to make a real impact for a better tomorrow.

Microsoft is proud to support OECD Forum.

[www.microsoft.com/YouthSpark](http://www.microsoft.com/YouthSpark)

Capture images in still and video with intuitive focus.



**Dual Pixel CMOS AF**

Simulated images

The new Dual Pixel CMOS AF. The advanced Auto-Focus technology from Canon.

Presenting the next technological wonder from Canon – Dual Pixel CMOS AF. Approx. 40.3 million photodiodes on the CMOS sensor enable precise focusing at any given time. And captures videos without a glitch. A revolutionary technique of clicking images and capturing videos.

For the EOS 70D, Dual Pixel CMOS AF works within approx. 80% shooting area maximizing horizontal and vertical coverage.



EOS 70D

One camera. Unlimited possibilities.

**Canon**

# Croissance, confiance, durabilité

Forum de l'OCDE, 28-29 mai 2013

Promouvoir une croissance inclusive, restaurer la confiance, favoriser la durabilité : tels étaient les trois thèmes centraux des débats du Forum annuel de l'OCDE en mai 2013. Depuis 2000, le Forum s'est imposé comme un sommet international d'importance majeure. Il se tient en parallèle à la Réunion ministérielle du Conseil et ouvre la Semaine de l'OCDE. Cet événement public permet aux citoyens de tous les pays et milieux – entreprises, syndicats, société civile, étudiants et universitaires, ainsi que ministres – de débattre des défis mondiaux, et d'alimenter les débats ministériels. Cette année, 1520 participants originaires de 63 pays ont débattu avec 176 intervenants d'un ensemble de questions mondiales de première importance, et des millions d'internautes ont pu participer en ligne.

En rappelant à une salle bondée l'importance de la dignité, le Prince héritier Haakon de Norvège a donné le ton, dans son discours d'ouverture, aux sessions suivantes (voir page 53). Celles-ci ont commencé par une présentation de l'Indice du vivre mieux de l'OCDE, qui a reçu plus de 2 millions de visites provenant de 180 pays depuis son lancement en 2011, et se sont poursuivies par des débats animés sur, notamment, l'avenir de l'éducation, les banques, les petites entreprises, la classe moyenne mondiale, l'austérité et la croissance, la confiance accordée aux gouvernements, et la manière dont les chaînes de valeur mondiales transforment les échanges. Les inégalités, la parité, la renaissance de l'Afrique et la présentation de la dernière édition semestrielle des Perspectives économiques de l'OCDE étaient des temps forts de la deuxième journée du Forum.

Le Forum de l'OCDE est une manifestation ouverte à l'entière participation du public, avec ses ateliers de Fabrique-à-Idées, ses déjeuners-débats, ses tweets et plateformes interactives de médias sociaux, ainsi que son application spécialement développée pour le Forum.

Les citations qui suivent donnent un aperçu des discussions. Voir [www.oecd.org/fr/forum](http://www.oecd.org/fr/forum) pour plus d'informations.



« Nos sociétés sont confrontées à certains des plus grands défis de l'histoire. Elles ont besoin d'aide... Partageons notre savoir, repoussons les limites de notre imagination et trouvons de nouvelles stratégies. »

Angel Gurría  
Secrétaire général, OCDE

CONFIANCE



« L'accès aux liquidités est absolument vital pour les PME, bien plus que les taux d'imposition. »

Heather McGregor  
Financial Times Weekend

EGALITÉ



« La libéralisation économique était censée... homogénéiser et abattre les clivages de caste, religieux ou géographiques. Ce n'est pas ce qui s'est passé, que ce soit en Inde ou en Chine. Les clivages se sont accentués. »

Samir Saran,  
Vice-président, Observer  
Research Foundation, Inde

EMPLOIS

« La question de la fiscalité mondiale est liée à la responsabilité sociale des entreprises. Celles-ci sont en train de revoir la manière dont elles souhaitent que leur empreinte soit perçue par les consommateurs. Il est dans leur intérêt commercial de se comporter de façon plus responsable. »

Fleur Pellerin  
Ministre déléguée aux PME,  
à l'Innovation et à l'Économie  
numérique, France



« L'ADN des banques n'a pas changé... Aussitôt que la confiance sera de retour, elles reprendront leurs vieilles habitudes. »

Joris Luyendijk  
The Guardian

CONFIANCE



ÉGALITÉ

« L'égalité n'est pas un problème de femmes, c'est un problème économique. »

Ronnie Golberg,  
Vice-présidente exécutive et Directrice  
principale des politiques, USCIB



# Play is one of our brain's favorite ways of learning.

It allows us to practice and test how we might encounter similar challenges in the real world, and develop creative and critical skills along the way.



The **LEGO** Foundation<sup>♥</sup> shares the mission of the LEGO Group: to inspire and develop the builders of tomorrow. The Foundation is dedicated to build a future where learning through play empowers children to become creative, engaged, lifelong learners. Its work is about re-defining play and re-imagining learning. In collaboration with thought leaders, influencers, educators and parents the LEGO Foundation aims to equip, inspire and activate champions for play. [www.LEGOFoundation.com](http://www.LEGOFoundation.com)





# Emploi

**Créer des emplois de qualité est essentiel à la résilience et à l'inclusion ; investir dans les compétences et les connaissances est essentiel au progrès. Or, le monde compte plus de 200 millions de chômeurs, dont plus de 45 millions dans les pays de l'OCDE, soit un immense gâchis de talents et de ressources. Chômage des jeunes et de longue durée, travailleurs pauvres, retraites précoces et discrimination dans l'entreprise ne sont que quelques-uns des problèmes à régler. Il faut créer des emplois productifs, à même d'accroître le bien-être. Avec l'émergence des chaînes de valeur mondiales et de nouvelles techniques de production, les compétences recherchées ont changé. Par ailleurs, l'impact des emplois et des compétences dépasse l'économie pour influencer sur la santé, la cohésion sociale et la confiance.**

Dans ce chapitre, Stefano Scarpetta estime que, désormais, l'enjeu décisif pour de nombreux pays est de promouvoir la création d'emplois, et que les instruments pour y parvenir existent. Pour Andreas Schleicher, les compétences sont fondamentales : il prône un plan en faveur de l'éducation. Randa Grob-Zakhary et Andrew Bollington de la Fondation LEGO soutiennent que les individus, notamment les éducateurs et les décideurs, peuvent, comme les enfants, apprendre par le jeu. Pour Katsutoshi Saito, le réel défi réside dans le « supervieillessement », qui exige d'urgence des solutions novatrices. Nobuaki Koga plaide quant à lui pour une société sûre, fondée sur le travail. Dianne Jeffrey voit perdurer la tendance à travailler plus longtemps, ce qui constitue un vrai défi pour les pouvoirs publics. Selon Thiébaud Weber, un plan d'investissements massif s'impose. Enfin, pour Willi Scholz et Kathrin Kupke, l'avenir passera par le numérique, surtout pour les jeunes.



## UNI(E)S POUR L'ÉDUCATION

Une éducation de qualité pour un monde meilleur


Toute image raconte une histoire. Pour bien former les jeunes, il leur faut des cours dispensés par des enseignant(e)s qualifié(e)s. Une éducation de qualité dépend d'enseignant(e)s qualifié(e)s. Il n'y a pas d'alternative à cela.

Le Sommet international sur la profession enseignante, récemment organisé par le Gouvernement néo-zélandais, l'Internationale de l'Éducation et l'OCDE, l'a confirmé : une éducation de qualité éradique la pauvreté, apporte la prospérité et forme des citoyen(ne)s confiant(e)s.

La campagne Uni(e)s pour une éducation de qualité de l'Internationale de l'Éducation met en avant la voix des jeunes gens et de leurs enseignant(e)s afin d'atteindre ces objectifs.



 <http://www.pinterest.com/eduint/unite-4-education/>

 <http://www.facebook.com/unite4education/>

 <http://twitter.com/unite4ed>  
Hashtag: #unite4ed  
Follow: @unite4ed

ÉCOUTE CES HISTOIRES

AJOUTE LA TIENNE

PARTAGE-LA AVEC LE MONDE

[www.unite4education.org](http://www.unite4education.org)

#UNITE4ED

# L'emploi, enjeu capital d'une croissance inclusive



**Stefano Scarpetta,**  
Directeur, Direction de l'emploi,  
du travail et des affaires sociales  
de l'OCDE

OCDE

**Malgré la multiplication des signes de reprise, le chômage et le sous-emploi restent obstinément élevés dans de nombreux pays. Favoriser la création d'emplois est aujourd'hui le défi majeur de nombreux gouvernements à travers le monde.**

Perdre son emploi lorsque les offres sont rares et la concurrence féroce serait une épreuve pour quiconque. Mais rester sans travail pendant une longue période peut laisser des cicatrices à long terme. Malheureusement, six ans après le début de la crise, ces effets sont patents et exigent l'attention des pouvoirs publics.

À la fin de 2013, un chômeur sur deux était sans emploi depuis 12 mois ou plus dans la zone euro, soit au total 17 millions de personnes. C'est pratiquement deux fois plus qu'en 2007, et le chômage de longue durée a explosé parmi les travailleurs peu qualifiés.

Une longue période de chômage peut entraîner une érosion des qualifications, une dégradation de l'état de santé et une perte de motivation. Elle accroît le risque de sortie pure et simple du marché du travail, ou tout au moins celui d'avoir à accepter un emploi médiocre. Cela se traduit souvent par un phénomène d'exclusion et une plus grande démotivation, qui peuvent retentir sur le climat social tout en faisant pression sur les finances publiques et la productivité à long terme.

La crise a particulièrement touché les jeunes. En Europe, près d'un jeune sur quatre est sans emploi, et le taux de chômage des jeunes dépasse largement 30 % au Portugal et en République slovaque, 42 % en Italie, 55 % en Espagne et 58 % en Grèce. Il est également très élevé dans certaines économies émergentes,

à 52 % en Afrique du Sud, par exemple. Dans d'autres pays, de nombreux jeunes doivent se contenter d'emplois précaires, mal payés et sans couverture sociale dans le secteur informel.

Le taux de chômage n'est qu'un aspect de la situation. Si le chômage a conduit certains jeunes à poursuivre leurs études et à différer leur recherche d'emploi afin d'améliorer leurs qualifications, d'autres ne se donnent même plus la peine de chercher du travail. Dans la zone OCDE, près d'un jeune sur six (entre 15 et 24 ans) est au chômage ou, pire, ni étudiant, ni employé, ni stagiaire.

Pour ne rien arranger, nombre de gouvernements sont encore confrontés à la tâche extrêmement difficile d'avoir à « faire plus avec moins » puisqu'ils doivent venir en aide, socialement et professionnellement, à des millions de personnes, tout en s'efforçant de réduire des déficits publics sans précédent.

## La croissance à elle seule ne peut garantir la création d'emplois

Le chômage ne reculera pas sans un retour à une croissance soutenue. Mais la croissance à elle seule ne peut garantir la création d'emplois, comme en témoignent les épisodes récents de « croissance sans emploi ». Il faut des emplois plus nombreux et de meilleure qualité, offrant des perspectives décentes, pour enclencher un cercle vertueux entre confiance dans l'avenir et croissance durable. Un large éventail de réformes structurelles sont également nécessaires pour accroître la concurrence et la productivité, ainsi que des politiques qui orientent les travailleurs vers des emplois plus productifs, accompagnent les demandeurs d'emploi et protègent les plus vulnérables.

Aider les jeunes à prendre un bon départ dans leur carrière est une priorité absolue. C'est pourquoi nous avons élaboré le Plan d'action pour les jeunes, lancé lors de la Réunion ministérielle du Conseil de l'OCDE de mai 2013. Il associe des mesures à court terme pour stimuler la création d'emplois à des réformes plus profondes pour améliorer l'accès à l'emploi, la formation et l'adéquation des compétences.

Une croissance inclusive suppose à la fois un plus fort taux d'activité et des emplois plus productifs, mieux rémunérés, et donc plus attractifs. Il faudrait accroître le taux d'activité des

femmes, par exemple, et veiller à ce qu'elles ne soient pas contraintes d'exercer des emplois peu productifs et mal payés, sans perspectives d'avancement. Il n'est pas normal que les femmes se sentent obligées de travailler dans le secteur informel, sans bénéficier d'aucune protection, comme c'est souvent le cas dans les pays émergents. Sachant que la population active va diminuer dans de nombreux pays membres et partenaires de l'OCDE au cours des 20 prochaines années, et que les femmes obtiennent de plus en plus souvent de meilleurs résultats que les hommes sur le plan scolaire, des politiques qui encouragent leur activité et lèvent les obstacles structurels à leur accès à l'emploi seraient sans doute très bénéfiques et rendraient nos sociétés plus résilientes et plus inclusives. Cela vaut aussi pour

d'autres groupes sous-représentés sur le marché du travail : jeunes, handicapés, travailleurs peu qualifiés et travailleurs âgés.

Notre chemin est semé d'embûches, mais avec les bons outils et une coopération efficace, notamment entre les partenaires sociaux, les gouvernements pourront non seulement aider des millions de personnes à retrouver un emploi, mais aussi faire en sorte que le travail soit plus inclusif et plus rémunérateur pour chacun.

Voir [www.oecd.org/fr/emploi](http://www.oecd.org/fr/emploi)



Susana Vera/REUTERS

# Un plan pour l'éducation



OCDE

## Andreas Schleicher

Conseiller spécial du Secrétaire général chargé de la politique de l'éducation et Directeur par intérim, Direction de l'éducation et des compétences de l'OCDE

**Emploi, revenus et bien-être dépendent de la façon dont les connaissances sont utilisées. Il est indispensable de transmettre aux individus les compétences nécessaires et de leur donner la possibilité de les exploiter. S'il y a une leçon à retenir de l'économie mondiale, c'est que les gouvernements ne peuvent pas simplement sortir d'une crise à coups de dépenses.**

Il est tout à fait possible de transmettre à plus d'individus de meilleures aptitudes pour travailler en collaboration, se mesurer aux autres et créer des liens en vue d'obtenir de meilleurs emplois et une vie meilleure. Les *Perspectives de l'OCDE* sur les compétences, parues en octobre 2013, montrent qu'un faible niveau de qualifications limite sérieusement les chances d'obtenir un emploi bien rémunéré et gratifiant. C'est également le cas à l'échelle des pays : la répartition des compétences a des implications sur le partage des bénéfices de la croissance. Autrement dit, lorsque le pourcentage d'adultes peu qualifiés est élevé, il devient difficile d'introduire des technologies et des méthodes de travail améliorant la productivité, ce qui freine la progression des niveaux de vie.

Les compétences ne jouent pas uniquement sur les revenus et l'emploi : les adultes peu qualifiés risquent bien plus de se déclarer en mauvaise santé, de se percevoir comme des objets plutôt que comme des acteurs de la vie politique, et de faire moins confiance aux autres. Sans les compétences nécessaires, les individus restent en marge de la société, et l'économie ne peut réaliser son potentiel.

Actuellement, les jeunes, qui n'ont pas l'expérience ou les réseaux traditionnels de leurs aînés, sont particulièrement vulnérables. Si les jeunes hautement qualifiés résistent relativement bien à la crise depuis 2008, les jeunes peu qualifiés sont touchés de plein

fouet : leur taux de chômage a grimpé de 20 % en Estonie et en Irlande, et de 15 % en Grèce et en Espagne. L'impact à court terme sur les individus, leurs familles et la collectivité exige des interventions publiques urgentes, car les effets néfastes durables – perte de compétences et démotivation – pèseront non seulement sur la reprise, mais aussi sur le potentiel à long terme.

Tout n'est cependant pas négatif : dans quelques pays comme l'Allemagne, l'Autriche, le Chili et la Corée, le taux de chômage des jeunes a nettement reculé. Avec l'environnement économique et les mesures appropriées, ces pays ont réussi à améliorer la situation dans trois domaines : développer les compétences utiles à l'employabilité, donner aux jeunes la possibilité d'exploiter leurs compétences sur le marché du travail, et s'assurer que ces compétences sont utilisées efficacement.

Nous devons mettre l'accent sur un enseignement axé sur les compétences plutôt que sur les seuls diplômes. La série d'études *Formation et emploi* de l'OCDE, lancée en 2010, montre que le développement des compétences est beaucoup plus efficace si les sphères de l'éducation et du travail sont interconnectées. La raison en est simple : les compétences non utilisées s'atrophient, et, par rapport à des programmes élaborés par les autorités et enseignés exclusivement à l'école, les formations pratiques permettent d'acquérir des aptitudes techniques sur des équipements modernes, et des aptitudes non techniques (travail d'équipe, sens de la communication et de la négociation) grâce à des expériences concrètes. La formation en entreprise peut également contribuer à motiver les jeunes et à renforcer leur intérêt pour les études.

« Il est bien plus facile de transmettre des compétences que de donner aux jeunes la possibilité de les utiliser »

Certains pays nordiques, les Pays-Bas et le Canada par exemple, parviennent bien mieux que d'autres à proposer des formations continues, en dehors et au sein de l'entreprise. Ils ont élaboré des programmes utiles et flexibles, tant sur le fond que sur la forme. L'information sur les possibilités de formation des adultes est plus facile à obtenir et à comprendre, et le mécanisme de validation des compétences encourage les adultes à continuer de se former. Tous les acteurs sont par ailleurs mis à contribution : autorités, entreprises et individus. Toutefois, il est bien plus facile de transmettre des compétences que de donner aux jeunes la possibilité de les utiliser. Les entreprises doivent

proposer plus de flexibilité, les syndicats doivent réexaminer la façon dont le système de protection de l'emploi permanent doit être adapté pour aider également les chômeurs. Des périodes d'essai longues sont nécessaires pour permettre aux jeunes de faire leurs preuves et faciliter le passage à un emploi régulier. Et certains pays doivent abaisser le salaire minimum des jeunes, afin que les jeunes peu qualifiés puissent trouver plus facilement un premier emploi et ne soient pas encouragés à abandonner leurs études (en abaissant le coût d'opportunité de celles-ci).

Enfin, et surtout, nous devons nous assurer que les compétences sont bien utilisées. Des services d'orientation professionnelle de qualité, complétés par des informations actualisées sur les débouchés, peuvent aider les jeunes à faire les bons choix de carrière, réduire l'inadéquation des compétences et éviter les emplois sans avenir. Les dirigeants doivent également conserver et étendre les mesures efficaces comme l'orientation, l'aide à la recherche d'emploi et les subventions à l'embauche temporaire de jeunes peu qualifiés. En outre, les aides au revenu devraient être subordonnées à la recherche d'emploi ou à l'amélioration de l'employabilité.

Ces mesures ne sont pas compliquées, mais nécessitent de l'autorité et de la détermination à tous les niveaux : de la part des pouvoirs publics pour concevoir des incitations financières et des mesures fiscales favorables, des systèmes éducatifs pour encourager l'entrepreneuriat et proposer des formations professionnelles, des employeurs pour investir dans la formation, des syndicats pour s'assurer que les investissements se traduisent par de meilleurs emplois et des salaires plus élevés, et des individus eux-mêmes, pour tirer parti des possibilités de formation et assumer une part plus importante de la charge financière. Il est temps pour nous tous de mettre en pratique les leçons de la crise à travers un plan durable et concret qui offrira à nos jeunes l'avenir prospère qu'ils méritent.

**Références**

Schleicher Andreas (2013), « Les leçons de l'enquête PISA », *L'Observateur de l'OCDE*, n° 297 T4, voir [www.observeurocde.org](http://www.observeurocde.org)

Voir [www.oecd.org/PISA](http://www.oecd.org/PISA)



Overcoming the Earthquake Disaster,  
Toward Creation of New Education



**OECD**  
**東北スクール**  
**OECD TOHOKU SCHOOL**

**March, 2012, Tohoku**  
**» August, 2014, Paris**

<http://www.oecd-tohoku-school.com>



BETTER POLICIES FOR BETTER LIVES



国立大学法人  
**福島大学**  
Fukushima University



文部科学省  
MINISTRY OF EDUCATION,  
CULTURE, SPORTS,  
SCIENCE AND TECHNOLOGY

# Jouer pour travailler



LEGO

**Randa Grob-Zakhary**  
Directrice exécutive  
Fondation LEGO



LEGO

**Andrew Bollington**  
Vice-président de la recherche  
et de l'apprentissage  
Fondation LEGO

**Les éducateurs pourraient-ils apprendre quelque chose du jeu ? La créativité et la collaboration sont importantes, et les systèmes éducatifs pourraient s'améliorer en apprenant les leçons de ces compétences générales développées par le jeu.**

Dans de nombreux pays, le bien-être économique et social est aujourd'hui menacé par les hauts niveaux de chômage des jeunes. Pourtant, les entreprises déclarent avoir des difficultés à recruter les travailleurs dont elles ont besoin. D'après une enquête récente, 92 % des 500 cadres américains interrogés pensent qu'il existe un déficit de compétences. Et pour la moitié de ceux-ci, ce déficit est dû au manque de compétences générales comme la communication, la créativité et la collaboration. Le moment n'est-il pas venu de repenser nos systèmes éducatifs ?

L'éducation est un processus cumulatif : chaque année, de nouveaux apprentissages viennent s'ajouter aux acquisitions antérieures. Les bases sont posées dès la petite enfance. D'après une étude très rigoureuse qui a suivi des enfants jusqu'à l'âge adulte, deux années d'éducation préscolaire de qualité suffisent pour réduire la probabilité de vivre des minima sociaux, accroître les chances d'avoir un emploi bien rémunéré et diminuer le risque de commettre un acte criminel.

Or, pour la plupart des experts, un enseignement préscolaire de qualité est surtout constitué de jeux. Pourrait-on réellement améliorer l'employabilité et réduire la criminalité en investissant dans le jeu ?

À la Fondation LEGO, nous nous sommes penchés sur la question. Nous avons compris qu'en matière d'éducation préscolaire, la qualité ne tient pas à la *quantité* ou la *précocité* des apprentissages, mais au développement des compétences *indispensables à la démarche d'apprentissage tout au long de la vie*.

Grâce aux progrès dans l'étude du développement du cerveau, nous savons que c'est en jouant que l'enfant développe le mieux sa mémoire opératoire, la reconnaissance des modèles, la coordination œil-main, le langage et la motricité fine, compétences qu'il mobilisera ensuite pour apprendre à lire et écrire. Faute d'acquisition de ces compétences précoces, des déficits apparaissent dans le processus cumulatif, pouvant mener à une frustration et une attitude de repli, et créant en aval un besoin accru d'actions de remédiation, beaucoup plus coûteuses.

Ce qui est vrai du littérisme l'est aussi de ces « compétences générales » recherchées par les employeurs. En négociant les règles d'un jeu, en apprenant à partager un ballon ou à fabriquer un avion en papier, l'enfant acquiert les compétences fondamentales du travail d'équipe, de la collaboration, de la





réflexion critique et de la résolution de problèmes, compétences qui sont toutes nécessaires aux emplois du XXI<sup>e</sup> siècle. Tout indique que ces « compétences générales » sont formées dès la petite enfance, et qu'elles constituent des indicateurs assez sûrs du succès ultérieur à l'âge adulte. Pour de nombreuses autres compétences recensées par les universitaires, comme l'autorégulation et la fonction exécutive, la conclusion est la même : le jeu est essentiel à leur acquisition.

### « C'est en jouant que l'enfant développe le mieux sa mémoire opératoire »

Il est difficile de rompre l'habitude qui porte à privilégier la remédiation à destination des enfants plus âgés à un effort accru sur l'éducation des tout-petits. À cet âge, l'apprentissage se fait partout et tout le temps : il faut aider les parents à comprendre ces questions et à créer des occasions enrichissantes pour l'enfant. Il faut investir davantage dans la formation des professionnels de la petite enfance, qui sont trop souvent des travailleurs mal rémunérés et mal formés. Des crèches aux jardins d'enfants, il faut adapter les programmes à chaque âge plutôt que de mener une course à la précocité et brûler des étapes essentielles.

Les motivations sociales et économiques sont tout aussi fortes. En 2006, le Prix Nobel d'économie James Heckman concluait ainsi une étude sur la question : « On investit rarement dans l'enseignement de la petite enfance défavorisée. Porteur d'équité et de justice sociale, cet investissement est aussi un facteur de productivité à l'échelle de l'économie et de la société tout entière. [...] Nous dépensons trop en actions de remédiation et pas assez dans l'éducation des tout-petits. »

#### Références

Adecco Staffing US (2014), « State of the Economy and Employment Survey », [www.adeccousa.com](http://www.adeccousa.com)

Heckman, James (2006), « Skill Formation and the Economics of Investing in Disadvantaged Children », *Science Magazine*, Vol. 312, American Association for the Advancement of Science, p.1900-1902.

Heckman, James et Tim Kautz (2012), « Hard Evidence on Soft Skills », *NBER Working Paper* n° 18121, National Bureau of Economic Research (2012), Cambridge, MA.

Reynolds, Arthur J. ; Temple, Judy A. ; Robertson, Dylan L. ; Mann, Emily A. (2001), « Long-term Effects of an Early Childhood Intervention on Educational Achievement and Juvenile Arrest » dans *Journal of the American Medical Association*, vol. 285 (18) p. 2339.

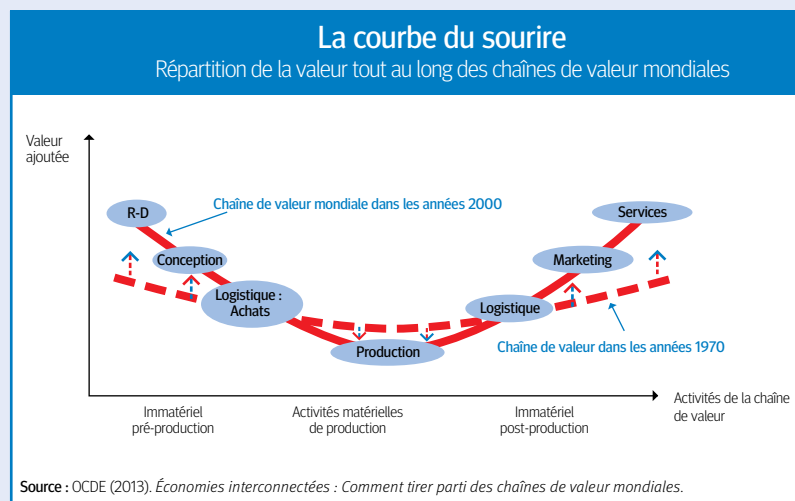
## Qui a le sourire ?

Des études de cas sur des produits spécifiques, notamment électroniques, montrent une tendance à une inégale répartition de la création de valeur entre les activités d'une chaîne de valeur. Les activités en amont (développement de nouveaux concepts, R-D, fabrication de composants clés) sortent gagnantes, mais les activités en aval (marketing, stratégie de marque, services aux clients) ne sont pas en reste. La valeur ajoutée est en revanche faible dans les activités intermédiaires comme l'assemblage, souvent délocalisé dans des économies émergentes ou en développement. La « courbe du sourire » a été utilisée pour la première fois en 1992 par le fondateur d'Acer, Stan Shih, pour illustrer ce phénomène et les problèmes auxquels étaient confrontés les fabricants du secteur des technologies de l'information du Taipei chinois, pris dans le creux de la courbe. Certains estiment que dans les pays de l'OCDE, le sourire, auparavant relativement plat, a tendance à s'accroître pour former un « U », ce qui signifie que la création de valeur n'est plus répartie de façon aussi homogène, et qu'en termes de valeur ajoutée, la fabrication et l'assemblage ont reculé.

La délocalisation de ces activités à forte intensité de main-d'œuvre vers des économies pratiquant des bas salaires a entraîné une vraie baisse des coûts. S'élever sur la chaîne de valeur est aujourd'hui l'objectif de nombreux décideurs, particulièrement dans les économies émergentes où les activités manufacturières, importantes,

ne tirent pas de la fabrication de produits pour le marché mondial toute la valeur ajoutée escomptée.

Voir également « Made in the World : Une nouvelle vision des échanges », *L'Observateur de l'OCDE* n° 294, T1, 2013.



# Répondre au défi du « supervieillissement »



Keidanren

## Katsutoshi Saito

Président de Dai-ichi Life Insurance Company, Ltd ; Vice-président du Keidanren\* et Vice-président du Bureau exécutif du BIAC

**La population japonaise vieillit à un rythme encore jamais vu dans le monde. En 2012, la part des 65 ans et plus atteignait 24 %. En 2025, elle devrait être de 30 %, et probablement de 40 % en 2060. C'est un taux de « supervieillissement » qu'aucun pays n'a encore connu.**

Le vieillissement démographique, en entraînant une contraction de la population active, réduit le taux de croissance potentiel et plombe le système de sécurité sociale. La hausse des dépenses de protection sociale est une cause majeure du déficit budgétaire du Japon et, avec la baisse de la natalité, le fardeau imposé aux jeunes pour maintenir la solvabilité du système s'accroît, ce qui menace la pérennité de l'ensemble des dispositifs actuels.

Des pays d'Europe et d'Asie vont connaître un vieillissement démographique analogue et rencontreront, tôt ou tard, les mêmes problèmes que le Japon.

Un rapport publié l'an dernier par le Conseil national sur la réforme de la sécurité sociale montre la détermination du Japon à s'attaquer au problème. Rejetant toute vision négative, le Conseil voit dans ce changement une opportunité de bâtir une « société de la maturité » – société du grand âge où chacun vit pleinement sa vie – et ses propositions vont dans ce sens.

La longévité exceptionnelle que connaît actuellement le Japon tient beaucoup à son système public d'assurance maladie universelle. Le maintien de la couverture universelle doit être l'un des piliers de la réforme de la sécurité sociale. Comme le vieillissement devrait entraîner des hausses des dépenses médicales et de soins, des mesures s'imposent pour renforcer la pérennité des systèmes actuels de couverture des frais de santé et des soins de longue durée.

Tout d'abord, il faut veiller à répartir le fardeau du financement de ces systèmes entre les générations selon leur capacité à payer, et hiérarchiser avec rigueur les services rendus tout en améliorant leur efficacité. Il faut aussi s'attacher à prolonger l'« espérance de vie en bonne santé », en privilégiant les initiatives qui contribuent à un bon état de santé et préviennent les maladies afin que la population vive plus longtemps en bonne santé, ce qui améliorerait la qualité de vie et devrait aussi contribuer à maîtriser les hausses des dépenses de santé et de soins.

« Nous devons également chercher à prolonger l'« espérance de vie en bonne santé »

Des efforts sont déjà engagés. Des entreprises ont commencé à considérer la santé de leurs salariés comme un problème de gestion. Favoriser un bon état de santé et prévenir les maladies chez les salariés permet d'améliorer leur qualité de vie ainsi que leur productivité, mais aussi de réduire les dépenses de santé. Certaines entreprises ont lancé des « plans santé » prévoyant des bilans de santé réguliers et un suivi de l'historique médical pour identifier les salariés à fort risque de maladie chronique et leur proposer des conseils pour rester en bonne santé.

Par ailleurs, la Stratégie de revitalisation du Japon, feuille de route gouvernementale pour la croissance, préconise un ensemble complet de mesures pour encourager le développement de nouvelles entreprises à même d'aider à prolonger l'espérance de vie en bonne santé sans mobiliser de financement public. De plus, un Conseil des nouvelles industries de santé, nouvellement créé, a commencé à débattre des moyens d'améliorer l'environnement pour des entreprises de santé et des activités de promotion de la santé.

Le Japon s'attaque aux questions posées par le vieillissement démographique, que d'autres pays du monde vont bientôt connaître à leur tour. À cet égard, le Japon est un pionnier. J'espère et je crois qu'il sera également un pionnier dans les solutions à apporter à ce problème.

\*Le Keidanren est une confédération d'entreprises japonaises, membre du Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE (BIAC).

Voir [www.keidanren.or.jp](http://www.keidanren.or.jp) et [www.biac.org](http://www.biac.org)

# Vers une « société sûre fondée sur le travail »



**Nobuaki Koga**  
Président, Confédération des  
syndicats japonais (RENGO)\*

RENGO

**Cette année 2014 marque le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'adhésion du Japon à l'OCDE. En 1964, l'année de son adhésion, le Japon était en pleine croissance économique. Cette même année, Tokyo accueillait les premiers Jeux olympiques organisés en Asie et, quatre ans plus tard, le Japon dépassait l'Allemagne, devenant la deuxième économie mondiale.**

La situation actuelle est bien différente. Le Japon fait aujourd'hui face au déclin démographique : c'est, parmi les pays développés, celui dont la population vieillit le plus vite. Les pouvoirs publics et les partenaires sociaux tels que RENGO, la confédération syndicale nationale japonaise, doivent redoubler d'efforts pour encourager le dialogue et partager le savoir et les idées afin de construire une société sûre fondée sur le travail.

À la suite de la récente crise économique et financière mondiale, RENGO a lancé une discussion sur le modèle socio-économique qui pourrait constituer une alternative au néo-libéralisme responsable de la crise. RENGO a entrepris de définir l'idéal de société que le Japon devrait poursuivre, articulé autour de cinq principes : solidarité, équité, discipline, culture et inclusion. « Une société sûre fondée sur le travail », c'est une société à laquelle chacun, sans distinction d'âge, de sexe ou de capacité (ou de handicap), peut prendre une part active, par le travail sous diverses formes et dans des conditions équitables. Il s'agit de parvenir à l'indépendance économique et sociale dans une atmosphère d'entraide.

Une société ne progresse que lorsque les personnes travaillent et s'entraident. Les interactions entre les gens s'opèrent dans le monde du travail, au sein des ménages ou dans le cadre d'activités bénévoles, notamment. Le travail soutient la société en lui conférant son assise financière grâce aux impôts et aux prestations sociales.

Mais, ces derniers temps, la société est en difficulté. Nous avons constaté, en de nombreux endroits du monde, une augmentation du nombre de personnes au chômage ou incapables de travailler à cause d'un marché du travail difficile ou de responsabilités familiales. Ces personnes sont rapidement exclues de la société et finissent par être isolées et dans le besoin. Ce cercle vicieux a entraîné une fracture sociale que la dérégulation du marché du travail et les coupes dans les dépenses sociales n'ont fait qu'aggraver.

RENGO est convaincu qu'en éliminant les diverses difficultés associées à l'emploi et en ménageant des voies d'accès au monde du travail – des « passerelles vers la sécurité » –, nous améliorerons non seulement le bien-être et le sentiment de sécurité des individus, mais aussi la motivation et la productivité au travail.

« Pour la grande majorité des personnes dans le monde, la progression passe par un travail normal »

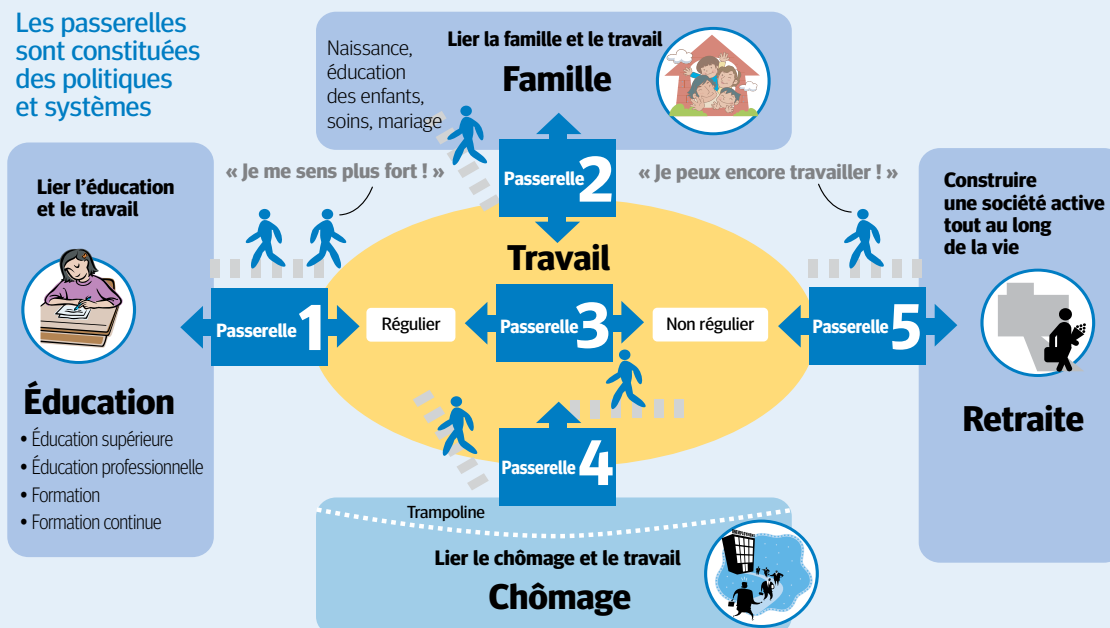
Cinq passerelles vers la sécurité, fondées sur cinq larges domaines d'action, doivent être mises en place (voir schéma) : premièrement, permettre aux gens d'acquérir les compétences nécessaires pour travailler ; deuxièmement, leur permettre de rester actifs malgré des obligations familiales (soins aux proches) ; troisièmement, promouvoir la flexibilité dans les horaires de travail pour aider à concilier travail et vie de famille, et améliorer le bien-être ; quatrièmement, avoir une démarche volontariste en faveur de l'emploi, notamment par la formation ; cinquièmement, soutenir les travailleurs seniors qui souhaitent continuer à travailler et prendre leur retraite plus tard.

Pour construire ces passerelles, quatre éléments sont nécessaires. Tout d'abord, un filet de sécurité à plusieurs niveaux doit être mis en place. L'emploi est devenu de moins en moins sûr alors qu'il devrait constituer le principal filet de sécurité. Il y a, aujourd'hui, davantage de travailleurs précaires et de travailleurs pauvres. Parallèlement, de plus en plus de gens ne sont pas couverts, ou ne le sont que très mal, par l'assurance chômage, qui est pourtant le deuxième filet de sécurité.

RENGO recommande de mettre en place un filet de sécurité qui soit une sorte de tremplin, permettant aux bénéficiaires d'entreprendre une formation tout en percevant une aide au revenu conditionnelle. Pour appuyer cette initiative, il faudrait lier les politiques de l'emploi, de la protection sociale et de l'éducation, ainsi que la politique industrielle. La création d'emplois doit être l'objectif majeur.

## Garantir la participation en supprimant les obstacles et en établissant des liens vers le travail = Construire cinq « passerelles de sécurité »

Les passerelles sont constituées des politiques et systèmes



« Lier » signifie construire des passerelles pour que les gens puissent aller librement d'un état à l'autre, c'est-à-dire élaborer des politiques et systèmes permettant de supprimer les risques et obstacles.

Deuxièmement, il faut augmenter les niveaux des revenus, et notamment relever le salaire minimum. À travail égal, salaire égal : ce principe doit s'imposer. Naturellement, pour garantir un salaire décent, nous, les syndicats, devons renforcer notre organisation et faire bénéficier le plus grand nombre de travailleurs possible de l'action collective.

Troisièmement, il faut reconstituer une classe moyenne solide. Pour que la croissance soit durable, il faut corriger les distorsions dans la répartition du revenu en redonnant sa place au travail, reconstruire une société centrée sur la classe moyenne et stimuler la demande intérieure. La redistribution des revenus doit également être améliorée par le biais des prestations sociales et de l'impôt.

Enfin, un cadre international s'impose afin que les entreprises à l'échelle mondiale respectent et valorisent le travail, au lieu de le déprécier jusqu'à aggraver plus encore les inégalités sociales. À mesure que la mondialisation s'accélère, il devient nécessaire de définir des règles de concurrence équitables à l'échelle

internationale. Un cadre international est essentiel, tout particulièrement dans le secteur financier, notamment pour éviter les mouvements spéculatifs transnationaux pernicieux.

Pour la très grande majorité des personnes dans le monde, la progression passe par un travail normal. Le travail est la pierre angulaire d'une société juste, sûre et prospère. Aucune difficulté ne peut être surmontée sans travail. Les responsables publics doivent bâtir un monde fondé sur la sécurité de l'emploi, car c'est la seule façon de progresser.

\*RENGO est membre de la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC).

### Références

Koga, Nobuaki (2014), « Célébrer la croissance économique et le progrès social », *L'Observateur de l'OCDE* n° 298, T1 2014.

Voir [www.jtuc-rengo.org](http://www.jtuc-rengo.org)

Voir [www.tuac.org](http://www.tuac.org)

# Bienvenue aux candidats seniors



**Dianne Jeffrey**  
Présidente d'Age UK

Droits réservés

**Les plus de 65 ans n'ont jamais été aussi nombreux sur le marché du travail britannique. Les seniors sont de plus en plus poussés à travailler pour des raisons financières, mais ils sont aussi nombreux à vouloir travailler.**

L'allongement de la vie professionnelle est une tendance sociale durable. L'âge moyen de la retraite augmente lentement depuis le début des années 1990. Aujourd'hui, plus d'un million de travailleurs sont âgés de 65 ans ou plus. La norme évolue vers le maintien d'une activité professionnelle, rendant anachronique l'idée d'un âge traditionnel de départ à la retraite. Les avantages sociaux apportés par le travail et le sentiment de contribuer aux communautés locales sont en outre très motivants.

Suppression de l'âge de départ à la retraite obligatoire et recul de l'âge de perception de la retraite d'État comptent parmi les mesures qui incitent, d'une manière ou d'une autre, à continuer de travailler. Étant donné, par ailleurs, le vieillissement de la main-d'œuvre, les politiques sociales doivent impérativement aider les travailleurs comme les employeurs à faire face aux difficultés susceptibles de se présenter.

À l'heure actuelle, l'action publique ne répond pas de manière suffisante aux besoins pratiques de la plupart des travailleurs âgés. Quelques mesures simples ont été prises en faveur de l'ajustement des conditions de travail (élargissement des circonstances dans lesquelles le salarié peut faire une demande d'ajustement) et de la santé au travail (le nouveau Health and Work Advisory Service). Elles sont toutefois globalement fragmentaires et leur efficacité reste incertaine.

L'une des priorités est de lutter contre les stéréotypes à l'égard des travailleurs âgés. Bon nombre de ces clichés, par exemple leur moindre productivité présumée, sont ancrés dans les esprits, et il est difficile de faire évoluer les mentalités. L'an dernier, Age UK

a demandé à l'université d'Essex de confronter ces stéréotypes aux travaux de recherche. Bilan : la majeure partie sont sans fondement ou presque.

Selon Age UK, il est indispensable d'agir davantage auprès des employeurs sur toutes ces questions. D'après le rapport *Employing Older Workers*, publié récemment par le gouvernement britannique, le Royaume-Uni devrait compter 13,5 millions d'emplois à pourvoir ces 10 prochaines années, pour seulement 7 millions de jeunes entrant sur le marché du travail – aider davantage de seniors à rester actifs comblerait une grande partie de l'écart.

Enfin, et surtout, parvenir à allonger la vie professionnelle suppose, pour les pouvoirs publics, de comprendre pourquoi certains seniors y réussissent par eux-mêmes, quand de nombreux autres se heurtent à des obstacles.

Depuis longtemps, les plus de 50 ans ont du mal à préserver et améliorer leurs compétences. L'État finance avant tout la formation des jeunes et, bien que ce soit indispensable, en pratique, cela se fait souvent au détriment des plus âgés. Ce n'est pourtant pas nécessaire : la formation des jeunes et celle des seniors ne s'excluent pas mutuellement. Les travailleurs âgés doivent avoir le même accès aux formations, et il faut veiller à ce que tous puissent se former aux nouvelles technologies à mesure qu'elles émergent.

## Il est plus difficile de retrouver du travail passé 50 ans qu'à n'importe quel autre âge

Il est aussi essentiel d'aider davantage les travailleurs ayant des personnes à charge, qui sont souvent contraints d'abandonner leur emploi faute de pouvoir le concilier avec leurs responsabilités de manière flexible. Le coût annuel pour l'économie serait de 5,3 milliards de livres sterling (6,4 milliards d'euros) selon Age UK. À nos yeux, il faudrait que l'État et les employeurs œuvrent pour que l'emploi flexible soit la norme par défaut d'ici la fin de la décennie, ce qui pourrait changer radicalement notre manière de concevoir les emplois et d'envisager le travail.

Ce sont peut-être les chômeurs qui ont la tâche la plus ardue. Il est plus difficile de retrouver du travail passé 50 ans qu'à n'importe quel autre âge, et l'on risque de passer plus de 10 ans à toucher des allocations chômage minorées avant d'atteindre l'âge de percevoir sa retraite d'État, d'où une pression accrue sur les services d'aide à l'emploi qui, actuellement, échouent

souvent dans leur mission. Créer des débouchés pour ces demandeurs d'emploi âgés devrait être une priorité pour les pouvoirs publics.

Nous nous sommes penchés jusqu'ici sur l'emploi formel, mais la contribution des seniors à l'économie et à la société va bien au-delà. S'occuper des autres, s'engager comme bénévole : ces activités contribuent amplement à la prospérité du pays, même si l'on n'en fait pas grand cas.

Ces contributions sont difficiles à quantifier, mais elles sont nécessaires au fonctionnement de l'économie. Avec la crise du financement de l'aide sociale et le désengagement de l'État, les seniors sont de plus en plus nombreux à s'occuper d'adultes ou à alléger le coût élevé des gardes d'enfants, permettant ainsi aux jeunes générations de travailler. Selon Age UK, cette

prise en charge informelle par les 50 ans et plus représente 28,6 milliards de livres sterling.

Que ce soit dans l'emploi formel ou par les services qu'ils rendent bénévolement, les seniors sont une ressource précieuse, aujourd'hui sous-employée, qui pâtit de préjugés et d'un manque de débouchés. Les seniors pourraient pourtant stimuler l'économie et améliorer notre situation à tous, sans distinction d'âge.

#### Références

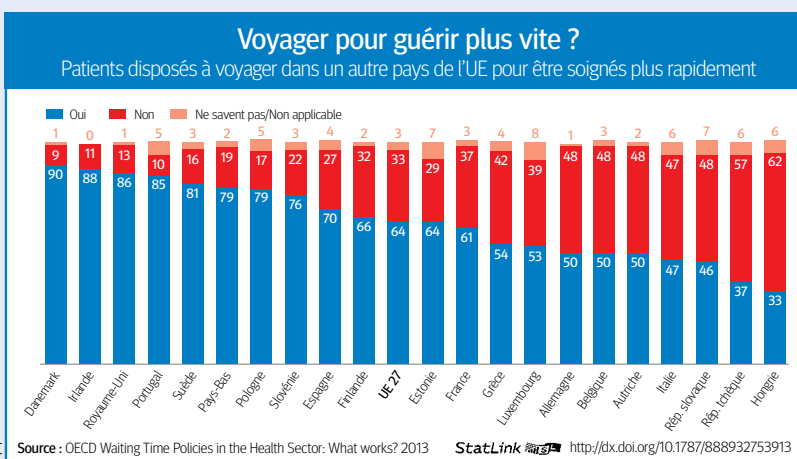
Département britannique du Travail et des Retraites (2013), *Employing older workers: an employer's guide to today's multi-generational workforce*, voir [www.dwp.gov.uk](http://www.dwp.gov.uk)

Voir [www.ageuk.org.uk](http://www.ageuk.org.uk)

## Patient mais pas trop

Dans la plupart des pays de l'OCDE, les délais d'attente à l'hôpital sont longs, que ce soit pour les soins primaires, les soins ambulatoires de spécialistes, ou même les urgences. Les contribuables attendent, à juste titre, un meilleur service, et ces longs délais constituent naturellement une question politique controversée. Selon *Waiting Time Policy in the Health Sector: What Works?*, qui examine et compare la situation dans différents pays, le critère essentiel est le délai d'attente effectif des patients inscrits sur la liste, et pas simplement le nombre de patients.

Que faire lorsque les délais sont trop longs ? Aller là où l'attente sera moindre. C'est ce qui se produit dans les pays de l'UE où, en mars 2011, une directive (2011/24/EU) est venue obliger les pays à rembourser les patients pour les traitements reçus dans d'autres pays de l'UE, lorsque les délais d'attente chez eux sont excessifs. Lors d'une enquête Eurobaromètre, 64 % des personnes interrogées dans l'ensemble



de l'UE ont déclaré qu'elles se déplaceraient pour être soignées plus rapidement (voir graphique).

Cela permettra-t-il de réduire les délais d'attente ? Une étude norvégienne répond par l'affirmative, mais précise que le coût pourrait augmenter si le voyage et l'hébergement des proches et des infirmières étaient pris en compte. Comme

la tendance aux déplacements s'accroît, une bonne gestion s'impose, tant pour les pays de départ soucieux de réduire leurs délais d'attente, que pour les pays d'accueil désireux de préserver les leurs.

Voir [www.oecd.org/fr/sante](http://www.oecd.org/fr/sante)

# Le travail informel : une voie sans issue



**Jacques van de Broek**  
Directeur général  
Randstad Holding nv

**Plutôt que de faire perdurer des concepts révolus comme l'emploi à vie et les régimes de retraite rigides, les politiques du marché du travail doivent refléter et anticiper les nouvelles réalités.**

Avec la mondialisation, l'instabilité politique et économique, le vieillissement démographique et les nouvelles technologies, le contexte international connaît des bouleversements profonds. Les comportements face au travail évoluent eux aussi. Le marché du travail est confronté à de nouveaux défis : chômage élevé, inadéquation croissante entre l'offre et la demande de compétences, hausse des flux migratoires internationaux et nouvelles formes de relations professionnelles.

L'économie informelle permet à des entreprises et des travailleurs de se soustraire à l'impôt, à l'assurance sociale, aux normes d'hygiène et de sécurité ou à d'autres cadres législatifs officiels. Elle est très répandue dans de nombreuses régions du monde. Sur les quelque 3 milliards d'individus qui constituent la population active mondiale, près des deux tiers travaillent dans l'économie informelle. On reconnaît aussi généralement que l'économie souterraine entraîne une baisse de la qualité du travail et des conditions de travail, nuit à l'environnement des entreprises en raison de sa concurrence déloyale, et menace la viabilité financière des systèmes de protection sociale. Il apparaît clairement que le travail clandestin ne doit pas être uniquement découragé, mais transformé en travail régulier.

Le travail informel a une double origine. Si les tenants du libéralisme affirment qu'il est la conséquence directe de la forte imposition, de la corruption de l'État et d'une réglementation contraignante, les « structuralistes » avancent qu'il est un effet secondaire d'une réglementation inefficace associée à des interventions sur le marché du travail et une protection sociale insuffisantes.

Une étude récente commandée par Randstad révèle que la taille de l'économie souterraine dans les économies avancées varie fortement – de moins de 10 % au Japon, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et aux États-Unis, à plus de 25 % dans certains pays d'Europe du Sud et de l'Est. Elle montre également que les pays ayant la plus faible économie informelle sont ceux dans lesquels les entreprises peuvent plus facilement recourir au travail temporaire pour répondre à leur demande de main-d'œuvre, et où la protection sociale est plus élevée

(politiques du marché du travail qui protègent et soutiennent les groupes de travailleurs vulnérables). Le travail clandestin n'est ainsi pas synonyme de plus grande flexibilité. Au contraire, les économies performantes réduisent l'offre et la demande de travail informel en proposant aux travailleurs et aux employeurs plus de flexibilité.

Le travail informel diminuera forcément, dès lors que les entreprises pourront recourir plus facilement au travail temporaire. Les travailleurs bénéficieront de perspectives d'emploi plus flexibles, et parviendront à trouver l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée qui leur convient le mieux.

Les économies performantes réduisent l'offre et la demande de travail informel en proposant plus de flexibilité

La flexibilité – notamment celle du travail – est indispensable pour permettre aux entreprises et aux économies d'innover et de rester compétitives dans l'environnement actuel. Il convient de mettre fin aux attermolements sur l'autorisation du travail flexible et du travail temporaire, et de placer la réglementation du travail au centre des débats, afin d'instaurer un environnement « gagnant-gagnant » pour les entreprises et les travailleurs.

Un marché du travail flexible et bien réglementé est inclusif. Il permet à tous les individus en âge de travailler de participer, et les y encourage en fournissant un cadre à leur développement. Aujourd'hui, des catégories telles que les femmes, les jeunes, les travailleurs âgés et les travailleurs faiblement qualifiés sont sous-employés et basculent souvent dans l'économie informelle. Un marché du travail qui associe flexibilité et sécurité favorise la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité pour ces catégories, tout en préservant le bien-être et les emplois. L'engagement professionnel s'en trouve renforcé, ce qui accroît la productivité et la croissance économique.

Une approche beaucoup plus active des politiques du marché du travail s'impose, afin de supprimer les restrictions injustifiées appliquées au travail temporaire et de renforcer les interventions pertinentes. Les gouvernements doivent être encouragés à instaurer un système de protection sociale qui soutient les travailleurs malades ou au chômage, et favorise l'instauration d'un marché accessible et bien réglementé du travail temporaire et de ses agences.

## Références

Piet Rooney et Colin C Williams (2014), « flexibility@work 2014: tackling undeclared work », Randstad.

[www.randstad.com/press-room/research-reports](http://www.randstad.com/press-room/research-reports)

Sponsorisé par  randstad

# Recherche plan d'investissement massif



**Thiébaud Weber**  
Secrétaire confédéral  
Confédération française  
démocratique du travail (CFDT)

CFDT

**Se revendiquer comme un citoyen européen convaincu, ce que je suis, demande de nos jours une sacrée dose de courage. La précarité serait devenue le triste compagnon de route de millions d'européens, un peu à l'image d'une crise qui s'installerait comme un synonyme de passé, de présent et de futur.**

Nos estomacs, s'habituant peu à peu à la disette, devraient fatalement nous amener à revoir nos prétentions à la baisse quant à la part du gâteau que nous souhaitons nous tailler dans la vie. Certains théoriciens commencent même à nous inviter à apprendre à vivre la pénurie. D'autres, que la précarité n'est que le chômage et qu'un emploi, quel qu'en soit la qualité, serait toujours mieux que rien.

Faudrait-il donc accepter que les idées de « plein emploi » et « d'emplois de qualité » soient devenues des idéaux naïfs ? Le nouveau modèle de développement auquel nous devons nous préparer serait-il avant tout celui du développement du chômage, de la précarité et de la pauvreté ? Avons-nous déjà perdu la bataille de notre avenir ?

La génération de jeunes syndicalistes à laquelle j'appartiens se refuse à n'avoir, en guise d'horizon, qu'une réalité bien noire à regarder en face. Nos idéaux ne sont pas des rêves, mais des perspectives qui guideront notre action syndicale. Des solutions existent, et un zeste d'optimisme sur un fond de volonté politique pourrait bien contribuer à changer la donne, même pas à pas.

Prenons l'exemple de la lutte contre l'emploi précaire. Citons ici l'accord dit de « sécurisation de l'emploi » conclu le 11 janvier 2013 par les partenaires sociaux français (dont mon organisation, la CFDT). Ce texte, transcrit dans la loi, est venu poser un certain nombre de limites au recours à l'emploi précaire. Dès 2014, le seuil de 24 heures minimum deviendra la norme en matière d'emploi à temps partiel. Cela doit limiter les effets de « trappes à précarité » souvent destinées aux femmes

et aux jeunes. Autre mesure obtenue par la négociation, les contrats courts sont désormais taxés en fonction de leur durée. Plus le contrat est court, plus il coûtera cher à l'employeur. L'idée n'est pas seulement ici de pénaliser le recours aux emplois précaires, mais bien d'inciter les employeurs à penser autrement l'organisation du travail et à mettre fin à la solution souvent trop facile du recours à l'emploi à court terme.

Cependant, des normes réglementaires ne suffiront pas à elles seules à mettre un terme au cercle vicieux de la précarité. Au-delà de ces mesures, certes nécessaires, ciblées sur tel contrat ou telle catégorie de population, c'est bel et bien l'ensemble de la machine économique européenne qu'il nous faut remettre en marche. Avec quel ingrédient ? De l'investissement, encore de l'investissement, toujours de l'investissement !

La Confédération européenne des syndicats, notre syndicat européen, demande la mise en œuvre rapide d'un plan d'investissement massif visant à relancer l'Europe sur la route de la croissance et de l'emploi durable et de qualité. Lever l'équivalent de 2 % du PIB européen pendant 10 ans pourrait générer 250 milliards d'euros d'investissement et créer près de 11 millions de nouveaux emplois. À titre de comparaison, cet effort ne représenterait qu'un quart de ce qui a été dépensé pour sauver le système bancaire, et un quart de ce qui est perdu chaque année en raison de l'évasion et de la fraude fiscale.

Loin de creuser davantage les déficits publics, ce plan serait financé par des ressources dédiées telles que la taxe sur les transactions financières ou par de l'emprunt européen (*project bonds*, etc.).

Loin de n'être « qu'un euro supplémentaire dans le *juke box* », ce plan serait le levier essentiel de la transition écologique vers un modèle de développement nouveau, en priorisant l'innovation et la création dans des secteurs tels que l'industrie, les infrastructures et les transports, le numérique, l'éducation, la santé ou encore le logement intelligent. Moyennant enfin l'introduction de « clauses sociales » dans l'attribution de ces fonds pour garantir la qualité des emplois, un tel plan favoriserait le retour d'une « Europe puissance » tant sur le plan économique que social et environnemental.

« Là où il y a une volonté, il y a un chemin ». Reste à mettre un terme à la précarité qui frappe la volonté politique de nos dirigeants.

Voir [www.cfdt.fr](http://www.cfdt.fr). La CFDT est membre de la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC), voir [www.tuac.org](http://www.tuac.org)

Voir [www.etuc.org/fr](http://www.etuc.org/fr)



# Réduire le chômage des jeunes à l'ère du numérique



GES

**Willi M. Scholz**, Membre du Conseil exécutif, et **Kathrin Kupke**, Responsable de projet, Global Economic Symposium (GES)

**Le progrès rapide des technologies de l'information et de la communication a profondément changé la façon dont nous vivons, travaillons, communiquons et apprenons. Ces mutations se sont accompagnées de périodes difficiles pour les employeurs comme pour les travailleurs, et pèsent sur les systèmes de protection sociale et les institutions. Le GES propose un éventail de solutions pour l'action publique.**

Les jeunes forment un groupe particulièrement vulnérable. Leur chômage s'envole dans de nombreux pays et, comme leur employabilité diminue à mesure que leur période de chômage perdure, des problèmes sociaux peuvent surgir – érosion du capital humain, par exemple – qui auront un impact durable sur les perspectives de croissance future.

Comment créer des possibilités d'emploi qui rendent l'économie plus résiliente en période de bouleversement ? Comment préserver et développer le capital humain, et améliorer l'adéquation entre l'offre et la demande de compétences ?

Il existe d'autres questions : les plateformes Internet ont-elles un rôle ? Faut-il insister sur la formation professionnelle ? Faudrait-il moduler la sécurité de l'emploi, et appliquer des politiques ciblant des groupes sociaux spécifiques ?

Ce sont des questions majeures, et le Global Economic Symposium (GES), forum annuel de hauts responsables issus du secteur public, de l'université, de l'industrie et de la société civile, a identifié plusieurs approches novatrices nécessaires pour réduire le chômage des jeunes et l'inadéquation des qualifications.

En premier lieu, les contrats à durée déterminée ou indéterminée doivent être remplacés par un contrat unique, ouvert, offrant une protection de l'emploi progressive. Beaucoup d'employeurs hésitent à embaucher en CDI en raison d'une réglementation rigide du marché du travail, et préfèrent enchaîner les CDD. D'où une forte rotation du personnel, préjudiciable à la productivité, et qui transforme les emplois temporaires en emplois sans avenir. Remplacer les contrats temporaires par des CDI dont le niveau de protection augmente avec le temps briserait ce cycle ruineux.

Le GES propose aussi d'améliorer les perspectives des candidats à la création d'entreprise ; les pays devraient offrir aux chômeurs des aides à la création d'entreprise. Bien que ces politiques contribuent à réduire le chômage, leur impact est soumis à des contraintes liées au capital financier et humain, de nombreux chômeurs n'ayant pas les connaissances, l'expérience ou la confiance nécessaires pour lancer une nouvelle entreprise. Ces aides devraient donc être couplées avec des formations aidées à l'entrepreneuriat.

Internet offre aussi de nombreuses possibilités et aide par exemple des personnes à s'insérer dans la chaîne de valeur mondiale. Les tâches dématérialisables peuvent être effectuées n'importe où dans le monde. Les jeunes, en général à l'aise avec les nouvelles technologies, peuvent ainsi proposer leurs services sur un marché considérablement élargi, ce qui peut être particulièrement intéressant pour des régions isolées.

## Comment créer des possibilités d'emploi qui rendent l'économie plus résiliente ?

À long terme, il faudra combiner des politiques macroéconomiques, des réformes générales du marché du travail et des politiques ciblées. Comme première mesure, il est essentiel de doter les élèves de compétences recherchées pour faciliter leur entrée sur le marché du travail. Les gouvernements devraient investir également, et pas uniquement dans la technologie.

Il ne s'agit pas seulement de réduire la « fracture numérique » avec la technologie, en dotant les salles de classe d'ordinateurs et d'accès Internet. Il faut avant tout l'appliquer et l'intégrer dans les concepts pédagogiques pour offrir des modes d'apprentissage interactifs.

L'apprentissage personnalisé, le perfectionnement professionnel des enseignants et la collaboration devraient jouer un rôle essentiel dans la conception et la mise en œuvre des pédagogies

et technologies nouvelles. Les pionniers de l'éducation doivent être reconnus et soutenus comme des champions des nouvelles approches, via des programmes d'incitation. Sans oublier les investissements ciblés dans la recherche, notamment dans l'enseignement par la technologie et l'intégration pédagogique des technologies de l'information.

#### Références

Dolado, J., R. Stucchi (2008), « Do Temporary Contracts Affect TFP? Evidence from Spanish Manufacturing Firms », *IZA DP* No. 3832, Bonn.

Euler, D. (2013), « Germany's Dual Vocational Training System: A Model for Other Countries? », Bertelsmann Stiftung, Gütersloh.

Görlich, D., I. Stepanok and F. Al-Hussami (2013), « Youth Unemployment in Europe and the World: Causes, Consequences and Solutions », *Kiel Policy Brief* n° 59.

Voir également « Global Economic Solutions: Proposals from the Global Economic Symposium (GES) (2008, 2009, 2010, 2011, 2012) », Institut pour l'économie mondiale de Kiel, [www.global-economic-symposium.org](http://www.global-economic-symposium.org)

## Stratégie sur les compétences

Analyser l'information, résoudre les problèmes et travailler en équipe sont autant de compétences recherchées au XXI<sup>e</sup> siècle. Les perspectives professionnelles des travailleurs qualifiés se sont améliorées depuis 2000, contrairement à celles des travailleurs non qualifiés. Ces derniers sont davantage susceptibles d'être exposés au chômage et à une mauvaise santé, et gagnent moins que les

travailleurs qualifiés, si tant est qu'ils trouvent un emploi. Au niveau national, les inégalités de compétences vont de pair avec les inégalités de revenus. Améliorer les compétences est donc essentiel pour instaurer une économie plus solide et plus équitable. La Stratégie de l'OCDE sur les compétences aide les gouvernements à concevoir des politiques efficaces.

Pour en savoir plus sur ce sujet et sur la première *Enquête de l'OCDE sur les compétences des adultes* publiée en octobre 2013, voir [www.youtube.com/occd](http://www.youtube.com/occd) et <http://skills.oecd.org/>



Monty Rakusen/CULTURA CREATIVE/AFP

# Samsung : des compétences pour un avenir intelligent



**Sang Woo Kim**  
Président  
Corporate Affairs Europe  
Samsung Electronics

**Nous traversons aujourd'hui une révolution numérique mondiale. Grâce à l'innovation et à la connectivité, Samsung contribue à ouvrir de nouveaux horizons et à transformer notre manière de travailler, d'explorer, de partager et de créer. Parallèlement, l'action publique continue de subir les effets des mesures d'austérité et d'un chômage élevé.**

Un quart des Européens de 16 à 24 ans est au chômage, soit près de six millions de jeunes qui ne bénéficient pas de la formation, de l'expérience et de la confiance en soi qu'apporte un emploi productif. Pourtant, malgré ce chômage élevé, les employeurs européens ne trouvent pas les candidats qualifiés dont ils ont besoin. Selon la Commission européenne, il pourrait y avoir 900 000 postes non pourvus dans les technologies de l'information et de la communication (TIC) d'ici 2015. Il existe un réel décalage entre la formation technologique des jeunes et les opportunités offertes par les TIC.

D'ici 2020, 90 % des emplois exigeront des compétences informatiques mais, selon European Schoolnet, un tiers seulement des étudiants européens sera suffisamment formé. Les systèmes éducatifs ne permettent pas aux jeunes d'acquérir les compétences nécessaires pour réussir dans le monde numérique.



Gustau Nacarino/REUTERS

Il est particulièrement important d'atteindre les jeunes des zones défavorisées. Ce sont eux qui ont le plus à gagner de la révolution numérique, mais s'ils n'ont pas la possibilité d'y prendre part, ils seront encore plus à la traîne.

Les enfants de l'ère numérique atteignent aujourd'hui l'âge de la majorité. Pour autant, ils ne peuvent prospérer dans l'économie numérique sans le soutien ni les aptitudes nécessaires.

Le programme d'entreprise citoyenne de Samsung est simple mais efficace. Son objectif premier est de créer de la valeur pour tous : citoyens, consommateurs et entreprises. Individuellement ou avec nos partenaires, nous nous employons à améliorer la santé, la formation et l'équilibre de chacun. Nous pensons chez Samsung qu'une « entreprise existe par ses employés » : investir dans le capital humain est le seul moyen d'assurer une croissance stable, intelligente et inclusive.

## Une entreprise existe par ses employés

Samsung Europe a récemment réaffirmé son engagement à investir dans son programme d'éducation au numérique pour offrir aux jeunes l'accès aux technologies, aux compétences et à la formation du XXI<sup>e</sup> siècle. Ce programme a été lancé en 2013 avec des « classes intelligentes » (Samsung Smart School) pour les 6-16 ans dans les zones défavorisées, et des formations professionnelles pour les 16-24 ans dans des académies de formation (Samsung Tech Institute). D'ici fin 2014, le programme comptera plus de 45 000 élèves et presque 10 000 étudiants.

L'Europe est un moteur de l'économie numérique mondiale, dotée d'un vivier de talents créatifs et d'un esprit d'entreprise mondialement reconnu. Trouver des solutions novatrices pour les entreprises, la santé, les appareils mobiles, les transports, les réseaux et la connectivité requiert une main-d'œuvre créative et compétente. La prospérité et le bien-être social de l'Europe dans le monde numérique de demain dépendront surtout de sa capacité à conserver cet avantage.

Samsung allie convergence et connectivité en créant des produits qui inspirent et permettent la créativité. En investissant dans l'éducation et la formation, Samsung contribue à réduire la pénurie de qualifications et à libérer le potentiel des jeunes.

Ensemble, nous pouvons consolider la place de l'Europe dans la course technologique.

Voir [www.samsung.com](http://www.samsung.com)

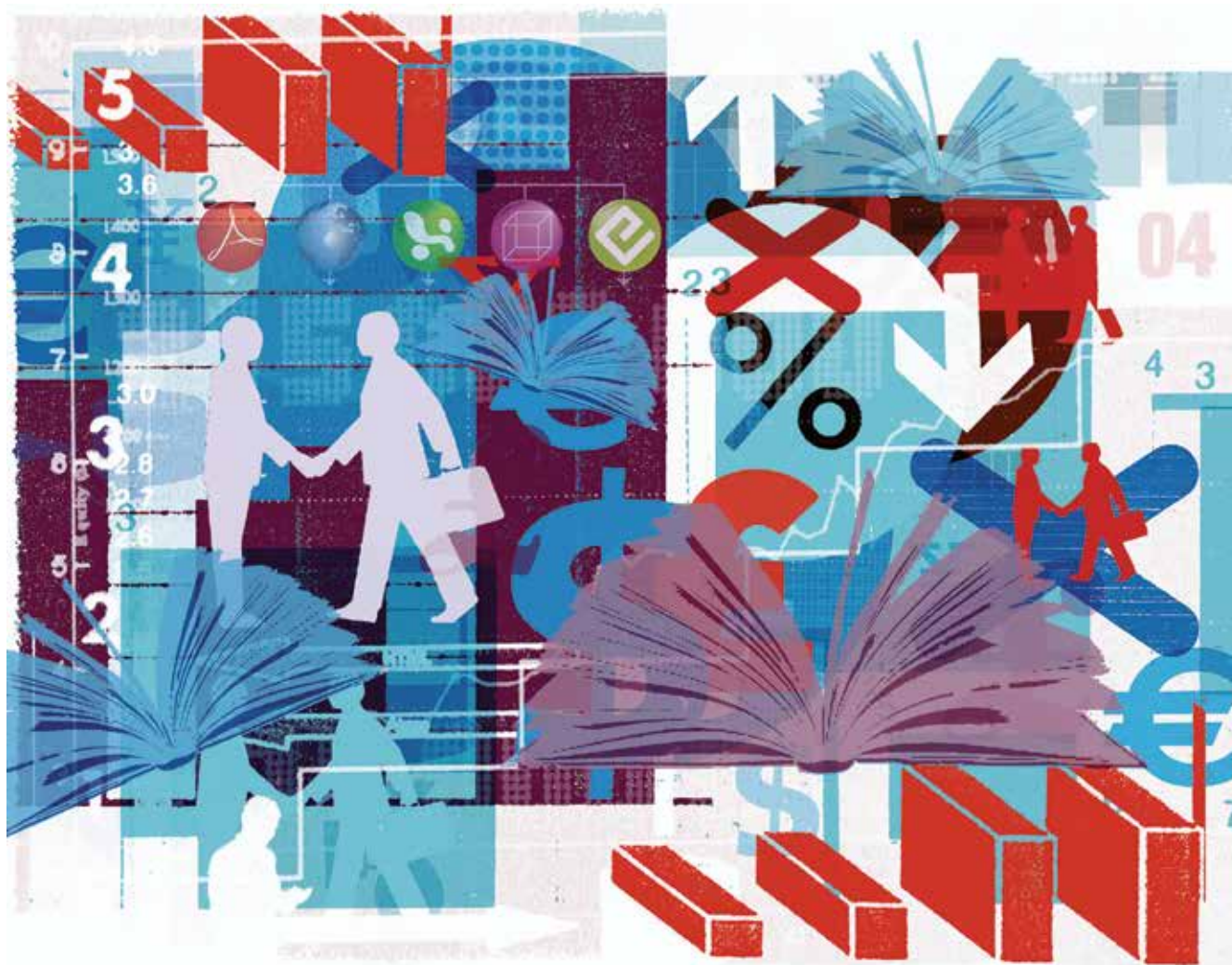
Sponsorisé par

# SAMSUNG

DES POLITIQUES MEILLEURES POUR UNE VIE MEILLEURE

OECD*iLibrary*

## La bibliothèque en ligne de l'OCDE



[www.oecd-ilibrary.org](http://www.oecd-ilibrary.org)

 **OCDE**  
DES POLITIQUES MEILLEURES  
POUR UNE VIE MEILLEURE

**Vieillessement**

Le vieillissement est l'un des enjeux majeurs du XXI<sup>e</sup> siècle sur le plan social, économique, politique et du développement. Aujourd'hui, plus de 900 millions de personnes dans le monde ont plus de 60 ans. En 2050, elles seront 2,4 milliards, dont une très grande partie vivra dans des pays en développement. Les inégalités de revenus, de patrimoine et de santé pourraient déboucher sur un nombre croissant de personnes âgées en situation de pauvreté. De plus en plus de personnes âgées sont en bonne santé, ont une expérience et des compétences précieuses, et sont prêtes à apporter une contribution significative à la société. Il est donc crucial d'aider ces personnes à rester actives lorsqu'elles avancent en âge, afin préserver cette contribution.

Forum de l'OCDE 2014, voir [www.oecd.org/fr/forum](http://www.oecd.org/fr/forum)

Dans une économie mondialisée, la diminution de la population nationale signifie qu'un pays comptant une forte proportion de personnes âgées inactives sera en concurrence avec des pays à la population jeune et productive (souvent avec des salaires bas) – et qu'il ne pourra l'emporter.

Worldwatch Institute, *The Economic Conundrum of an Aging Population*, 2013

L'espérance de vie s'est allongée si rapidement que nos cultures sont toujours prévues pour des vies durant la moitié des nôtres. Il y a deux cents ans, l'étape de l'adolescence ne faisait pas partie du développement humain. Il n'y avait pas de distinction entre le fait d'avoir 65, 55 ou 45 ans. [...] Aujourd'hui, nos sociétés sont très mal préparées à faire face à des populations où les plus de 60 ans sont plus nombreux que les moins de 15 ans. Les cultures actuelles sont non seulement axées sur la jeunesse au sens où elles privilégient les jeunes, mais les environnements et les institutions physiques et sociaux sont en fait bâtis par et pour les jeunes.

Laura L. Carstensen et Linda P. Fried,  
« The meaning of old age », *Global Agenda Council on Ageing Society, Global Population Ageing: Peril or Promise?*,  
Forum économique mondial, 2012

La plupart des pays développés ont eu plusieurs décennies pour s'adapter à l'évolution de la pyramide des âges. [...] Les pays en développement doivent quant à eux s'adapter à cette nouvelle pyramide des âges dans un délai beaucoup plus court, et avec une population beaucoup plus importante. [...] De nombreux pays en développement devront probablement affronter le vieillissement de la population sans pouvoir s'appuyer sur la croissance économique dont de nombreux pays développés ont bénéficié.

Pranitha Maharaj, *Ageing and Health in Africa*, 2012

Le corps se détériore en permanence, et essaie donc constamment de réparer les dommages en produisant de nouvelles cellules. Toutefois, tous les dommages ne peuvent être réparés et ils se multiplient tout au long de la vie. À cause de ces dommages, nous perdons diverses aptitudes à mesure que nous vieillissons, et finissons par mourir. En dépit des apparences, le vieillissement n'est pas inévitable. Nous ne vieillissons plus comme avant et il ne semble pas y avoir de limite à l'âge qui pourrait être atteint. [...] Seul l'avenir nous dira si l'être humain est capable d'échapper totalement au processus de vieillissement. Mais la manière dont nous vieillissons et la vitesse de ce processus n'ont rien de définitif.

Académie de Leyde sur la vitalité et le vieillissement

En dépit des nombreuses données sur la diminution des compétences cognitives avec l'âge, et de la tentation de considérer qu'il s'agit d'un aspect « normal » du vieillissement, la recherche actuelle ne parvient pas à déterminer si les effets du vieillissement sont causés par des facteurs neurologiques, par des effets liés aux comportements et aux pratiques, ou par l'interaction de ces facteurs avec des effets contextuels. Par ailleurs, certains éléments donnent à penser que plusieurs facteurs peuvent atténuer, retarder, voire empêcher le déclin cognitif associé au « vieillissement normal ». L'éducation, la formation et diverses activités physiques, sociales et intellectuelles ont montré qu'elles pouvaient contribuer à atténuer la diminution des fonctions cognitives liées à l'âge. L'action publique pourrait donc avoir un rôle clé à jouer.

Richard Desjardins et Arne Jonas Warnke (OCDE), *Ageing and skills: a review and analysis of skill gain and skill loss over the lifespan and over time*, 27 mars 2012

Venez débattre sur [www.oecd.org/fr/forum](http://www.oecd.org/fr/forum)

Le vieillissement mondial constitue l'une des meilleures opportunités commerciales actuelles. Grâce à la maîtrise relative des maladies transmissibles, notamment dans les pays développés, la qualité et la durée de vie ont progressé dans le monde entier. Compte tenu de ces progrès, les systèmes de santé sont désormais confrontés à la nécessité de prendre en charge les maladies chroniques de longue durée, un phénomène nouveau et pesant pour les économies développées et leurs systèmes politiques. Les implications démographiques commencent seulement à se faire sentir dans les économies développées et émergentes, à mesure que les pays s'efforcent de répondre aux besoins spécifiques de leur population vieillissante en termes de régimes de retraite, de systèmes de santé et de soins de longue durée.

Benjamin Shobert, *Today's best business opportunity: Global aging*, 10 mars 2013

## Vieillesse et bien-être



### L'université de Genève répond à un défi majeur pour les individus et pour le monde

Depuis 1980, le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus est passé de quelque 380 à plus de 760 millions. Et les projections des Nations Unies nous prédisent un effectif de 2 milliards en 2050. De tels chiffres sont souvent utilisés pour susciter la peur. En fait, comme l'ensemble de la population mondiale va continuer à s'accroître, les aînés devraient représenter 15 à 18 % des habitants de notre planète au milieu du XXI<sup>e</sup> siècle, avec des pics à 28/30 % dans les pays les plus touchés. Le vieillissement va donc clairement transformer nos sociétés sans pour autant nécessairement les bouleverser. Il exige un effort considérable d'adaptation au niveau des États, mais aussi des familles et des individus.

L'Université de Genève s'enorgueillit d'avoir accueilli en 1972 le premier hôpital de gériatrie du continent européen, fondé sous l'impulsion du Professeur Junod, pionnier d'une approche humaniste de la médecine des aînés, pour lequel il ne fallait pas seulement « ajouter des années à la vie, mais aussi de la vie aux années ». Depuis plus de 20 ans désormais, le Centre interfacultaire de Gérontologie et d'Etudes des Vulnérabilités (CIGEV) a repris à son compte l'idée que tous les enjeux du vieillissement ne prennent sens qu'à l'aune du bien-être des aînés et de la densité du lien social. C'est d'ailleurs ce que l'Union européenne a validé en consacrant l'année 2012 au vieillissement actif et aux relations intergénérationnelles, en mettant l'accent sur la citoyenneté, sur la participation. Cette volonté de positiver est la bienvenue mais elle ne doit pas cacher que la vieillesse reste aussi la période de la vie où les pertes excèdent les gains, où

l'individu âgé subit des deuils, doit adapter son mode de vie et son identité pour s'accepter vieux et faire face à la menace de perdre son autonomie, de devenir dépendant.

C'est pour étudier ces processus complexes et éminemment humains que le CIGEV a développé une expertise internationalement reconnue dans les méthodes d'enquête pour donner la parole aux personnes âgées elles-mêmes, pour documenter objectivement leurs réalités de vie, mais aussi pour capturer leur ressenti subjectif. Une telle ambition impose une démarche interdisciplinaire, un dialogue des sciences sociales, de la psychologie, de la médecine mais aussi du droit et de l'éthique. C'est grâce à cet ensemble de compétences que le CIGEV est devenu l'un des fondateurs du Pôle National de Recherche LIVES, qui allie plusieurs institutions universitaires suisses. LIVES étudie les vulnérabilités à travers le parcours de vie, et bien sûr les résistances et fragilités de la vieillesse y ont leur juste place.

Au-delà de la Suisse, un enjeu mondial comme le vieillissement appelle une science internationale qui est la marque d'excellence de l'Université de Genève. Parmi les pays dits développés, un réseau consacré aux études gérontologiques s'ancre dans le partenariat stratégique qui unit les Universités de Genève, Montréal et Bruxelles. Il associe aussi Western Ontario, le Conseil espagnol de la Recherche scientifique, l'Université de Umea en Suède et son programme « Ageing and Living Conditions », et bientôt des centres en France, au Japon et en Corée. Dans un deuxième temps, ce réseau devra impérativement s'ouvrir au Sud, aux groupes de recherche des pays en voie de développement et des géants émergents, dont la population va vieillir avant d'être sortie de la pauvreté ! Pour faire face à ce défi singulier, il sera crucial de procéder à des transferts intelligents de connaissances et d'expériences, du Nord vers le Sud mais aussi du Sud vers le Nord. L'Université de Genève entend bien être un acteur de premier plan de ce dialogue à venir.

Sponsorisé par



# VOILÀ COMMENT NOUS PRENONS SOIN DE LA SANTÉ DE CHACUN\*

\*Le nettoyage efficace réduit le risque d'infection



© Sodexo 2014. Crédit photo : Médiathèque Sodexo

Chez Sodexo, nous pensons que pour créer une valeur durable, l'être humain doit être placé au cœur des organisations. Que ce soit dans les hôpitaux, les entreprises, les universités ou les écoles, l'être humain est toujours au centre de tout ce que nous entreprenons.

Présent dans 80 pays, Sodexo et ses 428 000 collaborateurs déploient une offre unique de services qui améliorent la qualité de vie des individus et la performance des organisations.

Découvrez comment nous pouvons améliorer votre Qualité de Vie :  
[www.sodexo.com](http://www.sodexo.com)

  
**QUALITY OF LIFE SERVICES**





# Confiance

La confiance semble avoir déserté la politique, le monde des affaires, les institutions publiques, les médias. La confiance entre pays a aussi du plomb dans l'aile, notamment avec les accusations d'espionnage. Un monde plus intégré, plus résilient, repose sur la confiance entre ménages, entreprises et gouvernements. La confiance nous permet de penser que nos institutions et ceux qui les dirigent remplissent les fonctions qui leur sont confiées. Les citoyens ordinaires se sentent moins vulnérables, désarmés ou réduits au silence. Ils peuvent vivre pleinement, en bonne santé, récolter le fruit de leurs efforts – études, travail, investissements – et jouir de leurs loisirs. La confiance n'est pas un dû. Elle se construit, s'entretient et se gagne.

Dans ce chapitre, les auteurs proposent des pistes pour y parvenir. Rolf Alter explique comment de meilleurs indicateurs de confiance peuvent servir à bâtir une « confiance massive » autour d'enjeux majeurs qui dépassent le niveau individuel. Pour Pascal Saint-Amans, l'impôt est indissociable de la confiance, et celle-ci est ébranlée par l'évasion fiscale – idée reprise par Margaret Hodge et Winnie Byanyima. Carolyn Ervin explique pourquoi la confiance est fondamentale pour la richesse des nations et nécessite que nous fixions des principes, essayions de les respecter et incitions autrui à faire de même. Pour Drago Kos, les gouvernements doivent faire bien plus pour combattre la corruption ; Salil Shetty déplore quant à lui le manque de progrès dans la refonte des marchés financiers. Pour Philip Coggan, c'est la confiance, et non l'argent, qui fait tourner le monde. Enfin, le Prix Nobel Shinya Yamanaka expose une approche prometteuse qui pourrait dissiper les préoccupations éthiques dans un domaine qui a généré beaucoup de défiance : la recherche sur les cellules souches.

# TRANSPARENCY IN MOTION

ONLY  
GLASS

MEDIAFACADE



Si l'architecture fait **LA PIECE**  
et le design **LE TEXTE**,  
ONLYGLASS MEDIAFACADE  
offre **LA SCENE** qui sublime  
les idées et les émotions.

Découvrez la grande tendance  
de la communication urbaine.



[onlyglass.de](http://onlyglass.de)

# Renforcer la confiance



**Rolf Alter**

Directeur, Direction de la gouvernance publique et du développement territorial de l'OCDE

OCDE

**En 2008, un sondage Gallup montrait qu'en moyenne, moins de la moitié de la population de l'OCDE faisait confiance à son gouvernement. La crise a encore dégradé cette situation, avec quatre points de pourcentage perdus depuis. Les institutions et les acteurs publics sont critiqués pour leur incapacité à surmonter la crise et à traiter ses conséquences sur les individus. La crise a souligné de sérieuses insuffisances dans la réglementation, une application inégale des règles et de nombreux autres problèmes de gouvernance qui font douter de la capacité des gouvernements à gérer l'économie.**

L'impact de faibles niveaux de confiance devient de plus en plus clair. La confiance dans les institutions favorise l'activité économique en stimulant les décisions d'investissement et de consommation qui nourrissent la croissance. La confiance dans les institutions (ainsi que la confiance interpersonnelle) réduit le sentiment de risque lié à certaines décisions, qu'il s'agisse d'embaucher, pour une entreprise, ou, pour un salarié, d'investir dans une formation. La confiance étend l'horizon de planification des agents économiques, augmentant ainsi leur dynamisme. La prospérité économique est liée à la capacité des institutions – économiques, judiciaires, sociales, etc. – de garantir un environnement prévisible et stable.

La confiance aide également les gouvernements. De nombreuses réformes structurelles impliquent des sacrifices à court terme contre des bénéfices à long terme, et nécessitent un large consensus pour être efficaces et durables. Dans un environnement marqué par un haut niveau de confiance, de telles réformes peuvent être correctement mises en place, et maintenues assez longtemps pour produire leurs effets. Sans confiance, les citoyens privilégieront les avantages immédiats et pousseront les responsables politiques à rechercher des gains visibles à court terme. À un moment où des réformes structurelles profondes sont nécessaires, la confiance peut réellement faire la différence.

Les règles et règlements ne peuvent suffire à éviter ou prévenir les abus. Ils doivent apparaître justes et légitimes aux yeux des citoyens pour les inciter à les respecter. Par exemple, la défiance envers le gouvernement nuit à l'acceptation de l'impôt, ce qui, dans un second temps, réduit les ressources disponibles pour les dépenses sociales. Les citoyens sont davantage susceptibles d'avoir une vision positive de leurs obligations fiscales et de s'y soumettre lorsque leur gouvernement leur paraît mériter la confiance. Pour toutes ces raisons, la confiance n'est pas uniquement la confirmation d'une bonne gestion économique : c'est une condition autant qu'un résultat de la réussite économique.

À un moment où des réformes structurelles profondes sont nécessaires, la confiance peut réellement faire la différence

Comment les gouvernements peuvent-ils regagner la confiance de leurs citoyens ? Premièrement, nous devons améliorer la mesure de la confiance et fournir aux responsables publics des données susceptibles de les aider à comprendre les attentes des citoyens. Deuxièmement, il faut promouvoir la confiance à grande échelle, de façon à ce que les gouvernements donnent le sentiment aux citoyens qu'ils s'occupent des problèmes qui dépassent le niveau individuel, et cela en toute transparence et responsabilité. Les gouvernements doivent montrer qu'ils sont capables de gouverner pour l'avenir et d'anticiper l'inattendu. Troisièmement, il faut promouvoir l'équité dans la prise de décision. Cela suppose, d'une part, d'éviter les influences indues dans la prise de décision en traitant les problèmes de financement de la vie politique et de lobbying, et d'autre part, de rendre les processus d'élaboration et de déploiement des politiques plus inclusifs, en informant et en impliquant le public.

Les gouvernements qui sauront se montrer fiables, justes et réactifs pourront bénéficier des dividendes de la confiance grâce à des succès économiques et sociaux tangibles.

## Références

Alter, Rolf (2012), « Gouvernance publique : l'autre déficit », *L'Annuel de l'OCDE 2012*, [www.observeurocde.org](http://www.observeurocde.org)

Alter, Rolf (2010), « Un lobbying plus transparent pour des politiques plus saines », *L'Observateur de l'OCDE* n° 279, mai.

Voir [www.oecd.org/governance](http://www.oecd.org/governance)

# La confiance, fondement de la fiscalité



**Pascal Saint-Amans**  
 Directeur, Centre de politique  
 et d'administration fiscales  
 de l'OCDE

OCDE

**Après la crise financière de 2008, des millions de citoyens ont dû consentir d'importants efforts pour réparer les dommages subis par leurs économies et leurs finances publiques. Pour la plupart d'entre eux, le sacrifice nécessaire était supportable à condition d'être équitablement réparti. Malheureusement, il s'est avéré que certaines grandes entreprises multinationales ne jouaient pas le jeu.**

On sait bien que la confiance est difficile à gagner et facile à perdre. Il est tout aussi évident qu'en période de crise, il est plus difficile de faire confiance les yeux fermés. Depuis 2008, ces deux vérités élémentaires ont propulsé la fiscalité au cœur du débat public. Ce n'est pas surprenant : après tout, un système fiscal sain est une condition essentielle pour une société résiliente.

Le problème est que le système fiscal international, conçu il y a près d'un siècle pour empêcher la double imposition (entreprises taxées dans leur pays de résidence et à l'étranger sur la même transaction), n'a pas suivi l'évolution des méthodes de gestion des entreprises qui, pour certaines, se livraient à des manipulations en vue d'obtenir un taux effectif d'imposition très faible. Elles transféraient ainsi leurs bénéfices d'un pays à l'autre afin d'alléger leur charge fiscale, entraînant une érosion des bases d'imposition. Les citoyens, qui supportaient partout des hausses d'impôts, ne comprenaient pas pourquoi les entreprises, parfois accusées d'avoir provoqué la crise, étaient autorisées à contourner les règles. Les affaires fiscales des entreprises, autrefois à peine mentionnées dans la presse financière, ont fait les gros titres.

La confiance dans le système fiscal international disparaissait rapidement, et les pressions se sont accumulées sur les pouvoirs publics pour qu'ils agissent, même unilatéralement. À défaut, il aurait fallu une génération pour reconstruire un système

fiscal international basé sur le consensus. Or, l'investissement international et la croissance mondiale nécessitent un système fiscal efficient qui empêche la double imposition, l'évasion et la fraude.

La nécessité d'agir vite s'imposait pour rétablir et pérenniser la confiance dans le système international. Nos travaux sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS) procèdent de la volonté affichée des dirigeants des pays du G20 de moderniser le système fiscal mondial sur une base multilatérale. Pour réussir, ce projet ne pouvait pas être mené par les seuls pays de l'OCDE. C'est pourquoi nous avons impliqué dès le départ, sur un pied d'égalité, des pays non membres de l'Organisation. Des chefs d'entreprises responsables appuient également nos travaux. En effet, les grandes entreprises ont compris que la gestion de leurs affaires fiscales avait désormais des conséquences directes sur leur réputation et leur crédibilité. Néanmoins, il faudra aller plus loin pour rétablir la confiance. De même que les citoyens ne sont pas prêts à accepter l'évasion fiscale à grande échelle pratiquée par les multinationales, ils ne toléreront pas une situation dans laquelle les riches peuvent dissimuler leur argent en toute impunité dans des paradis fiscaux.

« Rien de ce que nous avons accompli n'aurait été possible sans confiance »

À la différence de l'optimisation fiscale légale des grandes entreprises, ce comportement implique une fraude fiscale illégale, souvent liée à d'autres infractions. Toutefois, l'effet est le même : les citoyens ordinaires respectueux de la loi ont le sentiment de devoir supporter à eux seuls le poids de la reconstruction de la société, alors que les riches esquivent leurs responsabilités.

En avril 2009, le G20 a déclaré que l'ère du secret bancaire était révolue. Depuis, le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, hébergé par l'OCDE, a déployé un ambitieux programme d'évaluations et d'examen pour s'assurer du respect des normes existantes d'échange de renseignements, tant sur le plan théorique que pratique. Le Forum a publié sa première série de notations globales par pays en novembre 2013. Une nouvelle norme, destinée à fournir un modèle véritablement mondial pour l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers, sera diffusée vers le milieu de 2014. Plus de 40 pays se

sont déjà engagés à l'adopter sans tarder. Ensemble, ces mesures apportent une réponse complète et convaincante au fléau de la fraude fiscale internationale.

Néanmoins, la confiance doit exister à plusieurs niveaux pour permettre une mise en œuvre sans heurt. Prenons l'exemple des inspecteurs des impôts. Le Forum de l'OCDE sur l'administration de l'impôt réunit les directeurs des services fiscaux de 45 pays, dont ceux du G20. Ces 45 personnes dirigent 2 millions de fonctionnaires qui collectent la majeure partie des impôts dans le monde. Leur tâche exige de privilégier l'établissement de relations positives fondées sur la confiance.

Renforcer les capacités des administrations fiscales peut aussi contribuer à restaurer la confiance. C'est un aspect particulièrement important dans les économies émergentes, où l'acquisition des compétences requises pour gérer les questions de fiscalité internationale n'est pas toujours chose facile. Donner à ces économies les moyens de traiter les affaires fiscales

impliquant de grandes entreprises aurait non seulement pour effet d'accroître les recettes fiscales, mais aussi d'améliorer la confiance des citoyens dans le système fiscal en général, et donc leur civisme.

Enfin, la confiance est également à la base des travaux menés par l'OCDE. Rien de ce que nous avons accompli dans la lutte contre la fraude fiscale depuis 2009 n'aurait été possible sans la confiance bâtie entre nos équipes motivées et compétentes, et les pays et institutions avec lesquels elles collaborent.

**Références**

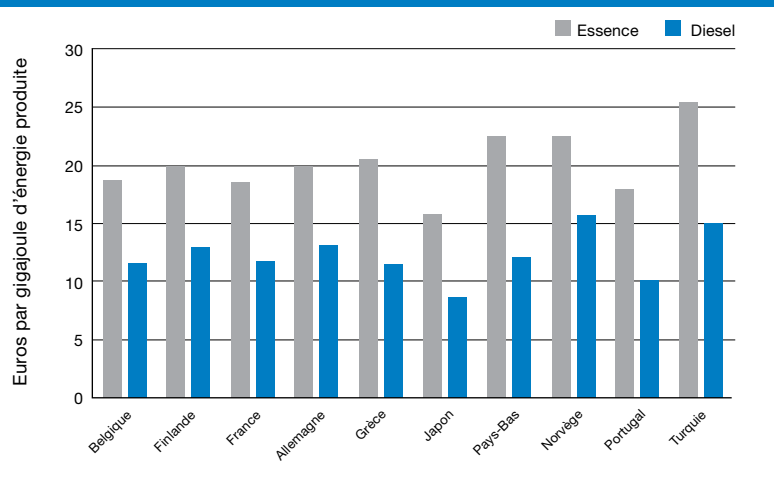
OCDE (2013), « Réaménager la fiscalité internationale. Plan d'action concernant l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices : un résumé », *L'Observateur de l'OCDE* n° 295, T2.

Voir [www.oecd.org/fr/fiscalite](http://www.oecd.org/fr/fiscalite)

## Écofiscalité

La combustion d'un litre de gazole dégage environ 10 % de plus d'énergie que celle d'un litre d'essence mais produit 18 % de plus de CO<sub>2</sub>. Or, si l'on raisonne en termes d'unité d'énergie produite, le taux effectif moyen d'imposition du gazole est inférieur de 32 % à celui de l'essence dans les pays de l'OCDE. En fait, les États-Unis – où les taxes sur le diesel et sur l'essence sont de toute façon très faibles – sont le seul pays où le diesel est plus taxé que l'essence par unité d'énergie produite. Face au défi du changement climatique, cette politique fiscale n'est guère logique, notamment parce qu'elle revient à subventionner généreusement le diesel. Si les deux carburants étaient traités de façon uniforme en fonction de leurs émissions de carbone, un litre de gazole devrait être taxé 18 % de plus qu'un litre d'essence.

» Taux d'imposition réels du diesel et de l'essence



# Confiance et richesse des nations



OCDE

**Carolyn Ervin**  
Directrice,  
Direction des affaires financières  
et des entreprises de l'OCDE

Dans le XVII<sup>e</sup> arrondissement de Paris se trouve le buste d'un écrivain français du XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle, Tristan Bernard, sur lequel est gravée cette phrase qui me fait toujours sourire : « Ne compter que sur soi-même et encore pas beaucoup ». Cette maxime simple invite à la réflexion sur le peu de foi que chacun d'entre nous place en son prochain.

Nous sommes quotidiennement en contact avec des centaines de personnes et nous nous reposons sur leur civilité. Notre niveau de vie et notre bien-être social reposent sur la confiance que nous plaçons en des milliers d'individus – enseignants, personnel médical, services des eaux, etc. !

Certes, les éléments fondamentaux de la confiance sont régulés par le droit (par exemple, ne pas nuire volontairement à autrui). Mais la plupart des comportements attendus des autres n'obéissent pas à la loi – ils s'appuient sur des concepts communs, profondément enracinés, de civilité. Les institutions publiques et privées, incarnées par l'école, la famille, la religion, l'entreprise ou les médias, entretiennent des normes sociales et culturelles qui contribuent à la confiance.

De même, les comportements économiques reposent grandement sur la confiance. Le fonctionnement des marchés est gouverné par des règles sur les relations entre les individus et les entreprises : règles de concurrence, de comptabilité et d'information, législation protégeant les droits des travailleurs, droits de paiement, droits des investisseurs et des créanciers, droits de l'environnement. Les pouvoirs publics contrôlent le respect et l'application des textes, mais aucun inspecteur ou régulateur ne peut vérifier chaque transaction. Nous faisons confiance à l'honnêteté des gens (et nous pensons avoir une idée collective de ce que cela signifie).

C'est par la politique que les démocraties équilibrent les intérêts en instaurant des règles sociales et économiques. Mais qu'advient-il si nous ne croyons plus à la politique pour nous donner des règles justes ? En politique, chacun peut-il se faire entendre ? En économie, les chances de chaque travailleur ou entreprise sont-elles les mêmes ? Les individus et les entreprises peuvent accepter de ne pas obtenir un emploi ou un contrat s'ils estiment que les règles et systèmes leur garantissent des chances égales. Au lendemain des récentes crises économique et financière, des doutes quant aux systèmes qui font les règles ont émergé.

## La Convention fondatrice de l'OCDE est consacrée à l'amélioration du bien-être mondial

Que se passe-t-il en cas d'interactions transnationales ? Prenons la sphère économique, cœur de métier de l'OCDE. Les pays ont des histoires et des traditions très différentes ; les comportements varient, ainsi que la façon dont sont perçus les comportements (des étrangers !). Les économies sont organisées selon des schémas différents et les niveaux de vie sont très variables. En fait, l'échange de biens et d'investissements repose sur l'idée qu'il est utile de valoriser ces différences de compétences, de ressources naturelles, de biens et autres, afin de promouvoir le bien-être des travailleurs, des consommateurs, des entrepreneurs, des jeunes, des retraités, etc. Les échanges internationaux se fondent sur la conviction que les règles qui les régissent sont justes. Sans cela, la politique mènera à des élans protectionnistes.



Photo Jossse/Leemage

Tristan Bernard par Henri de Toulouse-Lautrec, 1895

Nombreux sont ceux qui œuvrent à renforcer la confiance internationale. Pouvoirs publics et acteurs privés financent les échanges éducatifs et culturels. Dans la sphère économique, les gouvernements ont négocié des traités bilatéraux et régionaux, et créé des organisations internationales comme l'OCDE et l'OMC. Ils ont également négocié ou adhéré à des normes générales concernant les droits de l'homme ou du travail. La Convention fondatrice de l'OCDE est consacrée à l'amélioration du bien-être mondial. Ses règles concernant l'ouverture des marchés de capitaux ou la lutte contre la corruption dans les transactions internationales, ou ses normes relatives à l'investissement, au gouvernement d'entreprise, à la conduite responsable des entreprises, pour ne citer que quelques exemples, ont été expressément élaborées pour créer des attentes communes vis-à-vis des gouvernements et des entreprises afin de promouvoir l'échange et la confiance.

Ces normes ne sont pas le fruit de l'imagination de quelques bureaucrates ; elles s'appuient sur des faits et des analyses, et sur l'expérience de dizaines de pays. Elles font l'objet de débats de fond qui forgent une compréhension commune. Nos normes s'apparentent à des aspirations ; aucun pays ne peut se prévaloir de les respecter intégralement. Ouvertes aux autres et sujettes à amélioration, elles tracent une voie. S'engager et travailler ensemble sur des solutions communes nous aide à nous faire mutuellement davantage confiance – peut-être plus encore qu'à compter seulement sur nous-mêmes.

Voir [www.oecd.org/finances](http://www.oecd.org/finances)



**Commandez  
dès maintenant !**

Sur [www.oecd.org/librairie](http://www.oecd.org/librairie)



# Miser sur la fiscalité, pas sur son évitement



**Margaret Hodge**  
Présidente, Comité des comptes publics, Chambre des Communes britannique, Parlement du Royaume-Uni

Droits réservés

**L'évasion fiscale n'est pas seulement un problème économique, c'est aussi une question morale déterminante pour la confiance que les citoyens placent dans leurs gouvernants et leurs institutions.**

La fiscalité est un élément fondamental du contrat social. Chacun, quel que soit son positionnement politique, s'accorde sur le principe selon lequel nous devons tous apporter une contribution équitable au bien commun afin de financer les biens et les services publics dont nous avons besoin.

C'est d'autant plus vrai dans le sillage de la crise financière, à l'heure où les États réduisent leurs dépenses afin de résorber leurs déficits, et où les citoyens ordinaires se débattent face aux conséquences de l'austérité et de l'augmentation du coût de la vie.

C'est pourquoi les pratiques fiscales d'entreprises multinationales telles que Google, Starbucks et Amazon ont déclenché un tollé général. Leur comportement est en porte-à-faux avec l'idée même que les Britanniques se font de l'équité.

Les sondages montrent que, de tous les aspects relatifs à la conduite des entreprises, c'est la question fiscale qui préoccupe le plus les citoyens britanniques. Ils s'indignent de voir qu'ils travaillent dur et paient leur juste part de l'impôt alors que de grandes entreprises s'en dispensent en fraudant le système. Ces entreprises profitent de nos infrastructures et de nos services publics, aussi devraient-elles contribuer équitablement à leur financement. Pourtant, Amazon paie moins d'impôt sur les bénéfices réalisés au Royaume-Uni qu'elle ne reçoit de subventions publiques.

Les petites entreprises sont en colère, car elles ne peuvent pas rivaliser avec des groupes tels que Starbucks ou Amazon, qui maintiennent des prix bas en ne payant que peu ou pas d'impôt sur les sociétés. Je suis furieuse d'entendre accuser les adversaires de l'évasion fiscale d'être contre les entreprises. C'est faux. Nous sommes pour l'équité ! L'évasion fiscale pratiquée par les grandes entreprises est anticoncurrentielle et pénalise injustement les entreprises nationales.

Non seulement la confiance du public dans notre système fiscal s'en trouve ébranlée, mais les citoyens se demandent aussi de quel côté se situent vraiment les responsables politiques qui conçoivent le système fiscal. Ils ont le sentiment que les entreprises et les individus qui transfèrent des bénéfices à l'étranger ou exploitent les failles du système uniquement pour échapper à l'impôt s'en sortent bien, tandis que nous autres payons nos impôts sans discuter – deux poids, deux mesures. Alors que nous essayons de réduire les déficits, négliger d'accroître les recettes publiques en s'attaquant aux pratiques agressives d'évasion fiscale se traduit par des coupes encore plus drastiques dans les services publics et les prestations.

Le problème n'est pas seulement que les gouvernements ont tardé à réagir aux transformations de l'économie mondiale. Trop longtemps, les pouvoirs publics ont eu peur de mettre les entreprises face à leurs responsabilités fiscales, par crainte de les voir quitter le Royaume-Uni. Je crois vraiment que cette crainte est infondée ; Eric Schmidt l'a lui-même reconnu : « Google continuera d'investir au Royaume-Uni quelles que soient les mesures que vous pourriez prendre, parce que le Royaume-Uni est trop important pour nous ». Bien sûr, les problèmes mondiaux requièrent des solutions mondiales, et nous commençons à faire de véritables progrès grâce aux diverses initiatives menées par l'OCDE et le G20. Mais j'ai toujours pensé que cela ne doit pas dispenser les responsables politiques nationaux d'agir.

Les États peuvent et doivent intervenir sur plusieurs fronts pour montrer leur détermination. La transparence a toujours figuré en haut de ma liste ; on peut par exemple « désigner et dénoncer » les entreprises qui pratiquent l'évasion fiscale agressive de manière avérée. Les consommateurs ont également un rôle à jouer. Ainsi, j'encourage le gouvernement britannique à adopter un « label de civisme fiscal » pour permettre aux citoyens de porter leur choix sur les entreprises responsables qui paient leur juste part de l'impôt.

Lors des Journées parlementaires de l'OCDE consacrées aux questions fiscales en février 2014, quelqu'un m'a dit : « Si l'on ne s'attaque pas maintenant au problème, on ne le fera jamais ». Partout, les citoyens exigent plus d'équité dans l'économie et dans le système fiscal. En réagissant sans tarder, nous pouvons reconquérir la confiance du public dans les institutions démocratiques. À défaut, le fossé entre les citoyens et leurs élus continuera de se creuser.

## Références

Voir [www.parliament.uk/business/committees/committees-a-z/commons-select/public-accounts-committee](http://www.parliament.uk/business/committees/committees-a-z/commons-select/public-accounts-committee)  
<http://margaret-hodge.co.uk>

# Combattre la corruption pour rétablir la confiance



**Drago Kos**  
Président, Groupe de travail de  
l'OCDE contre la corruption

OCDE

**Combattre la corruption est un moyen sûr de regagner la confiance du public, mais les gouvernements ne s'y emploient pas suffisamment. Certains ont même intérêt à n'en rien faire. Pourtant, le renforcement de la confiance pourrait procurer des bénéfices largement partagés.**

La confiance entre les citoyens dépend largement des actions engagées par les pouvoirs publics pour lutter contre la corruption, comme cela s'est souvent vérifié historiquement. Néanmoins, ceux qui exercent le pouvoir délèguent la lutte contre la corruption à des experts techniques sans leur apporter un soutien politique suffisant, ou bien entravent les efforts pour combattre la corruption afin de se protéger, eux et leurs alliés. C'est une tactique particulièrement risquée en période de bouleversements économiques et sociaux majeurs, propice à l'intolérance, comme l'atteste l'expérience récente de nombreux pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, voire d'Europe orientale.

Si les dirigeants politiques s'intéressaient un tant soit peu aux études, ils en tireraient immédiatement une conclusion très simple : la confiance des citoyens est inversement proportionnelle à l'ampleur de la corruption.

Dans les faits, la situation n'est toutefois pas toujours aussi claire. La relation entre confiance et corruption existe, mais elle n'est ni directe ni automatique.

Reste naturellement à déterminer si les gouvernants perçoivent l'importance de la confiance des citoyens, quelle qu'en soit sa cause. Ils en parlent assurément beaucoup, et la sollicitent occasionnellement. Mais le plus souvent, ils ne s'en préoccupent qu'au moment des élections. Il leur arrive même de réclamer plus de confiance en temps de crise. Sur le terrain cependant, il n'existe que peu ou pas de signes d'un véritable effort de lutte contre la corruption, malgré le fait que les gouvernements

sachent tous qu'ils susciteraient ainsi la confiance nécessaire pour trouver une issue rapide et efficace à la crise. On a donc de bonnes raisons d'estimer que tous les États ne sont pas réellement engagés dans la lutte contre la corruption. Ils se comportent comme si leur population était prête à accepter une corruption sans limite, ainsi que des mesures d'austérité, l'alourdissement de la fiscalité, la réduction des prestations sociales et autres mesures que les gouvernements affectionnent en temps de crise. Fort heureusement, les citoyens ne sont pas si fantasques et les gouvernements qui l'ignorent risquent de le payer cher à l'avenir.

## ◀ Trop de gouvernements ne mesurent pas encore l'importance de la confiance

Les succès remportés contre la corruption ont des retombées dans de multiples domaines comme par exemple la transparence, la responsabilité, la non-discrimination, la participation active à la vie sociale, économique et civique, l'égalité devant la loi et l'égalité de revenus. Toutes ces questions comptent aux yeux des citoyens de chaque pays, et toute avancée dans ces domaines montre que les pouvoirs publics sont attentifs à la population et à son bien-être, et suscite un regain de confiance.

Que signifie ce regain de confiance ? Tournons-nous vers les travaux de recherche pour donner un contenu factuel à la notion de succès contre la corruption. En fait, une baisse d'un point de pourcentage de l'indice de corruption se traduirait par :

- une augmentation du taux de scolarisation de 5 points de pourcentage ;
- un allongement de l'espérance de vie de 2,5 ans ;
- une hausse de l'investissement de 2,5 à 4,5 points de pourcentage ;
- une baisse du taux d'imposition de 7,5 points de pourcentage ;
- une majoration des dépenses publiques de 1,3 à 3 points de pourcentage ;
- une progression de la croissance du PIB de 0,13 point de pourcentage ;
- un accroissement du PIB par habitant de 425 dollars.

Plus généralement, lutter efficacement contre la corruption, c'est œuvrer à une plus large adhésion aux institutions publiques, au recul de la pauvreté et des inégalités, au respect de l'état de droit et à la consolidation de la stabilité politique. C'est privilégier la prise de décisions impartiales, le renforcement des droits civils et politiques, et plus d'égalité de revenus. C'est aller vers une affectation plus juste et plus efficace des ressources et des talents, une optimisation des dépenses publiques et une moindre dépendance vis-à-vis de l'aide. C'est ouvrir la voie à



un accroissement de la productivité et à une réflexion plus novatrice. C'est aussi faire reculer la criminalité et l'économie souterraine, etc.

La confiance des citoyens est primordiale pour que tout cela puisse advenir. Alors pourquoi tant de gouvernements sont-ils si peu actifs dans la lutte contre la corruption et ne font-ils pas davantage pour reconquérir la confiance du public ?

La réponse à cette question est simple : si les citoyens et la société dans son ensemble bénéficient des retombées d'une lutte efficace contre la corruption, certains individus puissants et leur entourage proche n'ont pas le moindre intérêt à avantager quiconque si ce n'est eux-mêmes. L'histoire récente nous a enseigné cette triste vérité : les dirigeants corrompus s'arrangent pour vider les caisses de l'État et empocher l'argent des contribuables. La confiance finit par être rompue, ce qui mène parfois à des manifestations en faveur d'un changement. Néanmoins, trop de gouvernements ne mesurent pas encore l'importance de la confiance pour l'exécution de toutes leurs missions et les bénéfices qu'ils peuvent recueillir d'un renforcement de cette confiance.

Le chemin à parcourir exige des responsables politiques énormément d'énergie, de ressources et de temps, mais il existe peut-être un raccourci. Les théoriciens l'appellent « l'égalité de droits pour tous ». Pour les citoyens ordinaires, elle consiste à mettre les malfaiteurs sous les verrous. Pour les dirigeants, elle suppose une mobilisation adéquate des pouvoirs exécutif et judiciaire pour s'assurer que les individus jusque-là réputés intouchables font l'objet d'enquêtes de police, de poursuites et de condamnations. C'est à ce prix que les citoyens seront persuadés que le système judiciaire s'applique à tous et à chacun, indépendamment de son statut, de sa richesse et de ses relations personnelles. Qui sait, peut-être même commenceront-ils à respecter la classe politique ? Certes, cela ne durera que si les

premières mesures s'accompagnent d'un effort de longue haleine pour combattre la corruption.

Malheureusement, certains États n'ont pas de réelle intention de s'attaquer à la corruption, encore moins d'emprisonner les coupables. Cependant, à l'heure de l'information interconnectée, la communauté internationale ainsi que les citoyens savent qui sont ces coupables. La tolérance des citoyens ne durera pas indéfiniment. Il est donc temps d'accentuer la pression sur les gouvernements afin qu'ils combattent sérieusement la corruption, dans l'intérêt de tous.

**Références**

Bose, Niloy, Salvatore Capasso et Antu Panini Murshid (2007), « Threshold effects of corruption: theory and evidence », *World Development* Vol. 36, n° 7 (p. 1173-1191), [www.elsevier.com/locate/worlddev](http://www.elsevier.com/locate/worlddev)

Carr, Indira et Opi Outhwaite (2008), « Surveying corruption in international business », *Manchester Journal of International Economic Law*, Vol. 5, n° 2 (p. 3-70).

Dreher, Axel et Thomas Herzfeld (2005), « The economic costs of corruption: a survey and new evidence », Institut d'économie de Thurgovie, Suisse.

Evans, Bryan R., *The cost of corruption*, Tearfund – Christian action with the world's poor, Teddington, Royaume-Uni.

Ivanchevich, John M., Robert Konopaske et Jacqueline A. Gilbert (2008), « Formally shaming white-collar criminals », *Business Horizons* n° 51 (p. 401-410), Kelley School of Business, Université de l'Indiana, États-Unis.

Kingston, Christofer (2007), « Social structure and cultures of corruption », *Journal of Economic Behaviour & Organization* n° 67 (2008) (p. 90-102), [www.elsevier.com/locate/econbase](http://www.elsevier.com/locate/econbase)

Rothstein, Bo (2007), « Anti-corruption – a big bang theory », *The Quality of Government Institute*, ISSN 1653-8919, Université de Göteborg, Suède.

Sullivan, John et Alexandr Shkolnikov (2008), « The costs of corruption », Democracy around the world, [www.america.gov/st/democracy](http://www.america.gov/st/democracy)

Torgler, Benno et Friedrich Schneider (2008), « The impact of tax morale and institutional quality on the shadow economy », *Journal of Economic Psychology*, doi:10.1016/j.joep.2008.08.004

# La confiance, nerf de l'économie

Philippa Gecège-Photography



**Philip Coggan**

Chroniqueur *Buttonwood*,  
*The Economist*\*

**La confiance est essentielle à quasiment toute activité économique. Quand j'achète un café, j'ai confiance dans le fait qu'il ne soit pas empoisonné, et le vendeur a confiance dans l'authenticité du billet de cinq livres que je lui tends. Même chose quand nous achetons des choses sur Internet : nous comptons bien recevoir l'article commandé, qu'il soit de la qualité attendue et que nos numéros de carte bancaire ne soient pas piratés.**

Notre système monétaire entier repose sur la confiance. Il est bien inscrit sur les billets britanniques : « Je m'engage à payer au porteur la somme de x livres sur demande », mais cette promesse ne signifie rien. Ni or ni argent ne la garantissent. Comme la Fée Clochette de *Peter Pan* qui a besoin d'applaudissements pour vivre, c'est notre foi qui maintient le système en état de marche.

En quoi croyons-nous au juste ? L'argent fiduciaire n'est pas une dette de l'État au sens formel, mais son usage à grande échelle repose sur notre confiance en un État raisonnablement efficace, capable d'assurer le fonctionnement de l'économie et de limiter l'érosion de la monnaie. Quand cette confiance disparaît, comme récemment au Zimbabwe, les citoyens se mettent à utiliser d'autres monnaies, comme le dollar. L'enthousiasme des commerçants à accepter des dollars (ou des euros) au lieu de la monnaie nationale est d'ailleurs un assez bon indicateur des compétences économiques d'un État.

Des monnaies alternatives comme le bitcoin, garanties par aucun État, font couler beaucoup d'encre, mais à moins d'une grave crise économique, il paraît peu probable que nous les utilisions prochainement pour faire nos courses.

Comme l'a montré la crise de 2008, notre confiance dans le système bancaire est étroitement liée à notre confiance dans l'État. Quand le système bancaire est en difficulté, les finances publiques suivent forcément ; ni l'Islande ni l'Irlande n'avaient une dette de l'État élevée avant la crise. Peu d'épargnants s'intéressent au bilan des banques commerciales, puisque leurs dépôts sont assurés : dans leur esprit, si une banque fait défaut, l'État interviendra. Cela pourrait créer une situation d'aléa moral, mais les conséquences du « renflouement » des déposants sont loin d'être enviables, comme l'a montré l'exemple chypriote.

On peut penser que notre confiance réside non dans l'État, mais spécifiquement dans les banques centrales. Comme on l'a vu avec la crise de la dette européenne, certains systèmes bancaires sont trop gros pour être sauvés par un État. L'aide de la communauté internationale est alors nécessaire. Malgré une succession de plans de sauvetage, la situation n'a fait que s'aggraver jusqu'à l'annonce par Mario Draghi, à l'été 2012, que la Banque centrale européenne ferait « tout ce qu'il faudrait » pour préserver l'euro. Les taux obligataires italiens et espagnols ont instantanément baissé, pour ne plus retrouver leur niveau antérieur.

« La foi dans les banques centrales est touchante, mais elle pose des questions fondamentales pour les démocraties »

Les marchés de capitaux, eux aussi, réagissent à la moindre annonce de la Réserve fédérale ; ils avaient vacillé l'an dernier, quand la Fed a parlé de réduire progressivement ses achats d'actifs (*tapering*). Le bond de 30 % des marchés boursiers en 2013 ne s'explique pas tant par une forte progression des bénéfices (hors éléments financiers, le bénéfice moyen par action a progressé de 7,5 %) que par l'attrait des actions au regard des faibles rendements offerts par les obligations et les placements en liquidités.

Les banques centrales font l'effet d'un parent milliardaire qui peut vous faire profiter de ses largesses sans limite apparente. Quand une banque centrale garantit un prêt ou achète des obligations pour faire baisser les taux (assouplissement quantitatif), cela semble n'avoir aucun coût immédiat. Il existe bien sûr un risque : la garantie peut être appelée, et les obligations peuvent être vendues à perte. Mais le bilan d'une banque centrale signifie-t-il vraiment quelque chose ? Les économistes ne s'accordent pas sur la question. Un énorme trou serait-il catastrophique ?

De même, « monétiser » la dette de l'État était jadis considéré comme une faute cardinale ; c'est d'ailleurs proscrit dans la charte de la BCE. Historiquement, c'était l'arme des régimes aux abois : la France révolutionnaire après 1789 ou les Confédérés pendant la Guerre de Sécession. Quel gouvernement, face à un électorat hostile, se donnerait la peine d'augmenter les impôts ou d'équilibrer son budget s'il pouvait se contenter de demander une rallonge à la banque centrale ?

La réponse officielle est que l'assouplissement quantitatif n'est pas la monétisation ; à terme, il faudra soit vendre les obligations, soit les conserver jusqu'à échéance et ne pas réinvestir. Mais cette politique d'assouplissement quantitatif est poursuivie plus longtemps que prévu, et rien encore ne laisse présager son abandon.

Pour l'instant, il n'y a aucun signe de l'inflation redoutée par certains, surtout parce que les banques commerciales réduisent la taille de leurs bilans pendant que les banques centrales font l'inverse. La croissance de la masse monétaire au sens large est faible, surtout en Europe. Mais là où la confiance, ou peut-être la foi, est la plus grande, c'est en ce qui concerne la capacité des banques centrales à dénouer leurs énormes positions sur les marchés obligataires sans provoquer de graves perturbations financières.

Cette foi touchante dans les banques centrales nous a peut-être permis d'éviter une deuxième Grande Dépression. Mais elle pose des questions fondamentales pour nos démocraties. Pouvons-nous laisser des technocrates non élus avoir tant de pouvoir, surtout lorsque l'on considère les effets redistributifs considérables que peuvent avoir leurs politiques, par exemple quand elles dopent les marchés de capitaux au profit des riches, et qu'elles font baisser les taux d'intérêt, pénalisant ainsi les revenus des retraités ? Et si les banques centrales échouent, qui est responsable ? Plus grave encore, si les banques centrales perdent notre confiance, le système financier tout entier n'est-il pas en danger ?

\* Philip Coggan est l'auteur de *The Last Vote: The Threats to Western Democracy*, publié en 2013, Allen Lane.

**Références**

Draghi, Mario, Conférence mondiale sur l'investissement, Londres, 26 juillet 2012  
 Voir [www.economist.com](http://www.economist.com)

## Repenser l'aide au développement

Depuis que l'OCDE a commencé à suivre les apports d'aide il y a plus d'un demi-siècle, le paysage de la pauvreté – et le financement du développement – s'est profondément modifié.

Des pays comme le Brésil, la Chine et la Corée se sont enrichis, hissant ainsi des centaines de millions de personnes hors de la pauvreté, et mettent leur nouvelle richesse au service des pays plus pauvres. Les frontières sont plus floues entre les pays « donneurs » et « bénéficiaires ».

L'accès au financement des pays en développement s'améliore, et les apports privés dépassent l'aide traditionnelle. Si les donateurs traditionnels de l'OCDE dispensent chaque année 130 milliards de dollars d'aide publique au développement, ce montant est sept fois inférieur à celui de l'investissement direct étranger, des prêts bancaires et des associations caritatives privées.



Jonathan Erns/REUTERS

Les pays pauvres améliorent leurs régimes fiscaux et utilisent les recettes générées pour financer leurs priorités de développement. Les transferts de fonds des travailleurs émigrés constituent une autre source importante de financement.

Toutefois, les pays les plus pauvres, en particulier ceux touchés par un conflit ou l'instabilité, peinent toujours à attirer l'investissement privé, et dépendent plus lourdement de l'aide.

Dans ce paysage en évolution, l'OCDE modernise ses définitions et mesures de l'aide, parallèlement aux travaux des Nations Unies sur les objectifs de développement pour l'après-2015.

Pour en savoir plus, regardez « Rethinking development aid » sur [www.youtube.com/oced](http://www.youtube.com/oced). Voir aussi [www.oecd.org/fr/developpement](http://www.oecd.org/fr/developpement)

# Immigration : balayer une idée reçue



Mike Segar/REUTERS

**Dans les menaces relayées par les tabloïds, les immigrés occupent une place de choix. Parcourez les pages ou les commentaires en ligne des journaux les plus virulents, et vous verrez les immigrés accusés de voler des emplois, ou encore de fuir le travail et de « vivre aux crochets de l'État ».**

Ces opinions représentent peut-être des extrêmes, mais elles reflètent une certaine ambivalence, voire l'hostilité du public envers les immigrés dans un certain nombre de pays de l'OCDE. Les témoignages sont légion. Un chroniqueur de *The Economist* rapporte une rencontre entre un parlementaire britannique et un membre de sa circonscription : « Je ne suis pas raciste, dit Phil, chômeur habitant le quartier difficile de Greenwich à Ipswich, mais il faut faire quelque chose à leur sujet ».

Les enquêtes le confirment : selon une étude de 2011 menée dans cinq pays européens et aux États-Unis, au moins 40 % des personnes interrogées dans chaque pays considéraient l'immigration « davantage comme un problème que comme une chance ». Plus de la moitié des personnes interrogées dans ces pays étaient en accord avec la proposition selon laquelle les immigrés étaient une charge pour les services sociaux. Cette idée que les immigrés vivaient des prestations de l'État semble largement répandue. Mais est-elle vraie ?

D'après une nouvelle étude de l'OCDE, ce n'est pas le cas. Dans les pays de l'OCDE en général, les impôts payés par les immigrés s'équilibrent plus ou moins avec ce qu'ils perçoivent sous forme d'allocations. Même là où les immigrés ont effectivement un impact sur les deniers publics (un « impact budgétaire »), celui-ci ne dépasse 0,5 % du PIB que dans 10 pays de l'OCDE, et a davantage tendance à être positif que négatif. En bref, selon le rapport, « les immigrés ressemblent beaucoup au reste de la population » pour ce qui est de leur impact budgétaire.

Il est frappant de voir à quel point cela est vrai pour l'ensemble des pays de l'OCDE, même s'il existe bien sûr des variations qui reflètent en grande partie la nature de l'immigration dans les différents pays. Par exemple, l'Australie ou la Nouvelle-Zélande recourent largement à l'immigration sélective, et attirent ainsi beaucoup d'immigrés relativement jeunes et instruits. Dans d'autres pays, du Nord de l'Europe notamment, les immigrés humanitaires comme les réfugiés et les demandeurs d'asile sont plus nombreux.

## L'« impact budgétaire » des immigrés a davantage tendance à être positif que négatif

Cela dit, de nombreux pays ont récemment commencé à attirer des immigrés qualifiés, en partie pour la valeur économique de leurs compétences, mais aussi parce que ce type de politique est mieux accepté par la population. Ainsi, au Royaume-Uni, où la résistance face à l'immigration est relativement forte, une enquête a révélé que 64 % des personnes interrogées souhaitaient réduire l'immigration des travailleurs peu qualifiés, mais que ce pourcentage tombait à 32 % lorsqu'il s'agissait des immigrés hautement qualifiés. En effet, l'une des craintes fort répandues à propos des immigrés peu qualifiés est qu'ils vivent des prestations publiques.

Mais encore une fois, le rapport de l'OCDE est surprenant : comme les immigrés en général, les immigrés peu qualifiés ne représentent ni un fardeau ni un bénéfice pour les finances publiques. De fait, ils sont moins susceptibles d'avoir un impact budgétaire négatif que la population nationale équivalente. *Brian Keeley*

Cet article a initialement été publié sur [www.OECDinsights.org](http://www.OECDinsights.org) en juin 2013.

# Réforme financière : des progrès, vraiment ?



**Saliil Shetty**  
Secrétaire général  
Amnesty International

Amnesty International

**Il faut convertir un marché pris de folie à des principes plus démocratiques et éthiques. Par ailleurs, il faut une action gouvernementale et multilatérale pour s'attaquer aux problèmes de l'instabilité économique et du creusement des inégalités de revenus et de patrimoine dans le monde.**

Une vague d'événements interdépendants, débutant par la crise financière et économique mondiale de 2008, a sensiblement ému la confiance que le public place en ses dirigeants et dans leur capacité et leur volonté d'agir dans l'intérêt général.

Beaucoup attribuent la crise à l'avidité des entreprises, encouragée par des mesures gouvernementales ou de graves défauts de la surveillance des pouvoirs publics. Malgré de nombreuses lamentations et promesses de changement, les systèmes qui ont fait le lit de la crise n'ont pas été véritablement ni suffisamment, réformés. Les prêts à des conditions abusives, la promotion d'un endettement privé insoutenable et la spéculation effrénée font partie des pratiques à l'origine de la crise financière qui ont fait basculer des millions d'individus dans les difficultés financières et la pauvreté. Pourtant, très rares sont les responsables qui ont dû rendre des comptes. Dans certains pays, il semble que ces pratiques réapparaissent déjà.

Si la crise a donné aux citoyens des raisons de se méfier des pouvoirs publics, la réaction de ces derniers a encore aggravé la situation. De l'argent considéré comme public a été utilisé pour renflouer des banques qui étaient précisément les acteurs du déclenchement de la crise financière. Si ces opérations étaient parfois nécessaires pour protéger les clients, elles auraient dû s'accompagner de mesures de transparence et de réformes qui, à quelques exceptions près, n'ont pas été adoptées. Selon le Centre pour les droits économiques et sociaux, ces renflouements ont ajouté aux difficultés des pays frappés par la récession et aggravé les problèmes d'accès au crédit et de dette publique de pays comme l'Irlande. Ils ont, par ricochet, été l'un des facteurs de l'adoption de mesures d'austérité.

L'austérité s'est accompagnée d'une montée du chômage, d'un repli des salaires réels, de coupes dans le système de protection sociale et de la privatisation d'actifs publics. Selon les informations d'organisations non gouvernementales et d'organismes des Nations Unies, certains des plus pauvres et des plus vulnérables sont justement les plus durement frappés par la crise et l'austérité. Même dans les pays où l'austérité n'a pas été au cœur de la réaction à la crise, les inégalités de revenus se sont manifestement creusées.

## Les inégalités de revenus sont structurelles et entretenues par les États

Les données sur l'aggravation des inégalités de revenus sont consternantes. Selon un document récent d'Oxfam, la part des plus riches dans le revenu total, même compte tenu des impôts et prestations sociales, s'est accrue dans certains pays de l'UE en crise, et celles des plus pauvres a reculé. Selon l'indice Bloomberg des milliardaires, les plus riches de la planète se sont encore enrichis en 2013, leur patrimoine net cumulé ayant augmenté de 524 milliards de dollars. En septembre 2013, *The Economist* résumait ainsi la situation : « La reprise appartient aux riches ».

Les inégalités de revenus observées sont structurelles, et structurellement créées et entretenues par les États. En période de crise et d'austérité, les révélations sur la fraude fiscale des grandes multinationales sont choquantes. Des fonds qui pourraient être employés pour financer des dépenses sociales, la défense des droits humains et la lutte contre la pauvreté sont détournés vers le secteur privé par des voies légales, mais largement considérées condamnables. Les règles nationales et internationales – notamment l'existence de paradis fiscaux, de conventions fiscales et autres incitations à investir à l'étranger – offrent une solide protection aux actifs privés et facilitent également les mouvements illicites de capitaux.

Un rapport publié en 2013 par Global Financial Integrity et la Banque africaine de développement montre que les pays en développement ont perdu 5900 milliards de dollars entre 2002 et 2011 à cause de flux financiers illicites, dont le montant a progressé de 10 % par an en moyenne. Les données indiquent que les sorties de capitaux illicites – produits de la corruption, de vols, et de la fraude et de l'évasion fiscales – excèdent nettement les 80 milliards de dollars d'investissements directs étrangers et d'aide entrant chaque année en Afrique.

Pourquoi les États laissent-ils faire ? La réponse tient notamment au fait que trop de gouvernements ne se contentent pas d'apporter

un soutien légitime aux entreprises et se soumettent à des intérêts privés pour autoriser une poignée d'individus à dicter des politiques publiques ayant un impact sur des millions d'autres. Les liens entre fortune et pouvoir politique inquiètent depuis longtemps ; ils sont maintenant plus controversés que jamais, et la réponse des pouvoirs publics aux préoccupations des citoyens sur des sujets comme les inégalités, la fraude et l'évasion fiscales, est capitale pour le rétablissement de la confiance de l'opinion publique vis-à-vis des responsables politiques.

Gouverner dans l'intérêt général est impossible si des intérêts privés l'emportent sur le bien public. Comme l'a indiqué le Président des États-Unis Barack Obama dans un discours sur les inégalités prononcé en décembre 2013 : « Les gens ordinaires ne peuvent signer de gros chèques pour financer une campagne ou louer au prix fort les services de lobbyistes et d'avocats pour fausser le jeu en leur faveur, au détriment des autres. »

Pourtant, malgré la colère suscitée par certaines révélations sur les inégalités, elles n'ont été que peu combattues. Malgré l'omniprésence du sujet dans les programmes, où en sont les réformes effectives ?

Les structures ayant permis à une minorité extrêmement riche de peser sur les décisions gouvernementales confortant les inégalités doivent être démantelées. Des initiatives comme celles du G8 et du G20 sur les bénéficiaires effectifs, la fraude fiscale et le secret sont utiles, mais dans les coulisses, la puissance des intérêts personnels les affaiblit invariablement. Nous devons rompre cet engrenage, principalement grâce à un débat public ouvert et à une action multilatérale. Ce débat sera un moyen de s'affranchir des idées reçues, comme celle qui veut par exemple que certaines mauvaises pratiques fassent partie de la vie économique. D'aucuns affirment que la fraude fiscale et les paradis fiscaux sont des sous-produits naturels de la mondialisation. Si nous les combattions, les investissements se déplaceraient vers les pays qui les acceptent, et les emplois suivraient. Malgré la crise, on continue d'entendre qu'il faut offrir des salaires et des primes très élevés pour attirer les plus grands talents, sans s'interroger sur les causes du lamentable échec de tant de banques.

Il est temps de s'élever contre ces arguments trompeurs, qui relèvent de la manipulation économique.

Nous n'avons aucune raison d'accepter des règles qui n'ont pas leur place dans un monde reconnaissant les droits et la dignité de tous. Ces règles, ainsi que le comportement des États et des entreprises, doivent changer. C'est assurément possible, et les forums multilatéraux comme l'OCDE ont un rôle important à jouer à cet égard. Il est également primordial d'engager un débat véritablement ouvert, bénéficiant des avancées technologiques propices à une plus large participation. Les choix qui sont faits, et les raisons de ces choix, doivent être transparents.

La défense des droits de l'homme n'est pas un combat contre les entreprises qui, de la plus petite à la plus grande, sont nécessaires à l'épanouissement des droits humains. L'âpreté au gain, le secret et la généralisation des inégalités ne sont pas les garants d'une économie prospère. C'est là au moins un point qui ne devrait pas faire débat. Employons-nous donc à les supprimer.

**Références**

Center for Economic and Social Rights, « Rights in Crisis », Brooklyn, États-Unis, [www.cesr.org/section.php?id=139](http://www.cesr.org/section.php?id=139)

Centre d'actualités de l'ONU (21 janvier 2011), « Ireland's vulnerable groups most threatened by financial crisis, warns UN expert », Nations Unies, New York, [www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=37341&Cr=poverty&Cr1=#.U2jRC8ck\\_7d](http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=37341&Cr=poverty&Cr1=#.U2jRC8ck_7d)

Miller, Matthew G. et Peter Newcomb (2014), « Bloomberg Billionaires Index: The rich got \$524 billion richer in 2013 » dans *The Washington Post*, Washington DC, [www.washingtonpost.com/business/bloomberg-billionaires-index-the-rich-got-524-billion-richer-in-2013/2014/01/09/0fb3015a-7631-11e3-b1c5-739e63e9c9a7\\_story.html](http://www.washingtonpost.com/business/bloomberg-billionaires-index-the-rich-got-524-billion-richer-in-2013/2014/01/09/0fb3015a-7631-11e3-b1c5-739e63e9c9a7_story.html)

Oxfam (2013), « A Cautionary Tale: The True Cost of Austerity and Inequality in Europe », *174 Oxfam Briefing Paper*, Oxford, Royaume-Uni, [www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bp174-cautionary-tale-austerity-inequality-europe-120913-en\\_1.pdf](http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bp174-cautionary-tale-austerity-inequality-europe-120913-en_1.pdf)

The Economist (12 septembre 2013) « The Rich Get Richer », *The Economist*, Londres, Royaume-Uni, [www.economist.com/blogs/graphicdetail/2013/09/daily-chart-8](http://www.economist.com/blogs/graphicdetail/2013/09/daily-chart-8)

Shaxson, Nicholas (2012), *Treasure Islands: Tax Havens and the Men Who Stole the World*, Vintage, Royaume-Uni. Pour plus d'informations, voir [treasureislands.org](http://treasureislands.org)

Voir Global Financial Integrity sur [www.gfintegrity.org/content/blogsection/11/148](http://www.gfintegrity.org/content/blogsection/11/148)

**Pour une croissance inclusive**

Dialogue sur les politiques de développement axé sur les ressources naturelles

Pétrole, gaz, charbon, métaux et minerais



Brochure gratuite téléchargeable sur : [www.oecd.org/fr/environnement/ressources-naturelles.htm](http://www.oecd.org/fr/environnement/ressources-naturelles.htm)



# La fiscalité s'impose



**Winnie Byanyima**  
Directrice générale  
Oxfam International

OXFAM

**Pour rétablir la confiance et garantir que les décisions ne sont pas confisquées par les « 1 % » les plus riches, une fiscalité progressive et un cadre fiscal mondial plus équitable sont nécessaires.**

Nous vivons dans un monde où les 85 individus les plus riches possèdent autant que la moitié de la population. La croissance profite essentiellement à une minuscule élite, ce qui compromet gravement l'inclusivité et la stabilité des systèmes économiques et politiques. Loin de nous rassembler, le pouvoir économique et politique nous divise. La concentration extrême des revenus et des richesses affaiblit l'équilibre des pouvoirs censé permettre à la majorité de se faire entendre, exacerbe les tensions sociales, et fragilise le contrat social entre les citoyens et l'État. En conséquence, le creusement des inégalités ébranle la confiance du public envers les gouvernements et les institutions financières.

Le Forum économique mondial a révélé que les élites mondiales classent l'accroissement des disparités de revenus au deuxième rang des grands risques mondiaux pour les 12 à 18 prochains mois. D'après un sondage mondial du Pew Research Center, toutes les régions du monde sont préoccupées par la montée des inégalités. Une enquête menée par Oxfam dans six pays (Afrique du Sud, Brésil, Espagne, États-Unis, Inde et Royaume-Uni) confirme l'impression prédominante, dans les pays développés et en développement, que les lois et réglementations profitent aux riches et les favorisent. Une majorité d'individus approuvent également l'affirmation suivante : « Les riches ont trop d'influence sur l'orientation donnée à ce pays ».

Parmi ces lois biaisées et sources de défiance figurent des règles fiscales internationales injustes et obsolètes.

Ces 30 dernières années, un immense et complexe réseau mondial de paradis fiscaux s'est développé. Selon une évaluation prudente d'Oxfam, les particuliers fortunés y cachent 18 500 milliards de dollars. Cette pratique représente pour les pays pauvres un manque à gagner qui se chiffre en millions. Elle lèse l'investissement dans les services publics qui pourrait réduire les inégalités et relancer l'économie.

Parallèlement, la « course au moins-disant fiscal » entamée par ces juridictions à très faible fiscalité contribue à réduire toujours davantage les taux d'imposition des entreprises et des particuliers les plus riches. En Zambie, pays dont plus des deux tiers de la population vivent dans une pauvreté extrême, les recettes fiscales liées aux exportations de cuivre n'ont atteint en 2011 que 240 millions de dollars, alors que cette activité a généré quelque 10 milliards de dollars. Au Niger, si les exportations d'uranium représentaient presque 5 milliards de dollars en 2010, l'État n'en a perçu que 13 %.

Comme l'a souligné l'OCDE, de même que la collecte de l'impôt favorise l'émergence d'administrations compétentes, les impôts peuvent promouvoir la transparence et renforcer le contrat social. À l'inverse, les régimes fiscaux qui favorisent les minorités riches aux dépens du plus grand nombre minent la transparence et sapent la confiance.

Réparer ces injustices est la meilleure – voire l'unique – occasion pour les institutions financières et les gouvernements de regagner la confiance du public. Sans un effort concerté pour lutter contre les inégalités, celles-ci se perpétueront sur plusieurs générations. La concentration massive des richesses conduira, si rien n'est fait, à une « confiscation des opportunités », puisque les taux d'imposition les plus bas, la meilleure éducation, les meilleurs soins de santé et l'influence seront réservés aux plus riches et à leurs enfants.

Heureusement, la confiscation politique et les inégalités économiques ne sont pas une fatalité, et il est possible de restaurer la confiance. De nombreux exemples montrent qu'une bonne gouvernance permet de modérer l'influence des riches élites et de garantir un partage plus équitable des ressources de la société. Dans les pays où les inégalités ont reculé, la fiscalité progressive joue un rôle important, notamment lorsqu'elle est associée à des stratégies publiques d'investissement dans des soins de santé et une éducation de qualité, accessibles au plus grand nombre.

Les travaux de l'OCDE visant à élaborer un cadre fiscal mondial plus équitable pourraient grandement contribuer à la lutte contre les inégalités de revenus, et jouer un rôle clé pour rétablir la confiance du public. Mais la vraie réforme qui profitera à tous ne se fera que si tous les pays – y compris en développement – participent aux négociations fiscales internationales. Si nous agissons tous de concert, éradiquer la pauvreté et l'exclusion sera à notre portée.

Voir [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

# Pour une extraction minière responsable

## Un catalyseur pour le développement durable



**Vania Somavilla**

Directrice exécutive des Ressources humaines, de la Santé et de la Sécurité, du Développement durable et de l'Énergie Vale

Les gouvernements, le secteur privé et la société civile joignent de plus en plus souvent leurs efforts pour garantir un monde plus durable. Ceci apparaît de manière évidente dans les initiatives en cours, qui ont pour but de mettre en forme le plan de développement post-2015. Depuis RIO+20, le rôle joué par le secteur privé pour favoriser le développement durable s'est renforcé. Ce développement attendu résulte des contributions essentielles des sociétés responsables, et représente la reconnaissance du fait que l'action collective doit répondre aux défis posés par le développement durable mondial. L'impact du secteur extractif sur l'économie au sens plus large a aussi été reconnu. Il est plus largement admis que non seulement l'exploitation minière responsable peut produire des bénéfices bien au-delà du secteur minier, mais aussi que cette situation gagnant-gagnant advient lorsque les investisseurs, les gouvernements et la société civile joignent leurs efforts.

Nous sommes conscients d'être les catalyseurs du changement, en créant des opportunités pour progresser d'une échelle locale à une échelle mondiale, dans la mesure où l'impact de l'extraction responsable peut vraiment apporter des transformations.



### Les couloirs de transport : développement durable et diversification

Les couloirs de transport et leur utilisation au-delà de l'extraction, pour le fret général et les passagers, représentent une excellente illustration de ce changement. Ils ouvrent la voie aux investissements routiers, de l'énergie et des télécoms et exploitent le potentiel des différentes formes de fret.

Ces avantages préparent le terrain à un environnement d'investissement plus viable. Ils attirent les entreprises d'autres secteurs vers des régions autrefois éloignées, en les intégrant au plan global des économies concurrentielles, et en encourageant la diversification, le développement durable et la croissance.

Vale investit des milliards dans la construction du Couloir Nacala qui donne un accès maritime à des régions du Mozambique qui n'étaient reliées à aucun réseau, et au Malawi enclavé. Ce projet a pour but d'apporter des avantages bien au-delà des activités minières. Grâce à l'utilisation des infrastructures logistiques, il rendra les exportations de produits agricoles plus compétitives sur les marchés mondiaux, et facilitera les importations.

### Un contenu local et le développement de la rentabilité

Un autre apport essentiel de l'extraction responsable est le renforcement des compétences professionnelles à travers la formation des travailleurs locaux et l'aide au développement de la rentabilité pour les fournisseurs locaux, qui est essentielle pour attirer les investisseurs des autres secteurs et permettre une diversification au-delà du secteur minier. Les investissements de Vale au Mozambique dans le secteur minier et dans les infrastructures afférentes reposent sur une force de travail de plusieurs milliers de personnes, dont plus de 85 % de ressortissants du Mozambique. En 2013, nous avons dépensé plus de 1,5 milliard de dollars en biens et services au Mozambique et au Malawi, dont 75 % auprès de fournisseurs locaux.

Les compagnies minières jouent un rôle important pour permettre aux fournisseurs locaux de répondre à leurs standards. Au-delà du secteur minier, toutefois, cette aide renforce également leur capacité de croissance en contribuant ainsi à rendre disponibles des services professionnels de premier ordre.

### Action collective

Concernant le plan de développement général, nous nous sommes engagés dans une vaste série d'initiatives. Parmi celles-ci figure notre position de leader dans les Solutions Réseaux de Développement Durable, chargé d'aider à transformer les OMD actuels en Objectifs de Développement Durable post-2015.

En qualité de co-président de l'initiative Action 2020 du WBCSD – un cadre d'action qui unit les efforts des entreprises pour répondre aux questions économiques, environnementales et sociales et orienter les ODD des Nations Unies – nous nous efforçons d'assurer le lien vital entre le secteur privé et des solutions structurelles de développement durable.

Une bonne gouvernance est à la base d'une croissance équitable, elle est essentielle pour garantir que des politiques réciproquement avantageuses soient mises en œuvre. En partenariat avec le Pacte mondial des Nations Unies, en appui à l'ITIE et conformément aux initiatives pour la transparence de l'ICMM, les compagnies minières responsables soutiennent les initiatives de transparence.

### Conclusion

Vale s'engage pour transformer les ressources naturelles en développement durable. Nous sommes convaincus que le développement durable se concrétise lorsque nos activités apportent de la valeur à nos actionnaires tout en créant un héritage social, économique et environnemental positif là où nous sommes présents. Faire ce qui est juste, valoriser nos employés et accorder de la valeur à notre planète sont des valeurs fondamentales qui guident nos actions.

**Note :** Les industries extractives jouent un rôle central dans le Dialogue de l'OCDE sur les politiques de développement axé sur les ressources naturelles. Pour une brochure d'information, voir <http://oe.cd/wL>. Vale soutient cette initiative et y participe.

Sponsorisé par



# Santé, innovation et cellules iPS : une coopération essentielle



**Shinya Yamanaka**  
Directeur du Centre de recherche  
et d'application pour les cellules iPS,  
Université de Kyoto\*

Droits réservés

**Il existe plusieurs milliers de pathologies dans le monde pour lesquelles on ne dispose d'aucun traitement. La technologie concernant les cellules souches pluripotentes induites (iPS) pourrait ouvrir de nombreuses pistes, mais l'avenir de cette innovation majeure doit passer par la coopération internationale.**

Les cellules souches pluripotentes induites, dites cellules iPS, sont dérivées de cellules de peau, de cellules sanguines ou d'autres cellules somatiques d'origine humaine ou animale dans lesquelles on a inséré des gènes ou d'autres facteurs spécifiques, et que l'on a mises en culture pendant quelques semaines. Développées par notre groupe de recherche en 2006, ces cellules iPS diffèrent des cellules souches embryonnaires (ES), autre forme de cellules souches pluripotentes artificielles inventées en 1981. Comme les cellules ES, les iPS ont un potentiel de prolifération presque illimité et sont pluripotentes, c'est-à-dire qu'elles peuvent se différencier pour devenir des cellules nerveuses, des cellules du myocarde, ou tout autre type de cellules. Mais les ES sont obtenues par culture de cellules extraites d'un ovule fécondé (blastocyste), ce qui nécessite la destruction de l'embryon – qui peut être vu comme une forme précoce de vie – et leur utilisation suscite de fortes oppositions.

La technologie iPS a été développée pour obtenir des cellules possédant les mêmes propriétés que les cellules souches embryonnaires mais n'entraînant pas la destruction d'un ovocyte, puisque dérivées de cellules somatiques. Comme leur obtention met en œuvre des techniques d'insertion génétique par ailleurs très utilisées en biologie, elles sont relativement faciles à produire après un complément de formation. La procédure d'obtention des iPS est hautement reproductible, et les procédures qui permettent leur culture et leur différenciation vers le type de cellule désiré présentent un fort degré d'interchangeabilité, ce qui nous permet d'appliquer le savoir acquis avec les cellules ES.

Tout ceci explique en partie le vif et rapide succès de la technologie des cellules iPS. Leur autre atout par rapport aux cellules ES est de pouvoir être dérivées des cellules du malade lui-même, ce qui permet de reproduire les processus pathologiques et d'ouvrir de nouvelles pistes pour comprendre les états pathologiques et développer de nouveaux médicaments.

Aujourd'hui, huit ans après notre découverte, un grand nombre de chercheurs du monde entier travaillent sur les cellules iPS, et la science avance à grands pas vers la concrétisation d'applications médicales. En 2013, le ministère japonais de la Santé, du Travail et des Affaires sociales a autorisé les recherches cliniques à partir de cellules iPS, et les premières thérapies cellulaires iPS devraient voir le jour courant 2014. Le développement de médicaments utilisant des cellules iPS se concrétise également.

« Les cellules iPS sont relativement faciles à produire après un complément de formation »

## Vers de nouveaux médicaments

Actuellement, on estime à plusieurs milliers le nombre de maladies pour lesquelles il n'existe aucun traitement. La technologie des cellules iPS ouvre de nombreuses pistes pour comprendre les causes des pathologies et développer de nouveaux médicaments.

Par exemple, l'utilisation de cellules iPS implique que l'on dispose des cellules nécessaires pour la recherche au moment voulu et en quantité suffisante, même lorsque la localisation des cellules les rend difficiles à prélever par biopsie. L'utilisation de cellules issues du malade lui-même permet également de mieux comprendre les causes de la maladie et le mécanisme de son évolution. Cela ouvre la possibilité de sélectionner les substances efficaces parmi une très grande quantité de substances candidates.

Des équipes de recherche du monde entier travaillent actuellement sur cet aspect. Au Centre de recherche et d'application pour les cellules iPS que je dirige au sein de l'Université de Kyoto, l'équipe du Professeur Haruhisa Inoue a dérivé des cellules iPS à partir de cellules de malades souffrant de sclérose latérale amyotrophique (SLA) et de la maladie d'Alzheimer, et a induit leur différenciation en neurones, aboutissant à créer un modèle pathologique de la maladie. Ces cellules iPS sont maintenant utilisées dans des recherches visant à comprendre les mécanismes de pathogénèse et à mettre au point de nouveaux traitements.



AFP

Le fait que les cellules iPS proviennent du malade lui-même permet aussi une classification plus précise des pathologies : classifiées jusqu'à présent d'après leur symptomatologie, elles peuvent maintenant être caractérisées plus précisément en fonction de leur cause chez le malade en question. La technologie iPS peut donc également jouer un rôle en médecine personnalisée, qui consiste à administrer au malade le médicament le plus adapté à son cas.

### Médecine régénérative

Les recherches avancent aussi dans la transplantation cellulaire en médecine régénérative. En juillet 2013, l'équipe de recherche de Masayo Takahashi du Centre Riken pour la biologie du développement, en collaboration avec l'Institut de recherche et d'innovation biomédicales, a obtenu l'autorisation du ministère de la Santé pour des recherches cliniques sur la maladie de l'œil connue sous le nom de dégénérescence maculaire liée à l'âge. Des cellules de l'épithélium pigmentaire de la rétine produites à partir de cellules somatiques seront greffées au même malade dans l'espoir de restaurer ses capacités visuelles. La première transplantation de ce type est prévue avant la fin 2014.

Dans notre centre de recherches, l'équipe du Professeur Jun Takahashi prévoit de demander en 2015 l'autorisation de mener des recherches cliniques chez des personnes atteintes de la maladie de Parkinson ; l'équipe du Professeur Koji Eto a, quant à elle, développé une méthode pour produire d'importants volumes de plaquettes à partir de cellules iPS, et envisage de lancer des essais cliniques chez des malades souffrant de thrombocytopénie chronique en 2016. À l'Université de Keio, l'équipe du Professeur Hideyuki Okano s'apprête à lancer une recherche clinique sur le traitement des lésions de la moelle épinière à l'aide de cellules progénitrices neuronales issues de cellules iPS ; à l'Université d'Osaka, l'équipe du Professeur Yoshiki Sawa projette de lancer une recherche clinique sur la régénération myocardique pour les insuffisances cardiaques graves, en utilisant des feuillets de cellules issues de cellules iPS.

Si le Japon est le leader mondial de la médecine régénérative à l'aide de cellules iPS, c'est parce que, dès l'annonce de la production

de cellules iPS humaines en 2007, des structures ont été mises en place pour la recherche fondamentale, le développement et les applications médicales de cette technologie, grâce à un important soutien du gouvernement japonais. De généreuses dotations budgétaires ont été attribuées à la recherche sur les cellules iPS – à hauteur de 50 milliards de yens en six ans à partir de 2008. À partir de 2014, le gouvernement japonais s'est engagé à financer largement la recherche en médecine régénérative, notamment sur les cellules iPS, puisqu'il prévoit d'apporter plus de 100 milliards de yens (soit un milliard de dollars) sur neuf ans.

### L'intérêt des stocks de cellules iPS

La production de cellules iPS prend du temps, et si nous les préparons uniquement à partir de prélèvements effectués sur les malades, le traitement pourrait arriver trop tard pour de nombreuses maladies. De plus, il ne serait logiquement pas optimal d'utiliser un processus exclusif, spécifique à une maladie et à un patient, pour la génération de cellules iPS et leur différenciation en cellules cibles. Ceci impliquerait également des coûts extrêmement lourds.

Les banques de cellules iPS, sur le modèle des banques de sang, sont une solution possible. Notre centre prépare des cellules iPS de grade clinique à l'avance, à partir de cellules prélevées sur des sujets sains, et les distribue aux instituts de recherche ou aux centres médicaux qui, à leur tour, préparent des cellules prêtes à être transplantées à base de ces cellules iPS. Nous appelons ce type de dispositif des banques de cellules iPS. Avec le soutien du gouvernement, nous travaillons à différents projets pour offrir des cellules iPS utilisables en médecine régénératrice.

Il est intéressant, en termes de délais et de coût, d'utiliser des tissus à base de cellules iPS prélevées sur un sujet autre que le malade. C'est ce que permet une banque de cellules iPS. La greffe allogène est aussi un moyen efficace de promouvoir la généralisation des applications cliniques des cellules iPS. Bien sûr, il faut veiller à l'innocuité et à l'efficacité de la procédure et tenir compte de l'aspect éthique – autant de problèmes qui ne se posent pas avec l'autogreffe, où l'on utilise les cellules prélevées sur le malade lui-même.

### Coopération internationale

La recherche autour des cellules iPS est florissante dans les universités et les centres de recherche, au Japon comme chez les membres de l'OCDE et dans le reste du monde. La coopération internationale est essentielle pour concrétiser les applications médicales de cette technologie. Au Royaume-Uni et aux États-Unis, il existe des projets de banques de cellules iPS, où celles-ci seraient produites et stockées après que leur innocuité a été vérifiée. La formation d'un réseau international de banques de cellules iPS est également importante pour généraliser la médecine régénérative dans le monde. Or, les contraintes réglementaires qui s'appliquent aux traitements médicaux varient selon les pays, de même que les critères de contrôle qualité pour la production et le stockage des cellules. De ce fait, nous avons des obstacles considérables à surmonter pour atteindre le niveau de coopération qui serait nécessaire pour que des cellules iPS stockées dans différentes banques puissent être fournies par-delà les frontières nationales.

Le dépôt de brevets autour des cellules iPS est également important pour permettre les applications médicales de cette technologie. L'Université de Kyoto s'est jusqu'ici vue octroyer des brevets fondamentaux dans 29 pays et une région, notamment aux États-Unis et en Europe. En déposant des brevets fondamentaux et en concédant des licences non exclusives, un établissement public comme le nôtre peut permettre à de nombreuses entreprises d'utiliser une technologie à un prix adéquat, ce qui devrait accélérer la réalisation d'applications médicales. Par ailleurs, pour éviter que certaines entreprises ne s'arrogent l'exclusivité sur d'importants brevets, nous investissons aussi dans l'acquisition et le renouvellement de brevets couvrant les technologies périphériques.

### Dimension éthique

Si, à la différence des cellules ES, les cellules iPS ne nécessitent pas la destruction d'ovocytes, elles peuvent tout de même poser des problèmes éthiques. Par exemple, les cellules iPS contiennent l'information génétique du donneur de la cellule somatique : ce point doit être dûment expliqué au donneur, et des mécanismes doivent être mis en place pour protéger et traiter correctement cette information génétique. Se pose aussi la question de la portée qu'il convient de donner aux autorisations de recherche, par exemple pour l'utilisation des cellules germinales issues de cellules iPS, ou pour la culture d'organes humains dans le corps d'animaux. Ces questions, ainsi que d'autres qui leur sont liées, doivent être largement débattues dans la société ; il faut aussi engager une réflexion sur ce que pourrait être une réglementation éthique internationale.

L'invention des cellules iPS ouvre des pistes porteuses d'immenses espoirs pour des millions de malades qui pourront peut-être bénéficier des thérapies les plus adaptées à leur cas et vaincre la maladie grâce au potentiel contenu dans la cellule. En d'autres termes, la médecine sur mesure pourrait bientôt devenir une réalité. Mais, avant que la découverte de médicaments et la médecine régénératrice utilisant les cellules iPS puissent trouver

des applications cliniques généralisées, bien d'autres problèmes doivent être résolus, notamment le développement de la technologie de différenciation, les méthodes de transplantation, le renforcement de la réglementation et la résolution des problèmes éthiques.

Il importe de prendre le temps du débat. La technologie des cellules iPS ne révolutionne pas seulement la science et les traitements médicaux, elle pourrait aussi ouvrir la voie à des évolutions majeures des sociétés.

\*Shinya Yamanaka et John Gurdon ont remporté le Prix Nobel de physiologie ou médecine en 2012.

### Référence

Centre de recherche et d'application pour les cellules iPS, Université de Kyoto, [www.cira.kyoto-u.ac.jp/e/index.html](http://www.cira.kyoto-u.ac.jp/e/index.html)

Commandez  
dès maintenant !



Sur [www.oecd.org/librairie](http://www.oecd.org/librairie)



L'INNOVATION MÉDICALE VIENT PEUT-ÊTRE DU LABORATOIRE

# MAIS COMMENCE TOUJOURS PAR LA PASSION

Depuis plus de 150 ans, les chercheurs MSD sont animés par une passion particulière. Notre but est de développer des médicaments, des vaccins et, de manière générale, des innovations thérapeutiques humaines et vétérinaires qui amélioreront la vie de millions d'entre nous. Nous savons bien que beaucoup reste à faire. C'est pourquoi nous continuons nos efforts et investissements dans la recherche pharmaceutique. Nous souhaitons nous associer à tous ceux qui partagent notre passion pour faciliter l'accès aux soins et améliorer la santé dans le monde. Ensemble, nous pouvons y parvenir.

**Pour en apprendre plus sur nos actions, rendez-vous sur [msd-france.com](http://msd-france.com)**



### Résilience

Dans la culture japonaise, le bambou, qui ploie sans rompre sous le poids de la neige pour ensuite pousser droit au printemps, est l'illustration parfaite de la résilience. En économie, cela se traduirait par la capacité à absorber un choc pour ensuite rapidement rebondir. Récemment, le sens de la résilience a évolué : plus qu'un attribut, elle est désormais un but en soi. À cause de la popularité du terme et de sa large palette d'acceptions, il peut être difficile de s'entendre sur la façon d'assurer la résilience, et plus fondamentalement, sur ce que l'on désire accomplir. Dans une optique optimiste et prospective, la résilience signifie apprendre à progresser face à l'aléatoire, à l'incertitude et au désordre qui caractérisent nos systèmes.

Forum de l'OCDE 2014, voir [www.oecd.org/fr/forum](http://www.oecd.org/fr/forum)

Une forme de résilience qui remet en question nos interventions actuelles pour le développement consiste à accepter la dynamique de « non équilibre » d'un système, et à reconnaître qu'il n'y a pas d'état stable auquel revenir quand celui-ci a été perturbé. Il faut donc bâtir en partant des changements créés par des perturbations qui font partie d'un système en constante évolution. Cela remet aussi en question la tendance à vouloir rétablir des conditions antérieures, alors qu'en fait de nouvelles conditions se sont imposées.

Katie Harris, *Resilience in Practice*, 2012

Si, comme moi, vous vous êtes demandé d'où naît la résilience et comment aider nos enfants à se doter de cette capacité vitale pour leur avenir, je pense qu'on peut être inquiet. Quand les parents aident leurs enfants à se sortir de chaque situation difficile, par exemple en les assistant pour leurs devoirs ou pour leurs dossiers d'inscription, ils leur font un tort considérable. En voulant protéger leurs enfants de l'échec, ils les privent de la possibilité d'acquérir des compétences utiles au quotidien, mais aussi essentielles dans la vie active. Quand l'estime de soi prime sur les résultats, nous apprenons sans le savoir aux jeunes à être non pas plus, mais moins adaptables.

Sydney Finkelstein, *Resilience: A Lesson from Sochi*, 20 février 2012

C'est comme si l'État, s'épuisant rapidement de sa propre logique de sécurité et cherchant un nouveau concept, quelque chose de mieux et de plus audacieux, avait trouvé la « résilience ». [...] La résilience, par définition, s'oppose à la résistance. Elle appelle l'acquiescement, et non la résistance. Il ne s'agit bien sûr pas d'un acquiescement passif, bien au contraire. Mais elle implique effectivement de conformer nos actions aux impératifs du capital et de l'État, et de la pérennisation de l'un et de l'autre, et non de leur résister.

Mark Neocleus, *Resisting Resilience*, mars/avril 2013

Il faut souligner un point capital : comme dans de nombreux domaines, le choix du moment est crucial. Les réponses du cerveau et du corps aux contraintes environnementales doivent être bien régulées dans le temps : une réaction rapide et seulement dans les situations appropriées, maintenue sur la durée de la perturbation et arrêtée de façon efficace et efficiente. De plus, ces réponses peuvent dépendre du stade de vie de l'organisme, la réponse adaptée étant différente selon le stade de développement.

Iliia N. Karatsoreos et Bruce S. McEwen, *Resilience and vulnerability: a neurobiological perspective*, mai 2013

La gouvernance adaptative de systèmes sociaux et écologiques interdépendants est essentielle pour maîtriser des interactions complexes et gérer l'incertitude et les périodes de changement. Elle repose sur une gestion des problèmes collaborative, flexible et basée sur l'apprentissage, à différentes échelles. L'adaptabilité dans un cadre de résilience implique la capacité non seulement à réagir selon les préférences des acteurs importants, mais aussi suivant la dynamique et l'évolution de l'écosystème, et à le faire évoluer de façon « éclairée », c'est-à-dire en intégrant dans les adaptations et l'innovation la reconnaissance de notre dépendance à la biosphère.

Stockholm Resilience Centre, *Adaptive Governance*, sans date

La résignation ou la soumission, qui donnent parfois une impression de force ou de tolérance face à la pauvreté, sont en fait un manque de résilience [...]. Il ne faut pas confondre des gestes humbles et héroïques face à l'adversité avec la résilience (qui est l'aptitude à appliquer des changements positifs) [...]. Autre considération importante : [...] le coût de la résolution d'un problème, ou celui de la résilience elle-même. Dans quelle mesure une urgence justifie-t-elle des décisions précipitées qui aggravent les besoins futurs et le déficit de meilleures solutions ?

Clovis Ultramari et Denis Alcides Rezende, *Urban resilience and slow motion disasters*, 2007

Venez débattre sur [www.oecd.org/fr/forum](http://www.oecd.org/fr/forum)

La résilience c'est [...] l'aptitude à faire face aux évolutions en matière de capacités, d'efficacité ou de légitimité. Ces changements peuvent être causés par des chocs – ils sont alors soudains – ou résulter d'une lente érosion (ou, au contraire, d'une amélioration) dans ces trois domaines. La résilience découle de la combinaison de plusieurs éléments : capacités et ressources, institutions performantes et légitimité, étayées par les processus politiques qui font le lien entre l'État et la société, et entre leurs attentes mutuelles. C'est donc la résilience qui, dans un contrat social, détermine la stabilité de l'État concerné. Chaque fois qu'un problème dans les relations État-société est traité avec succès, la légitimité s'en trouve confortée, la perception de la capacité de l'État à gérer le changement est améliorée, et sa résilience renforcée.

OCDE, *De la fragilité à la résilience*, 2008



# Commandez dès maintenant !

Soyez toujours au-devant des grands enjeux de notre temps. Depuis 1962.

S'abonner à L'Observateur de l'OCDE, c'est aussi recevoir chaque année L'Annuel de l'OCDE.

Envoyez-nous le bon de commande ci-dessous, abonnez-vous sur [www.observeurocde.org/abonnement.html](http://www.observeurocde.org/abonnement.html) ou écrivez-nous à [observer@ecd.org](mailto:observer@ecd.org)



## ABONNEZ-VOUS À L'OBSERVATEUR DE L'OCDE

**Oui**, je souhaite m'abonner pour 4 numéros et le volume *L'Annuel de l'OCDE*.

- € 77
- US\$ 102
- £ 60
- ¥ 9 800

**Oui**, je souhaite m'abonner pour 8 numéros et deux numéros de *L'Annuel de l'OCDE*, réalisant ainsi 30% d'économies !

- € 107
- US\$ 146
- £ 86
- ¥ 14 300

Commandez vos publications en ligne : [www.oecd-ilibrary.org/fr](http://www.oecd-ilibrary.org/fr), ou demandez les nouvelles publications qui vous intéressent dans cette section à l'une des adresses ci-dessous.

Nom	
Téléphone	Fax
Adresse	
Code postal, Ville et Pays	

Organisation
Profession
E-mail
Date
Signature

L'abonnement débutera avec le prochain numéro. La version anglaise est envoyée automatiquement aux abonnés sauf indication contraire. - Version française

### Pour les États-Unis

Turpin Distribution, The Bleachery, 143 West Street, New Milford, Connecticut 06776 USA  
Tel : (1) 800 456 6323, Fax : (1) 860 350 0039, Email : [oeedna@turpin-distribution.com](mailto:oeedna@turpin-distribution.com)

### Pour le reste du monde

Turpin Distribution Services Ltd., Stratton Business Park, Pegasus Drive, Biggleswade, Bedfordshire SG18 8QB, UK  
Tel : (44) 1767 604 960 Fax : (44) 1767 601 640 E-mail : [oeedrow@turpin-distribution.com](mailto:oeedrow@turpin-distribution.com)

### Règlement

- Chèque/Mandat postal ci-joint (à l'ordre de l'OCDE)
- Carte de crédit VISA/MasterCard/American Express

TOTAL À PAYER	
N° de carte	Date d'expiration



## Création de valeur partagée et respect de nos 35 engagements



**13**  
portant sur  
la nutrition



**4**  
portant sur  
le développement rural  
et l'approvisionnement  
responsable



**5**  
portant sur  
l'eau



**6**  
portant sur  
la durabilité  
environnementale



**7**  
portant sur  
les collaborateurs,  
les droits de l'Homme  
et la conformité

Pour être en mesure d'offrir de la valeur supérieure aux actionnaires et d'aider les gens à améliorer leur nutrition, leur santé et leur bien-être, nous appliquons l'approche de Création de valeur partagée dans l'ensemble de nos activités. Outre la nutrition, nous nous concentrons aussi sur l'eau et le développement rural, qui sont essentiels tant pour nos activités que pour nos collaborateurs, producteurs, fournisseurs, distributeurs et communautés.

Plus d'informations dans notre rapport  
*Création de valeur partagée 2013*  
sur [www.nestle.com/csv](http://www.nestle.com/csv)

# L'Annuel de l'OCDE 2014

## UNE ÉCONOMIE RÉILIENTE, UNE SOCIÉTÉ INCLUSIVE

Cette quatrième édition de *L'Annuel de l'OCDE* examine certains défis majeurs issus de près de sept ans de bouleversements économiques mondiaux. Les inégalités grandissantes affectent-elles la croissance et comment y remédier ? Progressons-nous dans nos mesures du bien-être au-delà de la productivité et de la croissance ? Existe-t-il une économie des soins ? D'où pourrait provenir une reprise durable et créatrice d'emplois ? Quelles politiques peuvent faire fructifier au mieux le talent et le potentiel des jeunes travailleurs comme des seniors ? Comment inverser la tendance à la perte de confiance dans nos institutions ? Quel rôle peut jouer la fiscalité pour restaurer la confiance ?

Dans *L'Annuel de l'OCDE 2014*, des dirigeants politiques, des chefs d'entreprise, des universitaires, des représentants du monde du travail et de la société civile se joignent aux experts de l'OCDE pour examiner ces questions et d'autres grands enjeux actuels.